

Claire DUPORT
Michel PERALDI

**ACTION CULTURELLE, POLITIQUES DE LA VILLE ET
MOBILITE SOCIALE**

**LA LONGUE MARCHÉ DES CLASSES
MOYENNES**

Rapport au Ministère de la Culture, Ministère de l'Équipement, FAS, DIV

Février 1998. Contrat du 25/11/1996 n°422

Ministère de la Culture

Mission de la Recherche et de la Technologie

3, rue de Valois

75001 Paris

Laboratoire Méditerranéen de Sociologie

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme

BP 647

13094 Aix en Provence

« On n'arrête pas de recevoir des gens pour parler de nous ; et nous, on raconte toujours les mêmes salades. Et qu'est ce qu'on a en échange ? Au mieux, un article dans la presse locale, ou un bouquin qu'on ne lira jamais. Mais tu vois, on t'a toujours bien reçue. Au moins, tu pourras dire qu'on a le sens de l'hospitalité. » **Djammel**, à la cité Busserine.

INTRODUCTION

« La longue marche des classes moyennes » raconte l'histoire sociale du dispositif d'animation socioculturelle. Ce faisant, cette recherche explore le monde du militantisme social qui s'exprime aujourd'hui dans les associations et les équipements socioculturels, dans un face à face avec les classes populaires, au cœur de nos cités de grands ensembles.

On y rencontre des gens qui se revendiquent sous l'intitulé de « militants », et qui consacrent leur temps autant que leur énergie à rêver, et parfois réaliser, des utopies : celle de la promotion collective, celle du vivre-ensemble dans les cités, celle de l'éducation et de l'émancipation du peuple.

On dit parfois qu'ils sont en passe de disparaître¹, que leurs usages sont en crise, que leurs valeurs ont passé de mode, qu'il n'y a personne pour prendre la relève des grands et petits chantiers sociaux qu'ils avaient mis en route. On dit que leurs causes sont un luxe en ces temps de crise où les hommes ont d'abord à se soucier de leur survie ; que leurs idéaux vieillissent mal avec la mondialisation.

Regardez-les pourtant : ils s'affairent de manière parfois un peu frénétique avec cette singularité qu'ils ont à se mêler des affaires des autres. Ils construisent des maisons et en rasant d'autres, ils aménagent des locaux et font de la cuisine exotique, ils apprennent à parler, à lire et à écrire, ils distribuent à manger, font des voyages ; ils sont tout à la fois : architectes, travailleurs sociaux, animateurs, infirmiers, instituteurs...

¹ Jacques ION, *La fin des militants ?* Ed de l'Atelier, 1997.

Ils pensent, et pas tous la même chose loin s'en faut. Ils échafaudent de grands projets humains et sociaux, refont le monde - ou au moins le quartier - à leurs idées, s'affrontent, se confrontent, se frottent et s'accordent, car ils pensent souvent à plusieurs.

Et ils parlent : de politique partisane et de citoyenneté, d'idéal, et d'eux mêmes ; ils se parlent, ils parlent à leurs pairs, ils nous parlent.

Et l'on s'aperçoit que leurs manières de faire et d'être ne nous sont pas étrangères : ce qui se passe, ce qui se dit dans le monde de l'animation socioculturelle, nous rappelle aux idéaux d'un face à face « démocratique » entre les pauvres et les riches, les étrangers et les indigènes, les nomades et les sédentaires, qui traverse toute l'histoire de la gouvernance urbaine selon des formes qui entendent organiser le partage des temps et des territoires dans la ville.

Un face à face dont pourtant bien des auteurs affirment qu'il aurait disparu plus ou moins radicalement avec le départ des classes moyennes autrefois habitantes des cités², et qui les ont désertées à la faveur des lois Barre pour d'autres formes d'habitat. Tout se passerait donc comme si ces classes moyennes agissantes se constituaient comme absentes de la confrontation avec le peuple, renvoyant ce dernier à sa radicale altérité, alors même que d'autres ont montré que c'est justement dans la « proximité spatiale » entre classes ouvrières et classes moyennes que se jouait tout le contraire d'une fusion, soit un processus de mise à « distance sociale »³. Glissement de sens donc, jusqu'à ce que les habitants des cités deviennent « ces gens là », dans « ces quartiers là » - c'est à dire *autres*, comme s'il s'agissait d'un monde dont nous ne participons pas -, et la production des sciences sociales et humaines, comme l'action sociale, se sont articulées peu à peu sur les thématiques de la défaveur et de la précarité. Si l'on ne peut remettre en cause le départ des classes moyennes habitantes, on doit cependant admettre, à l'instar de François Dubet, qu'on s'est probablement trompés dans nos manières de « nommer le peuple »⁴, reconnaissant que le discours sur la défaveur trouve davantage d'écho chez ceux qui le produisent que chez ceux qui en sont les sujets. On doit aussi admettre que les cités constituent toujours un vaste laboratoire social et sociologique qui

² Jacques ION, "La fin des petits clercs", in DONZELOT (dir), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Esprit, 1995.

Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*. Albin Michel, 1996.

³ CHAMBOREDON, LEMAIRE, *Proximité spatiale et distance sociale*. Revue Française de Sociologie, vol 11, 1970.

⁴ François DUBET, "Qui vit dans les grands ensembles de banlieue ?", *Courrier du CNRS*, La Ville, n° 82, 1995.

fait perdurer la confrontation entre ceux qui travaillent « là » ou « là dessus », et ceux qui y vivent. Le peuple est notre gagne-pain, et rien que cela constitue un champ de relations sociales qui mérite d'être exploré dans ses dimensions anthropologique et historique.

Cette histoire du militantisme social, comme une longue introduction à notre propos, nous la retraçons dans la première partie de ce rapport ; et à travers la naissance de « l'esprit social » en France, on voit apparaître les idéaux qui légitiment l'action militante, tendue entre deux grands projets historiquement stables : d'un bord, celui qui anime un idéal de disciplinarité, à l'aspect correctif et normatif ; de l'autre, un idéal d'affranchissement à l'aspect émancipateur. Les chrétiens, les communistes, les militants de l'éducation populaire, pères fondateurs du dispositif d'animation socioculturelle, marquent de leur passage l'histoire des cités, les logiques d'urbanisation et les mouvements sociaux autour de la question de la gestion du peuple. Et toute cette histoire tient au fait que ces formes idéales, en apparence et en éthique irréconciliables, passent leurs temps à se croiser, se tricoter en autant de formes hybrides qu'il y a de dispositifs ou de configurations présentes dans l'arène. Tel est en tout cas le fil d'intrigue qui nous a guidé.

Ces idéaux travaillent et ont travaillé les mondes professionnels de l'action sanitaire et sociale, éducative, puis de l'animation, autant que les oeuvres de charité, ou les engagements partisans, politiques et syndicaux. C'est autour de la question de la mise en application de ces idéaux dans les mondes professionnels que nous développons dans la seconde partie de ce rapport, « l'esprit des métiers ». Il s'agit là de décrire l'efficience des convictions militantes au travers des formes de mobilité sociale que produit le dispositif d'animation socioculturelle ; mais aussi d'en livrer les configurations actuelles, en termes d'emplois et d'économies.

Enfin, une troisième partie passe le dispositif d'animation socioculturelle au filtre des relations sociales concrètes qui s'y déploient. Pour ce faire, nous laissons nos interlocuteurs (militants politiques, syndicaux, associatifs, professionnels de l'action socio-éducative et de l'animation, usagers des équipements et des services, et habitants) répondre eux mêmes à la question de ce qui les légitime à être et agir dans les cités, ce qui fonde leur existence auprès des populations que l'on dit défavorisées.

Nous les avons lus, nous les avons écoutés, nous les avons regardés faire. Avec un parti pris empirique, celui de penser que la confrontation aux classes populaires est un élément de la vie sociale des cités qui perdure ; et une hypothèse selon laquelle, dans le schéma binaire entre

technique et politique dont participe le gouvernement urbain, l'utopie militante propose une autre forme de gouvernance, une autre forme de pacte.

Mais la véritable énigme qui tend notre propos participe du retournement du regard que nous avons opéré. Dans les cités et la mise en forme des mondes populaires, nous avons regardé les militants comme des « producteurs de vérité » ou pour le dire autrement, des « leaders d'opinion » qui se subliment comme regardants des opprimés, et que l'on consulte sans jamais les regarder *eux*, comme s'ils n'existaient pas en tant que producteurs de la confrontation aux classes populaires. Ce faisant pourtant, ils tiennent une position qui se gagne, comme pour les religieux, d'une « décorporéisation » dont les sociologues sont souvent dupes. Ainsi, s'il est un parti-pris de notre travail, c'est de rétablir la consistance des trames relationnelles dans un monde qui fonde son identité imaginaire, son éthos professionnel, sa légitimité et son efficience sur le fait de justement ne pas produire de liens avec le peuple.

Méthodologie

L'objet de notre travail est pleinement historique, dans le sens où il se situe dans le passé, mais notre démarche a consisté à ne pas étudier seulement les militants en tant qu'individus, mais aussi les fonctions et les positions auxquelles ils participent ; pas seulement leurs actions, mais aussi les réseaux et les dispositifs dans lesquels les militants se trouvent pris. Et ainsi introduire, à la manière de Norbert ELIAS, l'individuel dans le politique, et la longue durée dans l'histoire, considérant l'individu dans le groupe, et comme un maillon d'une chaîne générationnelle constitué sur des formes d'hérédité identitaire⁵.

Ainsi, reconstituer l'histoire sociale de la confrontation aux classes populaires dans les cités participe d'une double démarche : suivre un fil historique qui nous invite à interroger les mouvements, les ruptures et les continuités du dispositif d'action socioculturelle ; et suivre un fil généalogique où se croisent l'histoire des acteurs (la question du poids des hommes et le rôle du lien social dans la constitution des dispositifs institutionnels), celle des mouvements sociaux (la place et le rôle des classes moyennes dans la gestion urbaine, le problème du partage du territoire), et celle des idées (le rapport discipline/émancipation).

Il nous faut aussi dire quelques mots sur notre propre position qui fut double : chercheurs et pairs. Il y a à cela des raisons empiriques : le fait de bien connaître et de bien aimer Marseille dans sa diversité, et dans la complexité des rapports qu'entretiennent les marseillais entre eux, et avec le « reste du monde ». Et le fait d'y être connu, d'y avoir une notoriété affirmative et positive.

Mais il y a aussi des raisons qui tiennent à notre position dans l'espace social des cités. Nous travaillons à une histoire dont nous participons. Les évolutions dont nous parlons, les réseaux relationnels que nous décrivons, la confrontation aux problèmes urbanistiques et sociaux et aux personnes qui en sont les sujets, tout cela est une projection et une partie de notre histoire de sociologues dans les cités. D'aucuns pensent que les habitants des cités vivent pour eux-mêmes, et dans un entre-soi dont nous serions autres ; notre travail s'inscrit dans la certitude que nous faisons partie de la même histoire. Et cette conviction a - parfois très peu, et parfois

⁵ Norbert ELIAS, John L. SCOTSON, *Logiques de l'exclusion*, Fayard, 1997.

considérablement - influé sur notre propre cheminement réflexif, et sur les rapports que nous avons entretenus avec nos interlocuteurs.

Parlons d'abord de ces derniers :

Nous avons rencontré de nombreuses personnes de manière informelle, dans les cités, dans les bistrots, dans les réunions politiques ou syndicales et autre colloques de structures d'animation, d'institutions sociales ou de collectivités. Nous y étions parfois invités (à titre amical⁶ ou à titre professionnel⁷). Nous avons dit qui nous étions et ce que nous faisons quand on nous le demandait. Ces observations et bavardages enrichissent notre propos en confirmant des connaissances ailleurs théorisées dans les sciences humaines : qui côtoie qui et comment ; comment les pauvres parlent des nantis lorsqu'ils sont entre eux, et inversement ; comment les noirs parlent des blancs et des noirs, et inversement ; comment on vit à Marseille, etc.

Avec 19 personnes, nous avons eu des entretiens formels, peu directifs, de 2 à 6 heures, chez eux ou sur leur lieu de travail, constituant un matériau de récits de pratiques.

Nous les avons choisis pour leur « position clef » dans le dispositif d'action sociale et d'animation socioculturelle de Marseille, en lien avec le militantisme social. Certains ont une histoire qui s'inscrit dans la longue durée, d'autres n'ont fait qu'un bref passage, mais décisif car ayant modifié des rapports aux hommes ou aux institutions ; certains présentent des parcours exemplaires dans le sens où leur histoire individuelle renvoie à des destins collectifs ; certains sont perçus comme des pères fondateurs (le plus âgé de nos interlocuteurs a 72 ans), d'autres comme la relève, d'autres encore comme la nouvelle génération (le plus jeune a 20 ans).

Nous les avons sollicité parce que nous les connaissions déjà ou parce qu'on nous avait parlé d'eux selon les critères énoncés ci-dessus, ou pour leur position institutionnelle ou politique.

Le directeur d'une association d'aide aux tsiganes, ancien salarié de l'ATOM (Association d'aide aux Travailleurs d'OutreMer)

⁶ Lors par exemple de fêtes ou de commémorations d'associations.

⁷ Comme intervenant à tel colloque ou simple participant, parfois à notre demande comme pour les congrès de fédérations d'éducation populaire.

Un salarié d'une association départementale, s'occupant du logement d'urgence des immigrés, ancienne monitrice d'enseignement ménager pour les femmes immigrées

Un ancien directeur régional du FAS PACA

Le directeur d'une association d'échanges entre pays méditerranéens

Une responsable d'une institution sociale européenne, ancienne militante dans les quartiers nord de Marseille

Un responsable des affaires culturelles à la ville de Marseille

Un responsable des échanges entre communautés au Conseil Général

Un responsable de l'action sociale à la CAF des Bouches du Rhône

Un secrétaire général de Mairie des quartiers nord

Un jeune prêtre ouvrier dans les quartiers nord

Un fondateur de l'ASSUR, association d'animation des quartiers nord fondée au début des années 80 par des jeunes des quartiers

Un éducateur de prévention, militant gauchiste et associatif

Le président (et membre fondateur) d'une association d'animation et d'aide aux jeunes dans une cité des quartiers nord

Une médiatrice sociale de nombreuses associations, membre de l'université du citoyen et animatrice

Un leader d'un groupe de gansta'rap d'une cité des quartiers nord

Un photographe, fils d'immigré et habitant les quartiers nord

Deux jeunes fondateurs d'une association, « agence de voyage pour les pauvres » dans une cité des quartiers nord, anciens animateurs

Une militante de la réhabilitation de sa cité, aujourd'hui présidente de l'association d'animation de son quartier et conseillère à la mission locale

Bien entendu, si nous ne précisons ici que la position professionnelle de ces personnes, il va de soi que les entretiens mordent sur l'ensemble des espaces sociaux qu'ils occupent ou ont occupés. Ils nous parlent de leur place de professionnel ou de militant associatif, mais aussi - selon - de leur place d'habitant, de père ou mère de famille, d'immigré, d'ami ou d'ennemi, etc. L'objet des entretiens que nous avons réalisés avec ces personnes portait sur plusieurs éléments:

- le récit de leur parcours militant et/ou professionnel
- le descriptif des institutions, des structures, et des gens qui avaient favorisé ou freiné ce parcours, comment et à quel moment
- Les valeurs et les idéaux auxquels ils se réfèrent
- Le réseau relationnel dans lequel ils évoluent
- leur point de vue sur leur histoire, l'histoire du militantisme en général, leur avenir et celui des dispositifs qui entrent dans leur monde professionnel.

Avec 11 personnes, nous avons réalisé des histoires de vie. 5 d'entre elles ont été rencontrées au moins deux fois (l'une pour prendre contact, discuter de la recherche en cours et de l'intérêt d'une histoire de vie, une autre au moins pour réaliser l'entretien sur une durée de 3 à 6 heures). Notre plus jeune interlocuteur a 37 ans, le plus âgé 87.

Avec 6 personnes il s'est agi, en deçà des nécessités de la recherche, de véritables collaborations. Nous les avons longuement rencontrés avant la « période » des entretiens, et depuis pour confronter nos pistes d'interprétations, nos hypothèses et nos conclusions à partir d'éléments de leur histoire de vie, et sur notre recherche en général. Nous avons souvent cru trop longuement digresser dans nos échanges, puis un détail parfois nous renvoyait au cœur de nos préoccupations.

L'objectif de cette méthode d'entretien était de reconstituer des fils généalogiques en tenant compte de l'ensemble des manières d'être, des positions et des rôles sociaux dont participe une personne, des justifications à partir desquelles elle rend compte de son action. Cela suppose donc une partie « récit », mais aussi une partie commentaires de documents (personnels ou officiels) et une partie prospective (et si ... ?).

Voici donc les personnes avec qui nous avons suivi ce cheminement et dont la brève présentation, qui serait de toute façon restrictive, ne reprend que ce que nous savions de ces personnes avant de les rencontrer.

Les fondateurs et directeurs de l'Association d'Aide aux Travailleurs d'OutreMer

Un militant chrétien de gauche depuis l'après guerre

Un directeur d'équipement socioculturel durant 28 ans

Un directeur de fédération d'animation, ancien militant gauchiste dans les années 60 et 70

Un élu, membre comité national du Parti Socialiste, et responsable d'une fédération d'éducation populaire

Un militant des droits de l'homme, urbaniste et acteurs du DSU marseillais et national

Le fondateur de l'Université du Citoyen, et éducateur à la PJJ

Le directeur et fondateur d'une association d'insertion des immigrés, militant anti-raciste, fils d'immigré et issu d'une cité des quartiers nord

Une militante de l'action sociale depuis l'après guerre, et habitante des quartiers nord depuis près de 30 ans

Une immigrée algérienne, militante d'associations de sa cité des quartiers nord

Une coordinatrice au DSU, militante associative, issue de la « génération banlieue » des quartiers nord

Quelques mots sur l'anonymat :

La totalité des personnes avec lesquelles nous nous sommes entretenues ont été, plus ou moins longuement et en détails selon leur demande, informées sur l'objet de notre recherche, les commanditaires et l'éventuelle diffusion. Nous avons discuté des méthodes, expliqué les raisons de telle ou telle question, l'intérêt d'avoir accès à telle information ou tel document personnel. Nous n'avons jamais falsifié notre identité ou notre fonction, parce que cela ne nous semblait pas entraver un accès aux données.

Quant à l'anonymat, il ne participe pas non plus d'un parti-pris de principe. Nous n'avons promis à personne que son identité ne serait révélée en aucun cas, mais il ne nous semble pas utile non plus de diffuser l'identité civile d'une personne alors que c'est la fonction qu'elle occupe, son rôle ou sa place dans un dispositif qui fait son intérêt, davantage que son nom.

En conséquence, les patronymes de la plupart des personnes que nous avons interrogées sont modifiés. Cependant, nous n'avons ni la stupidité ni le mépris d'autrui pour prétendre à totalement anonymiser notre propos. Car il y a parfois une telle osmose entre la personne et la fonction qu'il sera fort aisé à un amateur des thèmes que nous abordons de reconnaître tel ou tel personnage. Il y a à Marseille par exemple plus de 100 directeurs d'équipements socioculturels. Le nombre d'années de carrière (que nous diffusons puisqu'il permet de situer

la personne dans une époque et des courants de pensées, un contexte professionnel, une « génération ») réduit déjà considérablement le nombre potentiel de personnes correspondant au « profil ». Mais à la lecture de ses propos, son point de vue sur le dispositif militant marseillais, ses propres idéaux et choix, on saura facilement reconnaître la personne pour peu qu'on l'ait déjà rencontrée ou qu'on en ait entendu parler. Nous en avons fait l'expérience, lorsqu'au cours d'une discussion un de nos interlocuteurs nous parlait « d'un militant quelconque qui a toujours pensé ceci ou cela » et que, dès lors, nous reconnaissions. Cet impossible anonymat est d'ailleurs, à lui seul, un indicateur décisif puisqu'il signale très clairement que nous ne sommes donc là ni face à une population (au sens d'échantillon), ni face à une politique (au sens d'institution), et que le monde où nous avons enquêté fait « milieu », relativement strié d'interconnaissances⁸.

Par ailleurs, quelques uns de nos interlocuteurs ont ce que nous pouvons nommer une « identité publique ». Leur surface publique en fait des gens connus, dans le « milieu » bien entendu, dans les institutions, les collectivités locales, voire la grande diffusion médiatique. Dans ce cas, il aurait été carrément ridicule de notre part de tenter un artifice d'anonymat en modifiant leur patronyme. Avons-nous déjà envisagé un politologue nous parler de « Jean Claude G. », maire d'une grande métropole du sud-est de la France, ou de « monsieur X. », Président du Conseil Général des Bouches du Rhône ?

Ainsi, ceux de nos interlocuteurs qui sont publiquement identifiés apparaissent sous leur propre identité. Il va de soi que nous avons apprécié au plus juste et nécessaire les propos qu'ils nous ont confié et que nous diffusons, n'ayant pour notre part aucun intérêt à les compromettre. On peut par ailleurs, et sans trop se tromper, imaginer que si ces personnes ont accepté de s'entretenir avec nous, y compris nous faisant part parfois de parcours personnels, familiaux, ou de points de vue très intimes, c'est en sachant bien que ces propos étaient voués à être utilisés, sinon diffusés. Jusqu'à quel point d'ailleurs, certaines « confidences » ne nous ont été faites dans le secret espoir qu'elles parviendraient à bon port ?

Quoi qu'il en soit, anonyme ou pas, nous ne diffusons des entretiens réalisés que les extraits nécessaires à la compréhension de l'ensemble, en respectant ceux qui nous ont demandé de ne pas publier tel ou tel passage.

⁸ Yves GRAFMEYER, *Sociologie urbaine*. Nathan, coll 128, 1994.

Les autres matériaux de travail :

La bibliographie précise l'essentiel de nos lectures précisément appliquées à cette recherche. Nous avons également beaucoup exploré les « archives personnelles » conservées par nos interlocuteurs et qui nous ont été prêtées, ou que nous avons consulté ensemble. Il s'agit bien souvent de courriers officiels et correspondances privées, rapports d'activités d'associations, de photographies.

Un travail dans les archives de la préfecture des Bouches du Rhône et de dépouillement du Journal Officiel nous ont permis de collecter un certain nombre d'informations concernant les associations déclarées. Cependant, le service concernant les associations n'étant pas informatisé, nous n'avons pu réaliser un comptage exhaustif des associations marseillaises encore en activité, ni les localiser par quartiers comme nous l'aurions souhaité.

« Dans les années 80, Busserine, c'était vraiment chaud. En même temps, c'est pas vraiment la banlieue comme la Savine par exemple, où ils sont vraiment à l'écart de tout. Ici, ça a toujours été un lieu de passage avec la fac, la zone des Arnavaux, les militaires, et le côté petit village. Ca a toujours fait un brassage de gens, qui passent, se rencontrent s'ils le veulent. Nos vieux, ils connaissent tout le monde, y compris du côté village. Marseille, c'est comme plein de villages dans la ville : l'Estaque, le 14ème, le Sud, c'est ça qui est sympa ici. Et puis, on allait tous à la même école, ça faisait un mélange de cultures, de patrimoine, des richesses. Nos pères travaillaient dans les mêmes usines, ils avaient les mêmes soucis, c'était pas une histoire de cité. » **Mous**

L'ESPRIT SOCIAL EN FRANCE

On ne saurait dater ni définir les origines de l'aide sociale, tant les initiatives en la matière furent nombreuses et variées. Parcourant les textes sacrés ou antiques, les histoires informées et les épopées légendaires, on reconnaît ça et là les pratiques d'aumône, de secours du prochain et d'hospitalité de l'étranger. Disons plutôt que le 19ème siècle voit naître des mouvements collectifs et organisés qui suppléent aux initiatives individuelles, diffusant des « idées sociales » au sein de toutes les strates socio-économiques françaises autour de nouvelles identités sociales de populations opprimées. Les ouvriers se mobilisent, le socialisme internationaliste commence à faire école dans une part de la bourgeoisie intellectuelle, l'église catholique se divise sur la question de l'assistance aux pauvres et aux nécessiteux, le romantisme littéraire et pictural s'adjoint de cercles de réflexion sur les questions sociales, jusqu'à certains industriels qui s'émeuvent du sort de leurs ouvriers. Qu'on en appelle à l'état ou à la mobilisation corporatiste, c'est pendant cette longue période que se formulent collectivement les problèmes sociaux ; c'est cela que nous appellerons « l'esprit social ». Et déjà, les fondateurs de cet esprit s'affrontent et se confrontent, se fabriquent et s'attribuent le monopole des pauvres. On croit alors voir se dessiner des « écoles » de l'éthique militante qui marqueront les grands courants de l'histoire des idées sociales où

s'opposeraient les catholiques aux socialistes, les bourgeois aux prolétaires, et plus tard, les professionnels aux bénévoles. Deux siècles plus tard, la confrontation est toujours efficace sur le même éthos, et personne n'a encore gagné la guerre des pauvres : le peuple est sans cesse réinventé comme si les mondes militants s'auto-produisaient en désignant la pauvreté et l'oppression.

On pourrait se contenter d'un regard sur l'action militante telle qu'elle s'exprime aujourd'hui auprès des populations défavorisées ; on y verrait - à l'instar de la plupart des analyses informées qui nous sont livrées sur l'action sociale ou le militantisme - de la continuité dans les processus de contrôle social institutionnel, et des ruptures dans ses formes opérationnelles. Ce serait oublier que chacun des dispositifs institutionnels qui opèrent aujourd'hui s'inscrivent en profondeur historique. Ce regard là, sur la longue durée, propose d'autres perspectives auxquelles nous tentons de donner un premier éclairage : et si la grande familiarité qu'entretient le militant avec le politique n'était pas seulement affaire de clientélisme ou d'intérêts financiers et notabiliaires, mais aussi la perpétuation de sa présence dans la cité ? Si l'animation socioculturelle n'était pas seulement une forme « gauchisante » de l'action sociale mais un véritable dispositif idéologique participant de l'histoire de l'esprit social davantage que de celle des institutions socio-éducatives ? Alors, la forme d'un Etat que l'on dit nouveau, animateur⁹ et plus seulement disciplinaire, pourrait être regardé comme une continuité des formes sociales qui instaurent le face à face avec le peuple, et la « figure essentielle du militant de l'action publique qu'est le chef de projet »¹⁰ serait déjà une « imitation » du modèle militant à l'œuvre dans les cités. Ainsi, le renvoie à la généalogie que nous proposons ici doit être lu comme une invitation au retournement du regard que nous portons habituellement sur le dispositif d'animation socioculturelle, en tant que configuration d'acteurs dans la cité singulière et plus seulement annexe de l'action sociale.

1. Naissance d'un militantisme social¹¹

⁹ Jacques DONZELOT, Philippe ESTEBE, *L'état animateur. Essai sur la politique de la ville*. Esprit, 1994.

¹⁰ Jacques DONZELOT, Désaffection démocratique et politique de la ville. In *Ville, exclusion et citoyenneté*, Joël ROMAN Dir, Ed ESPRIT, 1993.

¹¹ Bien des éléments d'information de ce chapitre sont tirés de *Evolution de l'esprit social en France de 1850 à 1950*, Par Madame GOUIN, directrice du Bureau d'Information et d'Orientation Sociales, 1960.

La charte de 1831 fixe les limites de la participation citoyenne et la bourgeoisie dirigeante s'attribue le pouvoir politique : on est électeur à 25 ans si l'on paye 200 francs d'impôts, à 30 ans si l'on contribue à hauteur de 500 francs. Alors qu'une partie de la bourgeoisie romantique jugée fantaisiste s'épanche sur les victimes de la misère, la pauvreté est sacrifiée à la prospérité de quelques uns et la classe ouvrière prend naissance dans des conditions d'existence pour le moins misérables¹². On s'en remet d'une part à la volonté divine n'ayant pour pendant que la charité et l'aumône, d'autre part à la loi qui interdit toute corporation professionnelle¹³.

Pourtant, les ouvriers, opprimés, trouvaient quelques sympathies auprès d'un côté des libéraux républicains ou socialistes réunis au sein des sociétés secrètes internationalistes, de l'autre de certains catholiques contrariés par la vassalité de l'église vis à vis des pouvoirs publics depuis la menace de séparation d'avec l'état¹⁴. Le journal « l'atelier », fondé en 1840 par des ouvriers accompagnés de gens lettrés expose ses revendications : un minimum salarial et de meilleures conditions de travail ; la revue « l'avenir », fondée en 1830 par l'Abbé La Mennais et rapidement condamné par l'encyclique « Mirari Vos » de 1832, invite pourtant le catholique, laïc ou religieux, à se faire le confident et le protecteur du peuple opprimé. Quant à la bourgeoisie industrielle, elle compte aussi en ses rangs quelques réformateurs tels que le Comte Armand de Melun, fondateur d'une sorte d'ONG d'avant-garde dénommée « Société d'économie charitable », ou encore les industriels Koechlin (qui construira des logements salubres pour ses ouvriers en 1835) ou Harmel (qui établira une mutuelle des ouvriers de ses entreprises en 1840, prémices de ce que seront plus tard les allocations familiales). Et déjà s'esquissent les affrontements idéologiques qui alimenteront toute l'histoire du militantisme social, entre un courant catholique en rupture avec la hiérarchie cléricale conservatrice mais se méfiant aussi des idées révolutionnaires, et un courant socialiste qui envisage la réforme sous l'égide d'une internationale prolétaire¹⁵. Les premiers inscrivent leurs activités dans la complémentarité de l'action publique, se situant idéologiquement dans des formes d'opposition au pouvoir public et à la hiérarchie de l'église qui ne remettent cependant pas en cause le système d'action sociale institutionnel ; les seconds seraient plutôt dans la résistance,

¹² En 1812, la durée de vie moyenne dans les familles ouvrières des industries cotonnières de Mulhouse était évaluée à 25 ans, 9 mois et 12 jours ; descendue à 21 ans et 9 mois en 1827. Edouard DOLLEANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, Editions Armand Colin, 1947.

¹³ La loi Le Chapelier des 11 et 17 juin 1791 voulant libérer l'ouvrier des sévères règlements corporatifs plaçait aussi celui-ci en face à face avec le patron.

¹⁴ Baron de MOROGUES, *De la misère des ouvriers et de la marche à suivre pour y remédier*, Ed Huzard, 1832.

allant jusqu'à proposer des formes autonomes et alternatives de gestion du social. De fait, de par son caractère consensuel favorable à l'idéologie dominante française, le courant du catholicisme social sera le plus représenté dans l'histoire du militantisme social, allant jusqu'à trouver de puissants relais et partenaires dans l'appareil d'état.

La seconde moitié du 19ème siècle voit se multiplier les oeuvres de bienfaisance, presque toutes confessionnelles, et fortement encouragées par l'impératrice. Louis Napoléon lui-même se dote d'une fondation à des fins d'oeuvres sociales. En 1862, une délégation d'ouvriers élus au sein des différents corps de métiers représente la France à l'exposition universelle de Londres ; moment décisif s'il en est : ils reviennent de ce voyage forts des témoignages d'exilés français de 1848, et des récits sur les conditions de travail des ouvriers anglais, plus favorables qu'en France. Suit une série de lois sur les conditions de travail et de vie des ouvriers, bien que la plupart des questions sociales restent traitées par la répression alors que quelques progressistes tentent de « contraindre à l'équité » par la voie législative « ceux qui ne veulent renoncer à leurs privilèges »¹⁶. Et alors que ceux-ci usent de leur représentativité électorale ou de leur notabilité dans la bourgeoisie pour faire évoluer « l'esprit social », d'autres oeuvrent en parallèle, au sein des tous nouveaux mouvements de jeunesse¹⁷ ou des Universités Populaires.

2. De l'aide sociale à l'animation socioculturelle

Catholiques et protestants montrent la voie de la responsabilité collective face à la misère ambiante en cette fin du 19ème siècle. Il ne suffit plus de diffuser l'esprit de générosité au sein des paroisses, il faut aussi passer à l'acte et cela suppose bien des remises en cause dans les pratiques cléricales : que des prêtres s'allient les bons services de laïcs pour organiser les

¹⁵ Voir à ce propos le "Traité d'économie politique" du Vicomte de VILLENEUVE-BARGEMONT, 1834.

¹⁶ Albert de MUN, jeune député catholique en 1876, et son compagnon La Tour du Pin, tendent par ce fait d'ouvrir la voie à des réformes traitant de la question sociale.

¹⁷ Eugène QUET, *Les origines, le développement des mouvements de jeunesse français et leurs attitudes face aux problèmes économiques, politiques et sociaux de 1830 à 1914*, Mémoire pour le diplôme de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, sous la direction de Pierre Bourdieu, 1973.

oeuvres sociales, passe encore, mais qu'ils se fassent élire à l'Assemblée et contraignent les pouvoirs publics à se doter d'outils législatifs dépasse la patience de la hiérarchie de l'église largement favorable à l'idéologie de la classe dominante. Ils seront donc peu nombreux à choisir cette seconde voie, préférant se garder quelques précieux alliés dans les rangs politiques républicains et socialistes. Quant aux oeuvres sociales, elles s'exprimeront au travers d'une part des oeuvres de bienfaisance animées le plus souvent par les dames patronnesses, d'autre part des mouvements de jeunesse dont on mesure aujourd'hui la place centrale dans le développement des idées et des actions sociales : en plaçant l'enfant au coeur de leurs préoccupations, les fondateurs des mouvements de jeunesse définissent les modalités de l'œuvre civilisatrice sur laquelle se fonde l'éthique de l'action sociale.

Les dames des bonnes oeuvres

On a parfois tendance à reléguer au rang de la bonne conscience le rôle de ces dames bénévoles qui se dérobaient à leurs devoirs de famille et mondains pour accomplir une mission de bienfaisance. Certes la bourgeoisie bien pensante ne manquait une occasion de se départir de son souci d'autrui grâce à ces faire-valoir que représentaient les dames patronnesses et autres oeuvres de charité auxquelles on donnait une aumône conséquente et si possible visible. Il n'empêche que ces dames jouèrent un rôle décisif dans les services sociaux dont elles furent les organisatrices et les premières professionnelles.

Au sortir de la guerre de 1914-18, nombre de jeunes filles de bonne famille qui ont fait leurs débuts comme infirmières dans les hôpitaux militaires vont se former dans les écoles sociales nouvellement créées. Elles constitueront le premier corps de personnel social professionnel au sein des services sociaux scolaires, des orphelinats, des premiers centres sociaux et autres associations familiales. Elles possèdent une formation technique en matière d'hygiène et d'assistance publique sanitaire et sociale, une forte autorité qui les a amené à imposer une activité professionnelle dans un milieu où l'on préférerait les voir assurer les fonctions d'épouse et de mère, et en outre, elles sont du même monde que ceux qui les emploient et donc pourvues des mêmes relations d'influence. Elles imposeront donc rapidement leur rôle dirigeant dans un domaine - le monde professionnel - où ce sont d'habitude les hommes qui

président¹⁸. Jusqu'aux directeurs des services de la Santé Publique, de la Justice et de l'Education nationale qui se laisseront convaincre par les arguments de ces grandes bourgeoises au passé philanthropique pour suggérer une disposition administrative ou calculer le coût de la mise en place d'une nouvelle institution. A leur initiative, se tiendra à Paris en 1928 la première conférence internationale de service social, s'accompagnant d'une exposition de l'habitation et de l'aménagement des villes, d'un congrès international de l'assistance publique et privée, et d'un congrès international de la protection de l'enfance. Pour la première fois, les initiatives publiques et privées de multiples représentants des 5 continents se donnent à voir de concert et la « question sociale » devient publiquement un « objet du politique »¹⁹, au sens de l'action civile et civique.

Les premiers centres sociaux

C'est peut être au sein des Centres Sociaux de cette première moitié du 20^{ème} siècle que s'exprime le mieux la question de la participation citoyenne. Mises en place en France au début du 20^{ème} siècle, les maisons sociales s'inspirent du fonctionnement des centres sociaux des quartiers ouvriers anglais qu'on appelle *settlement*²⁰. Au travers d'équipements gérés collectivement, les centres sociaux oeuvrent à l'émancipation des opprimés : les problèmes de misère, d'hygiène et de santé qui touchent le monde ouvrier, mais aussi ceux de l'exclusion de ces derniers des sphères de pouvoir et de leur inaccessibilité à la culture sont autant de questions auxquelles les animateurs des premiers centres sociaux tentent de trouver des réponses avec les intéressés. Dans chaque quartier, le centre social doit être représentatif des habitants, avec la volonté des dirigeants de les associer aux conseils d'administration afin de trouver collectivement les réponses les plus appropriées aux problèmes locaux. Mais cette participation ouvrière correspond aussi à la volonté de former des « élites » issues de l'action commune et mettant ses qualités personnelles au service de la collectivité²¹, et ressemble sur

¹⁸ Aujourd'hui encore, les activités sanitaires et sociales restent majoritairement féminisées avec 76 % de femmes dans les professions intermédiaires de la santé et du travail social, et 74 % des psychologues et psychothérapeutes. Source INSEE 1990.

¹⁹ François FOURQUET, Lion MURARD, *Les équipements du pouvoir*. Recherches n° 13, 1973.

²⁰ Le premier *settlement* est créé en 1884 par un pasteur anglican dans un quartier ouvrier de Londres. D'autres suivront très rapidement en Grande Bretagne, mais aussi aux Etats Unis.

²¹ Robert DURAND, *Histoire des centres sociaux ; du voisinage à la citoyenneté*, Ed Syros, 1996.

ce point étrangement aux problématiques aujourd'hui développées sur la question de la participation citoyenne dans les quartiers difficiles.

Les Universités Populaires

L'idéal d'affranchissement du peuple sous tend aussi l'action des Universités Populaires. Créées à la fin du 18ème siècle par des groupes d'intellectuels portés par l'esprit de Condorcet, les Universités Populaires connaîtront une heure de gloire fulgurante avec près de 260 sites en 1900²². L'objet de ces Universités où se rencontrent ouvriers et intellectuels est double : d'une part, pallier à la carence intellectuelle des ouvriers, peu instruits et peu informés ; d'autre part favoriser la participation citoyenne de tous par l'accès à la culture et au savoir. En réalité, ces universités sont autant d'occasions de débats et d'échanges entre le savoir ouvrier et le savoir cultivé, davantage que de « cours informés » dispensés à un public inculte ; ce sera donc le lieu privilégié de bien des débats politiques et de bien des formations à l'idéologie révolutionnaire. Mais les intellectuels et universitaires à l'origine de ce mouvement se heurtent rapidement à l'hostilité des syndicats ouvriers qui les relèguent dans le camp de la bourgeoisie dont ils sont issus, soupçonnant ces représentants de la classe dirigeante de vouloir s'adjoindre la sympathie du peuple à des fins politiques intéressées. En quelques années, la plupart des Universités Populaires disparaissent, et il n'en restera qu'une vingtaine en 1904.

Les mouvements de jeunesse

Créés dans la plupart des cas par des adultes pour des jeunes, les mouvements de jeunesse réalisent cependant le plus souvent une mise en application des idées. Dans ces groupes en effet, les adultes, représentants et garants des projets, sont aussi porteurs de convictions dont la plus importante (et celle qui est commune à toutes les tendances) est, bien entendu, que la jeunesse est l'emblème de la reconstruction et de l'avenir. Les jeunes pour leur part vont se retrouver dans des mouvements dont ils sont - eux-mêmes ou par héritage - proches, mais avec de volontaristes objectifs d'action.

²² La première Université Populaire officielle s'installe Faubourg Saint Antoine le 9 octobre 1899.

On se souvient donc des « pères fondateurs » : chrétiens protestants ou catholiques, laïques et républicains, socialistes, scouts, les mouvements de jeunesse naissant au sein même des grandes organisations politiques ou religieuses. Les mouvements protestants furent les premières organisations officielles regroupant de jeunes gens et de jeunes filles, dès le milieu du 18^{ème} siècle. A l'époque, les protestants rencontrent encore une certaine hostilité politique et publique à leur égard, et les textes de ces mouvements montrent une volonté de fédérer les jeunes protestants sous forme de groupement d'intérêt. Très rapidement, ces volontés premières passeront au second plan derrière l'idée du collectif, quelles que soient les origines ou les opinions, et les œuvres sociale, religieuse, intellectuelle et physique qui sont défendues. Par ailleurs, ces mouvements protestants seront longtemps novateurs en matière de groupes spécifiques : les jeunes étudiants, les jeunes travailleurs, les jeunes filles, etc.

Les mouvements catholiques de la jeunesse française de la fin du 19^{ème} montrent, pour leur part, une détermination politique très affirmée, à savoir : « la nécessité de créer un grand courant catholique face à la Révolution qui s'implante. », ce qui ne sera plus le cas des mouvements catholiques qui leur succéderont au début du 20^{ème}.

En ce qui concerne les scouts, rappelons qu'ils émanent d'une volonté militaire, Baden Powell cherchant à former une jeunesse catholique, patriote et préparée au combat. Cette fonction d'un scoutisme de « petits soldats » restera très présente dans les mouvements de scoutisme jusque bien après la guerre de 1939-45.

Quand aux Jeunesses Socialistes, aux Jeunesses Laïques et Jeunesses Républicaines (ces deux derniers mouvements fusionnant en 1924), créés vers la fin du 19^{ème}, ils préparent une génération de militants politiques et syndicaux.

Quelles que soient les idéologies qui y sont développées, l'ensemble des mouvements de jeunesse utilisent l'animation comme outil pédagogique. L'objet est toujours collectif, souvent récréatif, plutôt « au grand air ». De ce point de vue, l'animation socioculturelle contemporaine n'a pas inventé grand chose en plus de 100 ans.

Mais au-delà de leurs spécificités, les mouvements de jeunesse présentent un certain nombre de caractéristiques communes qui en font à la fois leur spécificité, mais aussi les pionniers de l'animation socioculturelle :

- L'enfant, le jeune, est entendu comme un individu pas encore tout à fait à part entière (même si bien des projets éducatifs précisent le contraire), puisqu'il convient de l'éduquer selon un idéal de l'adulte qui varie selon les convictions. En tous cas, il est communément admis qu'il soit autonome, socialisé et sociable.
- Le mouvement de jeunesse participe d'un militantisme qui repose en partie sur les jeunes en ce qui concerne l'animation et la prise de certaines responsabilités. Cette seconde dimension des mouvements de jeunesse suppose deux valeurs fortes : celle du collectif à la fois comme un espace de rencontre communautaire et de prise en charge des aspirations des jeunes, mais aussi comme outil au service de la promotion individuelle et idéologique.
- Enfin, il est caractérisé par la multiplicité des actions et des savoir-faire, et la polyvalence des champs de compétence.

C'est peut être cette dernière dimension, combinée à son objet même (la jeunesse) qui place le mouvement de jeunesse dans un lieu nodal de l'espace militant. Comment contester en effet d'une part l'intérêt même que l'on puisse porter à ceux qui seront les adultes de demain, d'autre part l'utilité de mobiliser tous les moyens éducatifs à disposition ? La jeunesse est au coeur des préoccupations sociales, quelque part visée par les problèmes sociaux selon des logiques utilitaristes ou normatives, mais toujours incontestables.

Ainsi, si l'objet de certaines associations de jeunes n'apparaît pas directement lié au problème en question, on retrouvera dans bien des mouvements sociaux la présence de ces mouvements comme interlocuteurs si ce n'est privilégiés, tout du moins légitimes, et c'est l'une des passerelles entre le monde de l'action sociale et celui de l'animation socioculturelle.

Parallèlement, on voit foisonner les patronages. Il s'agit, autour d'une paroisse catholique, de regrouper les enfants et les jeunes pour pratiquer des activités ludiques agrémentées de quelques séances de catéchisme, sans oublier les répétitions de la chorale dominicale. Mais en deçà de l'activité paroissiale, il s'agit aussi d'une forme de service de « garderie » rendu aux familles. En termes d'objet pédagogique, les patronages sont paradoxalement ce qu'il y a de plus ressemblant aux différentes structures d'accueil « de proximité » des enfants et des jeunes que l'on trouve aujourd'hui (animations péri-scolaires, centres de loisirs), notamment parce

que la paroisse est un indicateur géographique et démographique qui rassemble un nombre défini d'usagers sur la base de la proximité résidentielle.

Patronages et groupements laïques se joueront une concurrence farouche, largement argumentée d'idéaux pédagogiques, les premiers oeuvrant pour l'éducation de futurs pères et mères de familles respectueux d'une morale chrétienne universelle, les seconds participants à l'éducation du citoyen émancipé notamment de l'oppression bourgeoise. Dans cette bataille à l'éducation des enfants, les mouvements catholiques y perdront, notamment lors de deux événements majeurs de l'histoire de l'animation :

. l'application de la Loi du 1er Juillet 1901 sur la liberté d'association, car on sait que l'un des principaux objectifs de cette loi concernait la transparence des biens acquis par les associations ; et les seules associations à posséder des biens considérables, notamment immobiliers, étaient celles parrainées par l'église catholique (outre les « sociétés secrètes » et loges maçonniques que nous n'avons pas spécifiquement étudiées).

. la mise en place dans les grandes entreprises et industries, ainsi que pour les fonctionnaires, des 15 premiers jours de congés payés en Août 1936, par Léo Lagrange alors secrétaire d'état dans le gouvernement de Léon Blum. Beaucoup de français ne bénéficieront pas de ces premières vacances en famille, mais l'idée du « temps libre » naît sous les auspices du Front Populaire pour s'inscrire dans les pratiques de loisirs comme un temps libéré, affranchi.

Si l'ensemble de ces mouvements perdurent, on voit également naître avant la seconde guerre mondiale, et prenant un peu le relais, différentes organisations fédérant des associations : les Centres Sociaux, l'Union Française des Centres de Vacances, les Francs et Franches Camarades, etc. Elles participent des mêmes idéaux que les pionniers - un idéal de disciplinarité, et un idéal d'émancipation, avec bien entendu toutes les nuances possibles - mais proposent de nouveaux modes de penser le temps libre : autour d'équipements d'une part, et sur le principe du rassemblement fédérateur d'autre part.

Quelques uns de ces mouvements disparaîtront, beaucoup se mettront en retraite forcée pendant la seconde guerre mondiale, parfois ils seront déclarés illégaux par le gouvernement de Vichy qui crée ses propres organisations de jeunesse, parfois leurs dirigeants entrèrent dans la clandestinité auprès des mouvements de résistance, intègrent les organisations vichystes, ou

se feront discrets. Certains renaissent après la guerre, d'autres auront disparu du paysage socioculturel pour des raisons simplement fonctionnelles, ou par perte de leur crédibilité due à des agissements peu avouables à la libération. Pourtant, si les structures et les organisations d'animation de la jeunesse font l'objet de remaniements, de refontent ou de disparitions, les hommes et les femmes qui les font ou les ont fait fonctionner restent. On sait aujourd'hui que chaque mouvement d'éducation populaire actuel compte dans les rangs de ses dirigeants, membres fondateurs ou membres honoraires, d'anciens résistants²³ qui revendiquent dans leur engagement militant auprès de la jeunesse, une place pleinement politique au même titre que ceux qui auront intégré à la libération les institutions de l'Etat. C'est à ce titre aussi que s'exerce la grande familiarité que l'on connaît entre les acteurs des mouvements d'éducation populaire, les élus et les hauts fonctionnaires. Ils se reconnaissent en effet de la même famille, celle qui, quels que soient les carrières et les chemins politiques adoptés par la suite, se sera accordée le temps d'une guerre.

3. De la question du logement à la question ethnique

Après le conflit de 39-45, une autre guerre s'engage en France, que les militants appelleront « la guerre contre les taudis ». Dans les années 50, de nombreuses études publiques ou privées²⁴ font état du dramatique problème de logement en France qui concerne à la fois la pénurie de logements, et l'insalubrité d'une partie des logements existants. On dénombre près de 4 millions de logements vétustes, 10 % sont insalubres, 40 % surpeuplés²⁵. Une étude du Secrétariat d'Etat à la reconstruction estime les besoins en construction à 300.000 par an sur 10 ans ; en 1949, on en construira 51436. Mais dans ces estimations et les politiques qui en découlent, les mal-logés²⁶ ne sont pas une priorité institutionnelle. En 1944, le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme créé dans l'urgence, compte une direction du déminage, une

²³ Patricia RAMON, *Autour d'une mémoire*, Rapport de recherche, MJC, 1996.

Voir également les travaux historiques internes aux organisations de jeunesse. Cf. bibliographie.

²⁴ Sur commande du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement, ou sur commande interne à certaines organisations sociales, telles les Secrétariats Sociaux, ou encore la Mission de France.

²⁵ 50% des jeunes ménages vivent chez leurs parents.

²⁶ Terme que l'on utilise pudiquement pour désigner les personnes logées en bidonvilles.

direction de la reconstruction, et une direction des dommages de guerre. Point de division spéciale à la résorption de l'habitat insalubre dont on sait qu'il ne se réduit pas à des questions technico-administratives et financières. Déjà, les défenseurs de l'Habitat Bon Marché, mis en place dès la fin du 18ème voyaient plus loin que le seul objectif en faveur d'habitations saines et confortables pour l'ensemble de la population comme réponse à un besoin. En permettant à la classe ouvrière une forme d'intégration par le logement, on visait à leur dignité et à un rééquilibrage des inégalités sociale via le statut partagé de propriétaire. Ainsi, bon nombre d'architectes des sociétés privées d'HBM accompagnent leurs projets techniques de visions sociales, l'exemple le plus significatif des premières cités pavillonnaires étant fourni en 1909 par la « cité-jardin » de l'architecte Jean Walter, au point qu'on leur accorde des idéaux socialistes²⁷. Plus tard encore, Le Corbusier sollicitera les instances dirigeantes du Parti Communiste en ces termes : « J'ai mis sur pied des plans extraordinairement efficaces et capables d'apporter la joie de vivre. Mais il faut savoir les habiter. Il faut enseigner à vos gens la discipline nécessaire »²⁸. Mais ces premiers concepteurs de l'habitat social, s'ils ont le mérite de formaliser une pensée de l'intégration par le logement, sont loin d'apporter des solutions massives aux problèmes du logement insalubre des ouvriers en général, mais aussi d'une grande partie de la classe moyenne.

Quant aux grands ensembles, ils ont été pendant une bonne vingtaine d'années le fleuron de ce que certains ont appelé le « système résidentiel fordiste »²⁹, c'est à dire, dans leur efficacité matérielle et symbolique, l'articulation d'une utopie normative et d'une production industrielle. Jusqu'au milieu des années 75 ils ont en effet constitué une machine institutionnelle très performante à produire les conditions sociales et financières d'une véritable mobilité sociale. Le grand ensemble constituait tout à la fois un tremplin économique vers l'accès à la propriété, un environnement moral de calibrage des familles ouvrières aux normes des classes moyennes. Il rendait ainsi la promotion sociale par la mobilité résidentielle possible, désirable et normative. Rappelons à ce propos les conclusions du travail si souvent cité de J.C. Chamboredon et M. Lemaire : « La diversification de sous-groupes nettement particularisés, l'éclatement des perceptions coutumières, la disparition de l'unité de voisinage comme instance qui rappelle et contrôle le respect des normes du groupe,

²⁷ Roger-Henri GUERRAND, *Les origines du logement social en France*, Ed Ouvrières, 1967.

²⁸ Jean Paul FLAMANT, *Loger le peuple*. La Découverte, 1989.

²⁹ BIDOU-ZACHARIASEN, *La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains*. Revue Française de Sociologie, vol 38, 1997.

la diversité conséquente des groupes de référence possibles et, corrélativement, l'image négative de la condition populaire, tout concourt à encourager, dans certaines catégories, ouvriers qualifiés, techniciens, employés, des aspirations à la mobilité qui, souvent à l'origine du changement de résidence, sont en tout cas renforcées par celui-ci. »³⁰.

Puis les grands ensembles ont été déclarés très rapidement obsolètes en raison même de la logique qui les portaient. Le mécanisme a si bien marché que les populations solvables pour qui cet habitat avait été conçu l'ont délaissé au profit de l'accès à la propriété, alors que s'amorçait la faillite générale du « système fordiste » et l'incapacité où elle mettait les institutions de perpétuer, pour les nouvelles générations, les mécanismes de l'ascenseur social. Ceux qui ont succédé aux « classes moyennes » dans les années 75 entraient au contraire dans un cycle de précarisation plutôt que de promotion sociale. Le tremplin s'est fait nasse, la cité radieuse a pris des airs maussades. Issus des derniers mouvements migratoires rameutés par les ultimes secousses de la croissance, les nouveaux locataires des grands ensembles, occupant les positions les plus fragiles de l'espace économique industriel, se sont mués en chômeurs et travailleurs précaires, désormais incapables d'assurer les coûts financiers d'une mobilité résidentielle. Des captifs ont succédés aux mobiles, l'homogénéité sociale et ethnique a pris le pas sur la diversité des cultures et des mondes professionnels.

La ségrégation ethnique et le processus d'ethnisation qu'entament les grands ensembles seraient donc tout à la fois l'effet de l'entrée de nouvelles populations, économiquement fragiles et socialement stigmatisées, et le retournement, la mise en crise d'un modèle politique. C'est cette version de l'histoire des grands ensembles qui est le plus communément admise, par les sociologues y compris. Sans la remettre en cause dans sa généralité, force est cependant de constater qu'elle ne cadre pas avec la version que nous en donnons en collant au terrain marseillais. Car au modèle général se superpose ici deux autres programmes de mise en forme du « contrat social » et politique qui régit les grands ensembles. Celui de la cité d'abord, où le label promotionnel conféré à ses habitants par l'accès au logement social procède moins d'un avantage garanti ipso facto comme conséquence d'un droit général, que d'un privilège négocié, voire arraché comme un « passe-droit », grâce au patronage politique d'élus ou de notables locaux.

³⁰ CHAMBOREDON, LEMAIRE, *Proximité spatiale et distance sociale*. Revue Française de Sociologie, vol 11, 1970.

Dans le même temps et pris dans la même efficacité industrielle, s'organise un deuxième « contrat », fondé sur la visibilité et le signalement ethnique, où la « promotion sociale » est d'abord pensée comme entreprise morale voire disciplinaire de calibrage à des normes culturelles. Les populations ainsi intégrées au modèle et désignées comme sa cible privilégiée sont perçus tout à la fois comme en « danger moral » et , dans l'effervescence post-coloniale, comme un danger social et un facteur de désordre du simple fait de leur origine culturelle. Ce qui légitime alors le modèle, spatial et politique qui se bâti là, sous le nom de grand ensemble, est alors la compétence et la capacité que se donnent ceux qui le bâtissent et le gèrent de contenir et de réduire ces dangers. Le principe conjoint d'ethnisation et de stigmatisation qui affecte ces lieux n'est donc pas une conséquence non désirée de l'entrée de ces populations. Il est au contraire la condition initiale qui rend possibles le contrat, ce qui légitime politiquement la construction de ces ensemble comme la raison d'être que se donnent les dispositifs institutionnels qui le gère.

Dès lors quel est le sens du retournement symbolique qui s'opère à partir des années 75 ? Pourquoi, assez soudainement si l'on considère les dates, à Marseille comme ailleurs, ce qui était la mission affichée de façon ostentatoire par les gestionnaires de ces ensembles devient une mission impossible, avant même qu'ils aient pu en tester les résultats ? Résistance des populations ? Coûts prohibitifs ? Pression de l'opinion ? Rien de tout cela ne se produit : les populations immigrées concernées sont au pire indifférentes, au mieux de bonne volonté. Certains en effet jouent du cadre qui leur est offert comme d'un tremplin émancipateur et d'un appui pour des carrières individuelles. Il faudrait accrocher à cette généalogie quelques récits de carrières effectuées par les fils et filles de ces femmes « affranchies » par la passion militante de ces chrétiens démocrates, quelques carrières réalisées dans le mimétisme à ces profils de travailleurs sociaux d'autant plus admirées qu'ils font figures de pionniers et d'apôtres esseulés. Les coûts du dispositif sont marginaux et de bonne rentabilité au regard des ambitions affichées, puisqu'il s'agit rien moins que de paix sociale, et l'opinion est rassurée : les étrangers sont à la fois ici et ailleurs, présents mais invisibles comme tels, on peut les croiser sans être soumis à l'obligation de voisiner.

La raison de ce retournement est ailleurs : sans doute dans la confusion qu'opère le grand ensemble entre les deux modèles jusqu'alors étanche, et l'obligation en laquelle elle met la société politique locale de les gérer non plus séparément mais ensembles, comme pièces d'un seul et même dispositif.

Du logement au cadre de vie

Les premiers à se saisir de manière collective et publique du problème du logement sont des militants des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes (JOC), dès 1927. Alors que les communistes et syndicats ouvriers s'engagent sur la question du travail ouvrier, les ouvriers chrétiens prennent résolument parti pour la résorption de l'habitat insalubre. Beaucoup de ces jocistes (comme on les appelle alors) partagent les conditions de vie et de logement des ouvriers, soit parce qu'ils le sont eux mêmes, soit par engagement, choisissant de partager au quotidien la vie ouvrière y compris dans sa domesticité, fidèles à leur méthode : « Voir - juger - agir »³¹. Après la seconde guerre mondiale, les dirigeants de la JOC rompus par leur expérience du travail obligatoire en Allemagne pour certains, et de la Résistance pour d'autres, inviteront les militants de base à s'investir dans les organisations syndicales du travail, tout en les mettant en garde face aux dangers du marxisme. On retrouvera donc bien des ces Jocistes à des postes plus ou moins prestigieux au sein de la CFTC³², à la CFDT, à la CGT³³, ou à Force Ouvrière³⁴, mais aussi aux plus hautes fonctions de l'état : Bacon fut Ministre du Travail, Prigent Ministre de la Famille, Braun des Personnes âgées, et autres députés ou directeurs d'organisations sociales et éducatives.

Quant aux jeunes femmes, souvent absentes du monde du travail après leur mariage, elles se trouvaient peu représentées avant guerre dans ces organisations. Elles créèrent donc en 1935 la Ligue Ouvrière Chrétienne Féminine (LOCF), qui devient bientôt LOC, sans distinction de sexe, et s'intéressa particulièrement aux questions familiales. En 1941, la LOC devint le Mouvement Populaire des Familles (MPF), prenant en charge les problèmes des familles : logement, restrictions liées aux temps de guerre, sinistres, etc., sur le principe de la « promotion collective ». Ce principe sous-jacent de l'engagement jociste, mais qui là devient officiellement le fer de lance de l'engagement des ouvriers chrétiens, va marquer durablement l'engagement militant. A la mission chrétienne première de la JOC qui alliait évangélisation à solidarité prolétarienne, s'adjoint l'impératif de mobilité sociale. Il ne s'agit plus seulement

³¹ Jean MORETTON, *Une vie heureuse*, 1996.

Séverin MONTARELLO, *Et pourquoi pas moi ?* 1993

Michel CHAUVIERE "Le monde de l'action catholique spécialisée". In *Les chantiers de la paix sociale*, ENS, 1995. Jean François RICHOU, "Apprendre à combattre : l'engagement dans la JOC". In *Le mouvement social*, ed de l'atelier, 1994.

³² Eugène DESCAMPS en fut secrétaire général et incita à la déconfectionnalisation du syndicat qui deviendra CFDT.

³³ Avec Lucien CHAVROT, Pierre BAGHI ou Marcel LEBRUCHEC.

d'aider les plus démunis, il faut désormais créer, ensembles, les conditions de la promotion personnelle et professionnelle. Le logement en sera le premier outil.

En 1945, le MPF part à la chasse aux immeubles inoccupés, après avoir en vain alerté les pouvoirs publics sur la question du logement. En Octobre 1946, le Mouvement des Squatters est créé à Marseille à l'occasion d'une première réquisition sauvage, une résidence bourgeoise occupée en partie par une congrégation religieuse.

S'appuyant sur une loi qui prévoit la réquisition pour « les personnes dont le manque de logement est de nature à apporter un trouble grave à l'ordre public »³⁵, les squatters tentent dans un premier temps la conciliation avec les pouvoirs publics. Ces derniers font d'abord preuve de tolérance, ne se donnant de toute manière pas les moyens d'endiguer la pénurie de logements, et face à l'approbation de l'opinion publique. Très vite, le Mouvement des Squatters gagne l'ensemble de la France, les squats se multiplient et les squatters exigent de siéger dans les instances institutionnelles et commissions locales des services de logement. Mais les propriétaires font pression sur le gouvernement, et Louis LOMBEZ, militant du MPF rappelle que « le départ des ministres ouvriers dans le gouvernement a coïncidé avec le début des grandes offensives de répression contre les squatters ». D'expulsions policières en procès, le mouvement des squatters s'essouffle un peu, gagné également par les divergences politiques qui règnent au sein du MPF.

Au congrès de 1950 à Nancy, le MPF devient le Mouvement de Libération du Peuple (MLP) dont une partie des militants souhaitant rester sur l'instrumentation économique et sociale des idées créeront le Mouvement de Libération Ouvrière (MLO) (duquel est issu le mouvement Culture et Liberté). Le MLP, mouvement politique de gauche qui se veut au cœur du monde ouvrier, fusionnera en 1957 avec la Jeune République et la Nouvelle Gauche pour fonder l'Union de la Gauche Socialiste (UGS), qui deviendra Parti Socialiste Unifié (PSU).

A partir des années 50, quelques squatters se maintiendront en la situation dans l'attente de solutions de logement qui seront négociées au coup par coup au fur et à mesure de la livraison des grands ensembles, d'autres choisiront la voie de l'autonomie en construisant eux-mêmes

³⁴ On y retrouve Tane LAVAL, Tony PEYRE ou encore Louis VEYRE.

³⁵ Article 28 de l'ordonnance du 11 Octobre 1945.

leurs maisons. On connaît la logique de l'Abbé Pierre, s'endettant personnellement dans un premier temps, puis selon une logique entrepreneuriale, l'Abbé Pierre construit, fonde une société HLM en 1954 qu'il nomme Emmaüs.

Quant aux Castors, ils construisent leurs maisons collectivement pour un coût inférieur de 35 à 40% au prix du marché. Ils achètent les terrains avec des fonds collectifs, des aides charitables et des souscriptions, se mettent tous au travail moyennant un nombre d'heures équivalent pour tous, une tâche attribuée selon les compétences, et, lorsqu'un lot est terminé, on tire au sort son logement et on l'occupe, tout en continuant à construire pour d'autres.

Un système collectiviste qui, bien qu'assez contraignant, permettra à bien des ouvriers et petites classes moyennes d'accéder à la propriété d'une part, mais surtout de réaliser une utopie domestique, celle de la résorption du bidonville par l'organisation collective. Ces groupes de militants qui s'affairent autour des problèmes d'habitat de l'après guerre écrivent un bout de l'histoire du logement. Construire sa maison, c'est échapper à ces contraintes ; mais la construire ensembles, selon des formes d'organisation collective, c'est aussi faire œuvre de rédemption. La cité Castor est de ce point de vue exemplaire car elle propose une modalité morale d'organisation collective : licite, transparente et contraignante. Bien plus encore, c'est une autre forme de loger le peuple qu'ils proposent : entre la soumission à une destinée inscrite dans les rapports de classes et la disciplinarité de la gestion institutionnelle, entre le bidonville et la cité de grands ensembles, ils réalisent une forme d'utopie sociale.

Par la suite, chacun de ces groupes militants se dotera d'outils opérationnels en matière de gestion des questions liées à la famille (avec les Associations Familiales Ouvrières qui deviendront la Confédération Syndicale des Familles pour le MLP, les Associations Populaires Familiales qui deviendront la Confédération Syndicale du Cadre de Vie pour le MLO), ou à l'animation socioculturelle et au temps libre avec le Centre de Culture Ouvrière issu de la JOC, Culture et Liberté. De plus, indirectement, bien des mouvements d'éducation populaire seront fondés, ou dirigés, par d'ancien du MPF : l'ALFA (Association pour les Loisirs Familiaux et l'Animation des grands ensembles), structure issue de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou encore Peuple et Culture. A cette époque, ce n'est plus tant le problème de l'absence de logement ou du logement insalubre qui préoccupe les militants, la construction massive des grands ensembles ayant en grande partie résolu ces problèmes, mais celle du cadre de vie « autour » du logement. L'ouvrier est devenu habitant, il réclame

désormais les services et équipements nécessaires à son bien être et celui de ses enfants : équipements de proximité et aménagement du temps libre seront les grands chantiers sociaux des années 70.

On assiste là à un premier « glissement », de la question du logement à celle du cadre de vie dont se chargeront les dispositifs d'animation socioculturelle. Entrent en scène les fédérations d'éducation populaire et d'animation sur le terrain des grands ensembles, avec la gestion des équipements sociaux mis en place (de manière plus ou moins volontaristes) par les logeurs et les municipalités autour de tout un corps de doctrines, en liaison avec des courants nationaux et internationaux, une expérience pratique, des dispositifs techniques et des liens politiques. Soit un véritable tissu social qui se construit autour d'une complicité morale : éduquer le peuple après l'avoir soulagé de ses maux les plus pressants.

Et les immigrés ?

Ils sont là, présents depuis le début de l'histoire, parce qu'ils sont ouvriers, et parmi les plus mal logés ; et ce sont souvent leurs fils (des premiers immigrés italiens ou polonais) qu'on retrouve au cœur des mouvements syndicaux et sociaux de l'avant guerre. Le problème de ce qu'on appellera dans les années 80 « la question ethnique » n'est donc pas tant d'identifier ou pas la présence des étrangers et des immigrés que de préciser les logiques selon lesquelles ces derniers seront - ou pas - dits et visibilisés, et quel type de « traitement » de la dite question on mettra en oeuvre.

Dans l'après guerre, deux logiques de « traitement de la question ethnique » se confrontent : d'une part, les institutions de tutelle (le Ministère de l'Intérieur, celui des affaires sociales, l'Office National de l'Immigration, via les préfetures), relayées par des organisations associatives comme par exemple les Secrétariats Sociaux, émanation des évêchés, qui interrogent les problèmes des travailleurs migrants et de leurs familles selon des logiques culturelles ; d'autre part, les mouvements chrétiens sociaux dits plutôt de gauche et le parti communiste qui développent des logiques d'émancipation des groupes opprimés. Autrement dit, et de manière très simpliste, les premiers s'intéressent aux étrangers et aux immigrés, les

seconds aux travailleurs. Les individus en question sont les mêmes, mais les logiques de stigmatisation sont radicalement différentes ; en découlent des procédures de traitement qui accentuent, selon, sur le particularisme ethnique ou la spécificité sociale. Et derrière les modalités de traitement social des populations défavorisées, c'est toute la question de l'ethnisation des individus et des groupes qui est posée.

S'opposent dès lors deux formes de traitement et de mise en forme de la question ethnique : une ethnicité que l'on pourrait qualifier de culturelle :

« Je me débrouille un peu en arabe. En parlant avec les femmes je me suis rendue compte qu'elles ne savaient rien, qu'elles étaient d'un autre siècle, d'un autre pays. Elles vivaient dans un pays où elles étaient terrorisées, elles ne sortaient jamais. Jamais un médecin venait faire une vaccination à un enfant, jamais, jamais, elles avaient des maladies, tant pis, elles se soignaient comme ça. C'était l'ignorance et en même temps, un besoin de savoir. Par exemple, envoyer les enfants à l'école. Pour quoi faire ? On leur expliquait. Après, elles envoyaient à l'école. Ça a progressé un peu comme ça et ça a été pour moi une grande satisfaction de voir que je comprenais ce qui leur était nécessaire et qu'elles étaient aussi réceptives. Elles ne se laissaient plus battre, elles savaient cuisiner français alors qu'avant, couscous tous les jours, les hommes n'en pouvaient plus. Elles s'occupaient des enfants qui étaient propres et notre médecin allait une fois par semaine dans chaque bidonville faire de la prévention : l'hygiène, les vaccinations, les choses simples, expliquer aux femmes pourquoi et comment il fallait soigner un bébé, etc. Ça a pris très vite parce que c'était utile. »³⁶

Une autre forme d'ethnisation, « ordinaire » :

« Nous squattions à plusieurs familles ouvrières une demeure qui comportait deux étages. Au rez de chaussée vivait une famille d'origine russe avec deux fillettes. Le père, ancien légionnaire, était manœuvre aux chantiers et ateliers de Provence ; la mère, d'un maintien distingué, s'adonnait à la peinture. Une vieille grand-mère vivait avec eux.

Leur plus proche voisine, d'origine espagnole, était veuve, avec deux filles, et faisait des ménages pour vivre.

En face, une famille italienne, dont on ne sut jamais évaluer le nombre ! Très agressive, très sans-gêne. Ils jouaient à la « terreur », réparaient leur moto dans

l'appartement, y effectuant des essais. Ils élevaient même une chèvre attirant le bouc du berger... Lors des campagnes électorales, ils sortaient le poste de radio sur le palier pour que tout le voisinage écoute les discours de Maurice THOREZ et Jacques DUCLOS.

Au premier étage, notre unique pièce était au dessus de leur appartement !

Face à nous, un jeune foyer : lui d'origine polonaise ayant combattu avec l'armée américaine, elle jeune marseillaise : il était gaulliste, et pour répondre au leader du parti communiste, il plaçait son poste également sur le palier à pleine tonalité, pour transmettre à tous les discours du général.

Ses proches voisins étaient d'origine espagnole. Ils avaient trois enfants. Le père était soudeur. Ils fréquentaient une autre famille de quatre enfants, hébergés à Saint Louis.

Leur amitié était forte au point que le soudeur partit avec la femme de son ami, laissant à leurs conjoints respectifs le soin d'élever leurs enfants. Notre voisine, sans ressources, n'eut d'autre solution que de se mettre en ménage avec le mari de sa copine... Plus tard, ils eurent ensemble un nouvel enfant : le huitième !

Toujours sur ce palier, une famille italienne de trois enfants, effacée et sans histoires (...) »³⁷

A la première forme d'ethnicité, correspond une logique d'éducation des immigrés ; à la seconde, une logique d'émancipation. Les premiers montent, dans les bidonvilles de l'après guerre et au travers d'association appuyées par les pouvoirs publics, des actions de « redressement » puis de suivi sanitaires, des cours d'alphabétisation et d'enseignement ménager, et collaborent avec les services préfectoraux pour la répartition de la main d'œuvre. Les seconds, faisant appel davantage à la charité chrétienne ou à la solidarité corporatiste, ne jurent que par l'action collective : prêtres ouvriers et familles du MPF dans les bidonvilles oeuvrent à la recherche de logements, y créent des bibliothèques et organisent des sorties du dimanche, alors que les syndicalistes luttent au cœur des entreprises pour de meilleures conditions de travail.

Les uns comme les autres siègent dans les Comités de Résorption de l'Habitat Insalubre et autres comités d'Action Logement qui iront parfois jusqu'à financer la construction d'immeubles avec l'aide de banquiers sympathisants, mais s'affronteront de manière parfois extrêmement virulente lorsqu'il sera question de reloger les immigrés dans les grands

³⁶ Extrait d'entretien avec une responsable associative.

³⁷ Jean MORETTON, *Une vie heureuse*, 1996.

ensembles à partir de deux points majeurs de divergence : le localisme et la discrimination. Autrement dit, il faut réaliser à Marseille une politique de logement singulière dont on cherche d'ailleurs à faire en sorte qu'elle ressemble à la ville davantage qu'elle n'en résout les problèmes spécifiques.

Le localisme, c'est donc quelque chose d'une compétence locale fondée en partie sur la critique des « erreurs » parisiennes et des « ratées » du système de construction et de logement français. La question est complexe, puisqu'elle se fonde sur des compétences techniques revendiquées, et sur des proximités aux politiques et aux pouvoirs publics. Or, parmi ceux qui revendiquent une légitimité d'expert on trouve bien évidemment des urbanistes et architectes mais qui sont parfois aussi fonctionnaires d'état, et des militants sociaux qui sont parfois aussi au cœur des appareils politiques locaux.

Quant à la discrimination, bien que n'étant jamais évoquée en ces termes³⁸, il serait trop simpliste de penser qu'elle oppose ceux qui l'exercent à ceux qui ne l'exercent pas, ceux qui vivent avec les immigrés à ceux qui ne les côtoient pas, les catholiques bourgeois aux chrétiens ouvriers. En ce début des années 50, il s'agit plutôt de s'accorder sur le devenir des étrangers, débat dans lequel les défenseurs de la résorption des bidonvilles sont souvent en désaccord. Et pas n'importe quels étrangers, car le seul qui soit vraiment ethnique, c'est le maghrébin « qui pose des problèmes particuliers, d'une part parce qu'il est complètement inadapté ; d'autre part parce qu'il vit délocalisé. »³⁹.

Le retour de ces travailleurs migrants est encore envisagé comme fort probable, eux-mêmes en évoquant le souhait : un problème moral se pose alors à la bourgeoisie catholique. Ses intérêts propres voudraient favoriser un retour systématique dès la fin d'un contrat de travail afin de garder la préférence à une main d'œuvre peu adaptée et donc peu exigeante ; or la hiérarchie catholique même la plus orthodoxe à Rome préconise le regroupement familial parce qu'il n'est pas concevable pour l'équilibre d'une famille que l'épouse n'accompagne pas le mari. Et qui dit regroupement familial suppose des conditions décentes d'accueil.

Le logement décent pour les immigrés, c'est aussi le souci des urbanistes et architectes, dont on sait que beaucoup d'entre eux ont fait leurs classes dans les opérations de pacification coloniales et autres Plan de Constantine⁴⁰ justifiés par la menace que peut représenter la

³⁸ En tous cas dans les rapports officiels que nous avons consultés, ou selon les propos que nous avons recueillis auprès des acteurs de l'époque.

³⁹ Extrait d'un rapport au Secrétariat Social en 1950.

⁴⁰ Michel MARIE, "La guerre, la colonie et les sciences sociales". In *Sociologie du Travail*, n° 2, 1995.

pauvreté. C'est enfin le souci des militants sociaux, toujours sur la thématique de la promotion collective puisque eux-mêmes sont souvent en quête de logement, certains étant des squatters, et futurs castors.

Mais s'il est mis en perspective historique avec le destin résidentiel des autres migrants qu'ils ont croisé dans leur histoire locale, le « devenir sédentaire » des algériens prend la forme singulière d'une concentration non seulement spatiale, mais statutaire puisqu'une grande partie d'entre eux sont aujourd'hui encore locataires HLM. La dispersion dans la ville leur semble interdite et dans cet interdit se joue bien sûr quelque chose d'un destin collectif. Contrairement à ce qu'un traitement légendaire de cette situation très répandu aujourd'hui peut prétendre, elle n'a aucun point commun avec une quelconque forme urbaine traditionnelle de territoire ethnique. Même lorsque la population maghrébine constitue plus de 40 % de la population d'une cité, d'un micro quartier, d'une résidence où d'un « village urbain » bidonvillisé, les territoires résidentiels que délimite la frontière ethnique sont des territoires partagés. Comme l'étaient d'ailleurs les quartiers dits ethniques du Chicago de l'autre siècle⁴¹, ou les quartiers dits « corses » ou « italiens » du Marseille des années vingt⁴². Et même si les habitants ethniquement différenciés de ces micro mondes urbains partagent une identique fragilité économique et le même sentiment d'indignité, on sait aujourd'hui que cette communauté de circonstance génère plus de trouble et de « procès réciproques »⁴³ que de solidarité. Ce qui n'est pas contradictoire avec le fait que certains portent leur appartenance au quartier comme un emblème. L'étrangeté de ce dispositif territorial que sont les quartiers nord et leur irréductibilité à une forme antérieure, tient au fait qu'ils ne constituent pas une continuité sociale et urbaine. La frontière ethnique ne délimite pas un territoire continu, lisse, mais trace un réseau d'enclaves, les cités et les grands ensembles, ponctué d'espaces différemment appropriés : îlots pavillonnaires, cités « tranquilles », espaces commerciaux, noyaux villageois. Ils sont autant de zones franches globalement hostiles à ceux des cités, qui protègent leur inviolabilité. Dispositif strié bien plus que lisse, fractionné en guerres de positions, il n'est pas davantage banlieue, puisqu'il est administrativement et spatialement partie intégrante de la ville.

Paradoxe de la frontière ethnique et perplexité du sociologue : car cette frontière délimite d'abord un espace immatériel sans autre continuité ni autre consistance que les rapports

⁴¹ MASSEY et DENTON, *American apartheid*. Ed Descartes, 1995.

⁴² ATTARD MARANINCHI, *Le Panier, village corse à Marseille*. Ed Autrement, 1997.

⁴³ ALTHABE et Alii, *Urbanisation et enjeux quotidiens*. L'Harmattan, 1993.

institutionnels qui donnent à l'altérité les dimensions et les formes d'un problème social relevant de lois d'exception.

Lorsqu'une partie, variant entre la moitié et les deux tiers d'une population, relève du statut de locataire HLM ; lorsque la survie économique de cette population est assurée dans sa majorité par des prestations sociales ; lorsqu'enfin cette population concentre sur elle-même une grande part de l'action sociale, pédagogique ou prophylactique, l'identité sociale et collective de cette population relève d'un processus de construction qui n'est rien moins que politique. Mais lorsque de plus, à l'intérieur de cette sphère politique assistancielle, les lieux et les statuts dont font l'objet cette population se constituent selon un régime de l'urgence et de l'exceptionnalité, (ce que sont de manière exemplaire notamment les procédures DSU, ce qu'ont été aussi les procédures selon lesquelles une grande partie des immigrés maghrébins ont intégré le parc HLM), cette identité assignée apparaît bien comme un régime spécial, ne relevant ni d'arrangements négociés, ni de procédures régulières, mais d'un ensemble de lois d'exception.

Où tout se passe alors comme si l'altérité dans la ville, dès lors qu'elle est signifiée comme ethnique, ne pouvait faire objet de ces civilités ordinaires, des lois naturelles du marché, de la police quotidienne que les citoyens exercent les uns sur les autres, et par lesquelles ils règlent la majeure partie de leurs différents et régulent leurs différences. Mais tout se passe au contraire comme si cette altérité, rendue à une mise en forme ethnique, devait faire l'objet d'un traitement différencié que seules des machines institutionnelles et des règlements contrôlés par l'arène politique pourraient mettre en œuvre. Les sociologues ou les anthropologues se trompent à vouloir ramener la « ségrégation ethnique » aux dimensions d'un processus, comme s'il était le produit d'une histoire, émergente ou répétitive, sans acteur ou comme en excès de la volonté des acteurs. Cet excès même ne parle pas des lois de l'histoire mais de l'extériorité où les acteurs ordinaires considèrent que le « problème » doit être ramené. Les maghrébins ne sont pas arrivés dans les grands ensembles seulement poussés par les lois de l'histoire ou de l'économie, mais par une intention et des configurations d'acteurs. Ils y ont pris une place qui n'est pas le vide laissé par d'autres mais celle qui leur était assignée dans nos sociétés urbaines, aux conditions de gouvernance de cette société. Ils n'y sont pas en situation d'excès ou en hérésie mais produits comme tels, c'est à dire politiquement utiles. Et l'histoire de cette inclusion n'est pas celle des lois impersonnelles du processus, fut-il « d'ethnisation », mais susceptible d'une mise en intrigue généalogique.

Ainsi, si la « question ethnique » apparaît comme nouvelle dans les années 80, c'est peut être seulement par sa visibilité publique et le fait qu'elle devienne un enjeu médiatisé du discours politique. Il n'en reste pas moins qu'elle aura traversé l'ensemble des mouvements sociaux, pas uniquement du point de vue de la stigmatisation et du racisme, mais aussi comme un enjeu du développement et de la gouvernance urbaine.

4. La singularité marseillaise

Marseille est étonnante, unique et mouvementée. On ne reviendra pas sur ses caractéristiques historiques, géographiques et sociales⁴⁴, retenant plutôt la singularité du phénomène militant local. Ici, parole de témoins, on est toujours les premiers et on le fait savoir : c'est à Marseille - on y reviendra en détails - que furent « inventés » les Comités d'Intérêt de Quartier (CIQ), les Amis de l'Instruction Laïque (AIL) ancêtre des mouvements péri-scolaires, le mouvement des Squatters, celui des Castors et tant d'autres, jusqu'aux « mouvements contestataires » contemporains dont Marseille se fait souvent le fer de lance. C'est aussi à Marseille que la plupart des grands leaders politiques, de Lucien Weygand à Jean Claude Gaudin, en passant par Michel Pezet ou Frédéric Rosmini, firent leurs débuts dans les organisations de militantisme social et d'animation socioculturelle ; c'est encore de Marseille que s'inventa - dit-on - la décentralisation. Et chacun ici, quelles que soient ses affinités politiques, de s'étendre sur sa complicité personnelle avec Gaston⁴⁵, accompagné de quelque anecdote croustillante.

Faut-il expliquer la grande effervescence militante qui règne à Marseille ? Bien sûr, de nombreux éléments de contexte favorisent le fait que Marseille soit en prise avec les plus

⁴⁴ Albert LONDRES, *Marseille, porte du Sud*. Ed Arléa, 1992.

Renée LOPEZ, Emile TEMIME, *Migrance. Histoire des migrations à Marseille*. Ed Edisud, 1990.

Blaise CENDRARS, *L'homme foudroyé*, Ed Denoël, 1945.

Michel PERALDI, *Paysage, ville et mémoire : Marseille*, Ed CERFISE, 1988.

⁴⁵ La seule manière correcte de désigner ici Gaston Defferre (1910-1986), qui fut maire de Marseille de 1953 jusqu'à son décès en 1986, député de 1946 à 1958, puis à partir de 1962, sénateur de 1959 à 1962, Ministre de la France d'Outre mer dans le gouvernement de Guy Mollet de 1956 à 1957, Ministre de l'Intérieur et de la

brûlantes des questions sociales : porte de la Méditerranée, Marseille voit affluer les migrants d'Afrique et d'Asie ; Sud du Nord et Nord des Suds, Marseille défie Paris dès qu'une occasion se présente ; forts d'une vieille histoire portuaire, les marseillais exhibent leur savoir-faire militant hérité des grandes luttes de la Navale. Que ce soit l'immigration, le logement ou le travail, on est toujours ici au coeur du politique, tel que le décrit Alain Medam :

« Mais est-il bien certain que la ville renouvelle la cité ? Que Marseille, telle qu'elle est, soit à même de remettre en cause l'idéal de la cité phocéenne. N'est-ce-pas l'inverse qui se produit : la ville dévorant la cité alors même qu'elle semble la nourrir ; le politique en somme étant annihilé par le sociologique, et la société civique, invalidée, contournée par les jeux de la société civile ? La question se pose. Sinon, comment expliquer, à Marseille, la balkanisation des champs de compétence ? L'atermoisement des projets, de navettes en navettes, au gré des rapports de force entre appareils locaux ? Comment comprendre que la restructuration de la centralité de la ville, dont on parle depuis si longtemps, se fasse à ce point désirer ? Et comment ne pas voir, jusqu'au plan de l'aire métropolitaine, que s'impose ici la présence d'une « métropole acentrée et, du coup, toujours négociable, toujours susceptible d'être manoeuvrée dans le champ des réseaux notabiliaires et non pas confisquée par une culture et une rationalité technocratiques »⁴⁶ ? Force est d'admettre que le négociable, ici, l'emporte sur l'indiscutable, qu'une agitation politique, toute immergée, n'est pas moins importante que l'activité politique poursuivie au grand jour, mais nécessairement impersonnelle. Il y a un goût pour la tangente, à n'en pas douter : pour la procédure passe-muraille, le raccourci, le passage privé dans l'espace public, mais derrière cette apparence, plus profondément, c'est un attachement à l'affectif qu'on découvre, au vivace, à ce qui tient serré le lien social. »⁴⁷

L'effervescence associative

En attendant, en ce début de siècle, Marseille est en pleine effervescence associative. Il s'agit aussi, en parallèle, de reconstituer le Parti Socialiste dans les milieux populaires, autour du Docteur Flaissières élu maire en 1919 sur une liste d'union socialiste dont le projet urbain

Décentralisation dans le gouvernement de Pierre Mauroy de 1981 à 1984, puis Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire dans le gouvernement de Laurent Fabius de 1984 à 1986.

⁴⁶ Michel PERALDI, "Les noms du social dans l'urbain en crise", *Peuples méditerranéens*, Avril-Juin 1988.

⁴⁷ Alain MEDAM, *Blues Marseille*, Ed Jeanne Laffitte, 1995.

favorisera une large approbation dans les milieux ouvriers crucialement touchés par les problèmes de logement. Ainsi, les années qui précèdent 1936 voient fleurir la création de Comités d'Intérêt de Quartier, et de Secrétariats du Peuple⁴⁸. Les vocations sont toujours identiques : « Actions à caractère philanthropique », « intérêts sociaux et de salubrité publique », ou encore « bienfaisance et solidarité pour les plus démunis »⁴⁹. Les Secrétariats du Peuple visaient à préparer l'union des mouvements politiques et syndicaux de gauche du Front Populaire, ce qui n'empêchait pas les militants d'accompagner leurs activités politiques de « rencontres récréatives » et d'actions de solidarité envers telle famille dans le besoin. Il en va un peu de même des Comités d'Intérêt de Quartier, souvent d'inspiration socialiste, et dont les vieux témoins racontent avec autant de verve les luttes partisans s'en prenant aux propriétaires comme aux pouvoirs publics, les fêtes et sorties entre voisins dont on imagine sans efforts l'ambiance festive, leur siège social se situant le plus souvent en effet dans des bistrots. Pour l'une comme pour l'autre de ces organisations, le logement est encore au coeur de bien des luttes. En 1935, les Secrétariats du Peuple se fédèrent autour d'une « Caisse Générale d'Economie des Loyers », sorte de mutuelle permettant ponctuellement de faire oeuvre de « bienfaisance et charité pour payer les loyers des plus démunis », et, l'année suivante, les CIQ en font de même autour d'un Comité d'Intérêts Généraux ayant pour vocation les « intérêts liés à l'urbanité » et d'une « Fédération des Comités d'Intérêt des groupes HBM ».

En parallèle, la vie associative laïque et anticléricale impulsée par la petite bourgeoisie qui s'occupe de questions sociales et de loisirs est intense⁵⁰. Dès 1878, se créent les « Comités du Sou » accompagnent les écoles laïques, ainsi que les Amicales de l'Instruction Laïque (AIL) dont la première en France sera créée à Marseille en 1882, et se développeront de manière constante avant d'être relayées par la Ligue de l'Enseignement, puis ce qui est aujourd'hui la Fédération des Oeuvres Laïques (FOL). Ces organisations gèrent le domaine péri et extra scolaire. Selon les écoles, on y organise les cantines, les garderies et patronages, les colonies de vacance au grand air mais aussi de nombreuses activités : couture, broderie, musique, théâtre, ou sport sont proposées aux enfants et aux parents hors du temps scolaire. Quant à la

⁴⁸ Sources au Journal Officiel

⁴⁹ Source : Journal Officiel

⁵⁰ Danielle BLEITRACH, Jean LOJKINE, Ernest OARY, Roland DELACROIX, Christian MAHIEU, *Classe ouvrière et social-démocratie : Lille et Marseille*, Problèmes/Editions Sociales, 1981.

presse partisane de l'époque, totalement gagnée par le système clientéliste qui sévit à Marseille, elle ne tarit pas d'anecdotes sur les affrontements entre socialistes et « capelans »⁵¹. Ces derniers ont aussi leurs patronages accueillant les enfants en dehors de l'école pour le catéchisme mais aussi pour y pratiquer des activités éducatives et de loisir au sein même de la paroisse ou avec les Scouts. Dans certains quartiers⁵², les deux types d'organisation - une laïque, l'autre confessionnelle - voisinent, et l'on est sommé de « choisir son camp » ce qui fait parfois l'objet de furieuses disputes dans les foyers ouvriers où l'on vote et milite avec les communistes, tout en baptisant les enfants.

L'après guerre marque une seconde vie des mondes militants associatifs. Il y a urgences : le logement, et les populations immigrées. Au lendemain de la guerre, ceux qui tiennent l'économie marseillaise - les grandes familles de notaires, de banquiers et d'armateurs - autant que les religieux ou les militants associatifs s'inquiètent de ce qu'ils pressentent comme un problème : des appelés de la seconde guerre mondiale originaires des colonies, démobilisés, affluent, attendant aux portes de la Méditerranée une improbable pension de guerre qui les nourrirait quelques temps, certains font même venir leur famille ; et d'autres migrants venus d'Afrique pour fournir la main d'œuvre, soient plusieurs dizaines de milliers de migrants chaque année.

Tous ceux là, et quelques autres laissés dans l'errance par les années de guerre, se retrouvent dans les immenses bidonvilles improvisés de l'Estaque aux Hauts de Marseille.

Quand le militantisme social s'accomplit dans l'animation

C'est autour de ces deux problèmes - les migrants et leur logement - que va se dessiner le monde militant de la ville dans l'après guerre. Deux mouvements, qui se constitueront peu à peu comme dispositifs, se déploient à Marseille : l'un à partir du Secrétariat social, l'autre à partir du Mouvement Populaire des Familles. Dans l'un comme dans l'autre, des chrétiens, catholiques laïcs pour la plupart, à la différence près - à laquelle ils tiennent - que le Secrétariat social naît d'un accord entre le Secrétariat d'Etat à la santé que dirige alors

⁵¹ Terme que l'on emploie pour désigner les curés.

⁵² On dit aujourd'hui "noyau villageois", les différents quartiers et banlieues de Marseille fonctionnant à l'époque, mais encore aujourd'hui, comme des unités villageoises dont on se reconnaît.

Germaine Poinso-Chapuis avec le Diocèse, et que l'autre est issu des Jeunesses Ouvrières Chrétiennes et du mouvement des prêtres ouvriers de la Mission de France considérés comme les gauchos de l'église.

Le Secrétariat Social crée un outil de travail sanitaire et social auprès des immigrés : l'ATOM (Association pour les Travailleurs d'Outremer) qui sera pendant près de trente ans le principal opérateur en matière de gestion des populations immigrées à Marseille.

Le Mouvement Populaire des Familles s'illustre à Marseille avec le mouvement des Squatters, puis des Castors, et enfin l'ALFA (Association pour les Loisirs Familiaux et l'Animation des grands ensembles) qui « inventera » le travail social communautaire dont participeront aussi les maîtrises d'oeuvres sociales, largement promu par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Dans les années 60, de nouveaux acteurs déjà présents au niveau national ou même local prennent place : les fédérations d'éducation populaire, en particulier la fédération Léo Lagrange, celle des Centres Sociaux, et celle des Maisons de la Jeunesse et de la Culture. Elles mettent en oeuvre la politique d'équipements socioculturels souhaitée par Lucien Weygand et Gaston Defferre. C'est aussi l'époque où s'invente le métier d'animateur : avec la mise en place du FONJEP (fonds pour la jeunesse et l'éducation populaire), Léo Lagrange et les MJC (Maisons des Jeunes et de la Culture) créent les premières promotions de formation d'animateurs professionnels. La fédération Léo Lagrange, créée en 1951 par Pierre Mauroy, est mandatée par Gaston Defferre pour mettre en place les équipements de la ville : en quelques années, une vingtaine d'équipements sont bâtis dans les quartiers de Marseille : Léo Lagrange en gère plus de la moitié, les autres sont partagées entre le Centre de Culture Ouvrière, Peuple et Culture et la MJC. La fédération des Centres sociaux ne fait pas l'objet du « partage », puisque ses équipements sont très majoritairement financés par la Caisse d'Allocations Familiales.

Enfin, la fin des années 70 et le début des années 80 - via en particulier le FAS et l'Education Nationale -, prépare le terrain au DSU pour l'arrivée de nouveaux acteurs du monde associatif : les enfants d'immigrés. On voit alors des associations telles que ADRAFOM ou le CEFREM dirigées par des arabophiles ayant participé à leur mesure à la reconstruction de l'Algérie devenue indépendante, prendre le parti des immigrés dans les cités, avec un

impératif de mobilité sociale de leurs usagers. On sait que bien des jeunes animateurs et responsables socioculturels à Marseille issus de l'immigration et des cités d'habitat social sont passés par les formations proposées par ces organismes et soutenues par le FAS.

Et aujourd'hui

Une photographie des productions de cette histoire militante :

Marseille est la ville de France qui compte le plus grand nombre d'équipements socioculturels par habitant : 153 équipements, plus ou moins représentatifs des habitants des quartiers, dont 50 centres sociaux. Faut-il parler de maillage territorial ? Probablement si l'on se réfère à la politique volontariste que développe Gaston Defferre dans les années 60 et 70. En 1964, Gaston Defferre fait savoir aux responsables de la Fédération Léo Lagrange des Bouches du Rhône que la ville de Marseille manque d'équipements et d'activités de loisirs pour une population « culturellement défavorisée ». Il existe bien quelques centres sociaux dans certains quartiers, notamment les cités Castors, qui développent des activités éducatives, sociales et de loisirs. D'autres sont mises en place par des associations oeuvrant dans les cités comme ATD ou la CIMADE, mais ni la municipalité ni les logeurs ne se sont encore préoccupés de « l'aménagement des grands ensembles ». Or, Gaston Defferre a « besoin » de ces équipements pour au moins deux raisons : d'une part installer des relais dans l'ensemble des quartiers de la ville, dont on sait à quel point elle fonctionne sur les frontières territoriales, qui lui feront remonter l'information, le solliciteront de manière indirecte sur les phénomènes et événements susceptibles de faire problème ; d'autre part pour des raisons de stratégie électorale. Plus globalement, les équipements qui seront montés à l'initiative de la ville de Marseille vont constituer rapidement un réseau.

On a beaucoup écrit sur le clientélisme marseillais, et notamment à partir de cette logique de maillage territorial qu'ont beaucoup utilisée les élus socialistes. De quoi s'agit-il au juste ? Certainement pas de ces amitiés mafieuses qu'on a longtemps reproché au premier magistrat de la ville, et qui étaient aussi des amitiés de résistance⁵³. Pas plus non plus d'une architecture

⁵³ Traditionnellement, le banditisme du quartier du Panier militait à la SFIO. Durant la seconde guerre mondiale, ces "bandits" socialistes aidèrent les groupes résistants notamment dans la circulation des armes et le "départ" des résistants vers d'autres régions ou vers l'Angleterre, voire dans "l'élimination" de quelques collaborateurs qui se

de relations qui se suffiraient à elles-mêmes et se fonderaient sur des impératifs d'appartenance politique ou syndicale. Il s'agit bien pourtant d'une configuration d'acteurs, mais qui, au delà du seul clientélisme, peut faire éclater d'autres configurations existantes et former des réseaux relationnels. Ainsi, la politique d'équipements socioculturels que décida Gaston Defferre, qu'administra Philippe Sanmarco, et que réalisèrent les fédérations d'éducation populaires, eurent pour effet premier de « mixer » les représentativités. L'équipement n'avait de sens que sur le principe du territoire géographique, et la gestion en fut confiée à ceux qui étaient les meilleurs partenaires, mais eux-mêmes drainèrent dans les quartiers d'autres militants de leur propre réseau, sollicitèrent et formèrent des animateurs issus des quartiers parfois, de milieux autres que les mondes Defferre souvent. C'est encore ce système de réseau qui permit le recrutement des Beurs dans les années 80.

Dans ce jeu relationnel, la Fédération Léo Lagrange joua un rôle décisif dans les années 60 et 70. Créée en 1951 par Pierre Mauroy, elle n'avait à Marseille qu'un petit foyer de jeunes rue Fortia, et quelques clubs. En 1964, lorsque se négocia au niveau national le premier FONJEP, Pierre Mauroy réussit à « décrocher » quelques postes financés pour sa propre fédération. Un échange de courriers avec Gaston Defferre, et ces postes furent pour Marseille où quelques militants développaient déjà des animations. Parmi eux, Lucien Weygand, Michel PEZET, Frédéric ROSMINI, François SINAPI, et bien d'autres qui furent tous des « cadres » du Parti Socialiste local et national. La proximité politique permit de réaliser ce grand projet urbain dans la confiance, la Fédération devenant l'opérateur de la politique de Defferre mais aussi gérant directement près d'une quinzaine d'équipement et presque autant de clubs, mais eut aussi ses heures difficiles lors de campagnes houleuses.

Aujourd'hui, le nouveau « partage » municipal a modifié les partenaires gestionnaires des équipements, mais la logique territoriale reste efficiente. Dans les cités en particulier, plusieurs équipements voisinent (on peut avoir un Centre Social, plus une Maison Pour Tous, plus un équipement culturel, plus de petites associations qui oeuvrent sur les mêmes terrains sociaux et culturels, dans des locaux partagés ou propres), de multiples associations s'affrontent sur le terrain de la distribution financière, arbitrée par le DSU.

trouvaient être aussi des rivaux en affaires. Ces mêmes réseaux aidèrent Gaston Defferre à rejoindre, puis organiser la résistance locale, et le soutinrent pour gagner la mairie de Marseille à la Libération.

« Il y a, dans cette ville, une passion pour la politique. Mais une politique dont on n'entend pas qu'elle soit figée ni solennelle, car alors à quoi prendre plaisir ? Non ! Ce qui est stimulant, c'est cet indéchiffrable : ces dimensions dont il faut deviner les profondeurs, ces connexions en douce, ces parentés clientélistes. Ce qui est intéressant en somme, ce sont ces jeux de cache-cache entre ce qui se fait mais ne se dit pas et ce qui se dit sans se faire. C'est toute cette improvisation permanente, toujours inachevée et recommencée, immédiate et sempiternelle, qui donne sa force à la cité millénaire. Puisque Marseille est la ville de l'éphémère et du mouvement, de la fragmentation et la réparation - et depuis si longtemps ! -, quel sens y-a-t-il à l'inscrire selon la verticalité immobile des souverainetés politiques ? »⁵⁴

L'ESPRIT DES METIERS

1. Les prémices d'un maillage territorial

Marseille, années 60. Sur un même espace physique (les bidonvilles, puis les grands ensembles) et politique (l'action sociale et socioculturelle), deux logiques se côtoient : une logique de gestion du peuple, portée par l'ATOM, et une logique d'animation du peuple, portée par la politique municipale d'équipements et réalisée par les fédérations d'éducation populaire et les centres sociaux. C'est aussi l'époque de la professionnalisation des animateurs socioculturels. La Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture innove en la matière, très vite secondée par d'autres fédérations d'éducation populaire. En 1964, le Ministère de la Jeunesse et des Sports met en place les premiers postes d'animateurs financés par le FONJEP.

⁵⁴ Alain MEDAM, *Blues Marseille*, Ed Jeanne Laffitte, 1995

L'un des premiers animateurs à Léo Lagrange :

« C'était écrit par Pierre Mauroy, « il te faut inventer ton métier » ça c'est quelque chose qui m'a paru formidable. Et un peu partout en France, les camarades de la première promotion sont ceux qui ont générés les propres structures d'animation dont ils ont assuré après une animation, une coordination. Et on peut dire que les premières promotions d'animateur ont inventé le métier.

On n'avait aucune formation, les formations on se les donnait nous-mêmes. On a eu 6 mois de formation à Clichy, où l'on avait implanté la première formation d'animateur socioculturel. Le paradoxe c'est que comme il n'y avait personne qui ait une antériorité, on était en même temps formateur, formé. On avait quelques psychosociologues qui venaient nous expliquer quels étaient les ressorts de la vie collective... La formation y avait du bon et du moins, on improvisait. Mais pour les animateurs de cette première tranche, c'était des gens qui étaient déjà impliqués dans la famille Léo Lagrange tout en ayant une activité ailleurs. C'est d'ailleurs caractéristique des premières promotions d'animateurs : ce sont des gens qui avaient un emploi ailleurs et qui choisissaient de venir à l'animation. »

Le « partage » des financements se négocie à Paris et Pierre Mauroy négocie des postes pour Marseille, alors même que Gaston Defferre le sollicite pour réaliser sa politique d'équipements socioculturels dans les quartiers de la ville. Une première promotion d'animateurs Léo Lagrange se forme, dont fait partie Frédéric Rosmini qui sera responsable de la Fédération Léo Lagrange PACA jusqu'en 89 et en est toujours administrateur. A ses côtés, Lucien Weygand, qui deviendra Président du Conseil Général des Bouches du Rhône, président à l'époque de la Fédération Léo Lagrange, et un certain nombre d'animateurs et de militants proches de Gaston Defferre. Une proximité familière et politique qui permettra la réalisation des équipements socioculturels marseillais en temps record.

F. Rosmini : « Il faut préciser qu'ici, notre rapport au politique a été absolument unique. A Marseille, on a eu un rôle qui nous a permis d'initier la politique socioculturelle, au moment où Defferre nous a demandé de le faire. On a inventé le cadre, le premier programme d'équipements culturels, et on l'a proposé à Defferre.

On a donc eu une fonction éminente dans les dispositifs, et, en même temps, on a initié un modèle de relation au politique qui est unique en France. Avec Defferre, il y avait une confiance totale. C'est aussi une histoire de personnalités.

Q : Est-ce que c'est parce que les dirigeants de ces fédérations d'éducation populaire étaient eux-mêmes dans un engagement politique proche de celui de Gaston Defferre ?

R : Bien sûr... bon maintenant il y a prescription, il est bien évident que Gaston Defferre avait aussi l'assurance que sur les valeurs principales, sur les combats de société à mener, il y avait une vraie proximité. Ca n'a jamais été négocié en ces termes là mais si Gaston avait eu l'impression de donner des équipements en gestion sans condition à des gens qui partageaient des idées d'exclusion, il est bien évident qu'il l'aurait posé autrement. Mais dès lors que Gaston savait que ces gens-là participaient du même idéal de société que le courant politique dans lequel il était, ça lui suffisait. Et puis il résonnait souvent en délégation de confiance, pas seulement du point de vue de la structure morale mais aussi d'un point de vue individuel. Disons que ce type de délégation de confiance, on ne l'a retrouvé nulle part, je ne crois pas qu'il y ait une seule ville où un Conseil Municipal ait décidé de créer un équipement, d'en assurer l'intégralité des frais de fonctionnement et de ne pas exiger d'en avoir le magistère moral. Les conseils de maisons des équipements étaient constitués essentiellement de bénévoles qui étaient dans l'établissement, et jamais aucun élu municipal n'a siégé d'autorité dans les conseils. »

L'ATOM

En parallèle au dispositif municipal d'animation socioculturelle, une autre « machine » à gérer les pauvres : l'ATOM. Au sortir de la guerre se créent les Secrétariats Sociaux, à l'initiative entre autres de Germaine Pionso-Chapuis, avocate marseillaise qui gérât les affaires de Gaston Defferre en 43 lorsque celui-ci était en clandestinité, et deviendra député du Mouvement de Rassemblement du Peuple et Ministre de la Santé auprès de De Gaulle. Maurice Chaixbriand, responsable du Secrétariat Social de Marseille, propose à Mr et Mme

Belpeer qui avaient géré le foyer d'accueil des africains avant guerre, de se joindre à eux afin de procéder à une étude sur les « peuples d'outre mer » de Marseille.

Les Belpeer élaborent cette étude consistant à évaluer quantitativement la population immigrée de Marseille, en préciser les caractéristiques en termes d'origine mais aussi de situation administrative, financière, sanitaire et sociale. Les conclusions sont affolantes : des centaines d'immigrés, souvent d'Afrique, pour beaucoup anciens combattants, s'entassent dans les bidonvilles : sans ressources, dans l'attente de pensions de guerre, certains sont pourtant là avec leur famille, ce qui aggrave les risques sanitaires pour les enfants. Les Belpeer, appuyés par le Secrétariat Social, se font connaître et sollicitent les appuis financiers qui leur sont nécessaires pour mettre en place ce qui deviendra l'ATOM en 1950 : dans les milieux catholiques engagés dans l'action sociale via l'évêché, le Secrétariat Social et les universitaires militants, et dans les milieux technico-administratifs et politiques via les reconnaissances des milieux résistants. Le préfet de l'époque leur alloue une somme importante, le Secrétariat Social leur donne carte blanche, sous le regard bienveillant des autorités politiques locales et nationales trop occupées à dessiner le paysage politique de la France et mettre en place un gouvernement d'unité nationale pour avoir à gérer des questions locales.

En 1950, l'Association d'Aide aux Travailleurs d'Outre Mer est fondée, sous la présidence d'un représentant de la grande bourgeoisie marseillaise, avec deux objets :

- . l'accueil des migrants en transit,
- . l'implantation de travailleurs sédentaires.

Les débuts sont fulgurants, c'est à dire proportionnels à la fois aux réseaux que développe Louis Belpeer qui lui permettent d'avoir ses entrées dans l'ensemble des instances administratives, à la fois à la force de leurs convictions chrétiennes. En parallèle aux services de contrôle de l'immigration, Louis Belpeer installe des services d'accueil des migrants en transit au port, à la gare Saint Charles, puis à l'aéroport ; il a pour cela la bénédiction des autorités, même s'il se trouve bien souvent à gérer des déficiences des services de l'état.

« La présence de l'ATOM auprès des Autorités administratives dans une activité qui, apparemment, ne revêt aucun caractère social évident - puisqu'il s'agit de refoulement - offre tout de même aux intéressés la certitude de se trouver dans une ambiance plus humaine, et

éventuellement de pouvoir faire réexaminer attentivement leur problème personnel. Cette présence dans un service qui, de par sa nature même, présente un caractère essentiellement administratif, se trouve donc pleinement justifié et donne à ce service une ouverture plus large. (...)

De toute évidence, ce « premier accueil » à la fois sur les lieux d'arrivée - port et gare -, puis dans les services spécialisés qui peuvent analyser plus tranquillement les problèmes et en rechercher la solution avec les services de régime général, se confirme comme restant absolument indispensable et permet une approche plus sérieuse et plus complète de l'action d'intégration et de promotion. »⁵⁵

Pour l'ATOM, le service d'accueil des migrants consiste toutefois à adjoindre une appréciation sociale aux procédures administratives : on quantifie les entrées et sorties de migrants, mais surtout on apprécie la possibilité (relativement par exemple aux propositions d'emploi) et la capacité des nouveaux venus à s'installer. Si c'est le cas, l'ATOM facilite les démarches administratives, et oriente les nouveaux arrivants vers l'un de leurs foyers situés dans les bidonvilles et les cités.

A Saint Barthélémy, Sainte Marthe, Bassens, etc., Simone Belpeer prend le relais : dans les bidonvilles, l'ATOM installe ses « foyers ».

Le plus souvent, il s'agit de tentes fournies par l'armée sous lesquelles s'organisent les services sanitaires et sociaux de l'ATOM : le médecin, embauché dès le départ, fait chaque semaine la tournée des sites, procède aux vaccinations et aux soins les plus urgents. Une assistante sociale fait de même pour débrouiller les situations administratives et financières. Le reste du personnel est composé de « moniteurs » et « monitrices » qui assurent les fonctions socio-éducatives particulièrement auprès des femmes : alphabétisation, arts ménagers, hygiène, puériculture, économie domestique. « La plus défavorisée dans la cellule familiale, semble bien être la femme. Son rôle est pourtant capital : d'elle dépendra le freinage ou la marche en avant ; par elle aussi, très souvent, sera modelé le visage de la famille. Pourtant, elle se trouve plus démunie que ceux qui l'entourent, et claustrée ou s'auto-claustrant, elle risque de se couper, par incapacité d'adaptation ou manque d'espérance, de l'univers dans lequel il lui faudra un jour s'intégrer. Il apparaît donc que c'est vers elle qu'il faut attentivement se tourner, et qu'il faut lui offrir la chance de pouvoir jouer pleinement le rôle pour lequel elle est faite :

⁵⁵ Rapport d'activité ATOM, 1968

celui de compagne, de maîtresse de maison et d'éducatrice.»⁵⁶ et des adolescentes et adolescents : pour les filles, remise à niveau scolaire et apprentissage en enseignement familial et social. « Les jeunes filles, mal scolarisées - pour des raisons bien connues, auxquelles s'ajoute le fait qu'elles aident une mère souvent lourdement chargée d'enfants - plus que les adultes encore, mesurent l'énorme distance qui les séparent de leurs compagnes françaises, vivant dans des conditions normales. Elles en souffrent, elles s'en sentent humiliées et il n'est pas rare d'en voir naître une hostilité à l'égard du milieu familial qu'inconsciemment elles accusent d'être la cause de leur manque d'épanouissement. A elles aussi il faut apporter une chance d'évolution et la perspective de pouvoir assumer avec sérénité leur rôle prochain d'épouse et de mère.), pour les garçons : prévention spécialisée en milieu ouvert, scolarité en cours du soir et apprentissage en centre de formation, (Hommes et garçons ont de toute manière une chance d'approche du monde extérieur(scolarité et emploi). Si elle n'est pas suffisante, le large éventail des cours du soir complète l'appareil et, pour les adolescents, l'accès au centre de préformation ou de formation professionnelle, suivant l'alphabétisation lorsqu'elle a été nécessaire, ouvre des voies extrêmement précieuses sur un avenir professionnel - et donc social - amélioré. »⁵⁷

Pour mener à bien ces actions socio-éducatives, simultanément à la création de l'ATOM, Louis Belpeer et les membres de son conseil d'administration fondent le CANA : Centre d'Accueil pour les Nord Africains (antenne régionale du CANAM, Commission d'Aide aux Nord Africains dans la Métropole) où sont accueillis et formés les jeunes gens et où se réalisent les formations et cours du soir pour les adultes. Les bâtiments de cet établissement sont réalisés en 1951 sur un terrain cédé par l'administration de l'assistance publique. Cet établissement ainsi que son fonctionnement feront initialement l'objet d'un financement du Ministère de l'Intérieur, puis le relais financier sera pris à partir de 1961 par le FAS. En 1978, le CANA deviendra essentiellement un centre de formation des femmes étrangères. Le relais des formations et apprentissages de jeunes gens est alors pris par l'ACPM : Association des Centres de Préformation de Marseille fondée en 1958 toujours par Louis Belpeer, à l'initiative du Ministère du Travail. A partir de 1978, L'ACPM coordonne en collaboration avec l'AFPA

⁵⁶ *ibid*

⁵⁷ *ibid*

4 secteurs d'activités : la formation d'adultes (CPM), de jeunes (CPA), la formation de formateurs, et l'accueil de réfugiés.

Il est encore difficile d'évaluer précisément l'ampleur quantitative des actions de l'ATOM durant ses trente années d'activité ; cependant, un rapport très informé rédigé par Louis Belpeer et concernant l'année 1967 en donne une idée :

. Pour l'antenne portuaire : pour les 201.730 personnes ayant transité (entrants et sortants) par le port de Marseille, l'ATOM aura procédé à 33.400 interventions diverses, allant du plus simple accueil, jusqu'au suivi à l'installation. Ce suivi concerne 1.884 personnes qui auront été orientées vers les foyers d'hébergement, et donné lieu à des interventions à caractère social et administratif.

. Antenne ferroviaire : Pour 193.963 personnes, l'ATOM procède à 22.219 interventions, dont 627 suivis particuliers.

. Bureaux d'intervention répartis dans la ville pour les maghrébins : L'ATOM a enregistré 2.719 nouvelles inscriptions de travailleurs, et procédé à l'instruction de 3.757 dossiers de demandeurs d'emploi, en liaison avec les services de la Main d'œuvre. 1.025 jeunes gens ont été orientés en formation professionnelle.

. Bureau d'intervention africain : 595 nouvelles inscriptions, 664 dossiers de main d'œuvre, 177 orientation de jeunes gens vers le centre de préformation.

. Service d'adolescents en milieu ouvert (cours du soir et loisirs) : 967 jeunes gens fréquentent le foyer, dont 76 nouvelles inscriptions. Plus 129 jeunes gens dans un même service ouvert en 1966 à La Busserine ; et 80 à celui ouvert l'année même à Campagne Fenouil.

. Service d'action socio-éducative féminine : 33 monitrices et 3 aides monitrices gitanes, ont accueillies 308 femmes et 275 jeunes filles en cours d'alphabétisation et d'enseignement ménager dans les 7 foyers de l'époque : La Cayolle - Grand Arenas, l'Estaque, La Paternelle, Cap-Janet - La Calade, Bassens, Saint Barthélémy - Font Vert, Les Tilleuls. En outre, les services de l'ATOM auront accueilli 2099 familles, essentiellement des femmes avec enfants, 281 jeunes filles en cours du soir, et 1.770 fillettes auront participé aux « clubs » de loisirs mis

en place dans les cités. Par ailleurs, quelques interventions plus ponctuelles auront été effectués dans les quartier de Saint Gabriel et La Rouguière.

. Service médical : 15.287 consultations en 1967 et 12.246 actes médicaux.

. Le centre scolaire de Saint Louis : ce centre possède une capacité d'hébergement de 144 lits ; il y aura été formé 118 élèves en apprentissage durant l'année.

. Le centre de préformation : 933 jeunes gens ont été admis pour du rattrapage scolaire, de l'accompagnement et des loisirs.

Au total, en une seule année, ce sont 99.193 personnes qui bénéficient des services de l'ATOM, dont 5.623 orientations et placements professionnels, 12.246 actes médicaux, et 9.471 suivis personnalisés de femmes, jeunes et enfants dans les foyers. Un véritable monopole de la gestion des populations immigrées, dont on imagine mal aujourd'hui la possibilité.

L'essentiel de la population à laquelle s'adressent les services de l'ATOM est d'origine maghrébine, en particulier algérienne. Cependant, dans certains quartiers, les foyers ATOM reçoivent des tsiganes. C'est ainsi que l'ATOM, à partir des années 60, se propose de mettre en place des structures s'adressant spécifiquement à la population tsigane, en particulier dans les aires de stationnement à l'époque « sauvages ». Ainsi s'organise un service d'animation et de gestion des sites accueillant les tsiganes, et passant le relais aux autres structures pour la formation et l'enseignement.

Séparant ainsi des populations en fonction de leur origine ethnique alors même que ces populations cohabitent dans les mêmes sites, l'ATOM revendique une approche culturelle des populations.

Enfin, l'ATOM assumera les délégations régionales du Comité des Affaires Africaines, du Comité Liautey et du Comité National pour les Musulmans Français.

Entre 1950 et 1981, date de l'éviction des Belpeer, L'ATOM montera et gèrera une quinzaine de « foyers », principalement situés dans les bidonvilles, puis dans les cités nouvellement construite à forte concentration de population d'origine immigrée. Le recrutement du

personnel est alors exclusivement assuré par Mr Belpeer pour les formateurs et les animateurs de centres, et Mme Belpeer pour les monitrices d'enseignement ménager. Pratiquement aucun des salariés de l'ATOM n'est recruté « en interne », anciens usagers des services : le recrutement se fait en général par voie de presse, souvent par connaissance ou sur recommandations. Dans les années 60 et 70, ce sont près de 300 salariés permanent qui travaillent à l'ATOM.

Enorme machine que l'ATOM, de gestion des immigrés et de la question de la résorption des bidonvilles. Louis Belpeer, dirigeant de manière autocratique l'association, participe aussi activement aux débats sur le logement des immigrés dans les cités, présentant l'ATOM via ses foyers comme un dispositif « d'hygiénisation » de populations dont l'instabilité et la précarité peuvent pousser à l'émeute. Ce dispositif aura aussi, de fait, mobilisé des sommes d'argent considérables. Financé dans un premier temps par le Ministère de la Santé et celui de l'Intérieur, l'ATOM sera ensuite subventionné à près de 95% par le FAS, les 5% restant venant directement des ministères sur des opérations particulières, un peu de la municipalité de Marseille, ou du gouvernement général d'Algérie.

L'ATOM recevra, entre 1969 et 1980, 39.368.289 francs de subventions, soit près de 4 millions de francs par an (dans les années 70). Quant aux « murs », ils auront la plupart du temps été l'objet de dons ou de baux gratuits. Ne sont pas inclus dans cette évaluation financière, les activités du CANA et de l'ACPM, fondés par Louis Belpeer sous la tutelle du même conseil d'administration que celui de l'ATOM mais instances juridiques séparées.

En 1980, la Cour des Comptes administre un rapport sur les activités et la gestion du FAS de Marseille. Dans ce premier rapport, le cas particulier de l'ATOM est évoqué, comme relevant de pratiques financières « inquiétantes ». Aussitôt, le préfet des Bouches du Rhône confie au président de la Maison de l'Etranger, une mission de restructuration de l'ATOM.

En mars 1981, les Belpeer sont évincés de l'ATOM, et le conseil d'administration remplacé. Ce dernier démarre une mission d'expertise financière. De son côté, le FAS engage une mission de contrôle sur les exercices financiers de 1969 à 1980.

En 1982, une nouvelle enquête est alors administrée par l'Inspection Générale des Affaires Sociales, à la demande du secrétaire d'état François Autain. Outre les questions financières,

cette nouvelle enquête soulignera certains points liés à la « conformité des actions actuellement menées par l'ATOM avec la politique nationale d'insertion des immigrés dans la société française », suggérant la poursuite des activités de l'association « à condition de ne plus aspirer à une situation de monopole, administrer une gestion financière, administrative et humaine plus rigoureuse, dans le respect du droit commun par rapport aux populations immigrées et notamment le respect des différences ethno-culturelles ». En d'autres termes, les temps ont changé. l'ATOM disparaît, certaines de ses activités sont reprises par l'ADRM, association créée sur mesure afin de poursuivre le mandat de l'ATOM, tout en opérant un repositionnement politique à gauche⁵⁸ ; la partie concernant les aires de stationnement pour les gens du voyage est reprise par un des animateurs ATOM qui crée l'AREAT.

Le cas de l'ATOM est sans aucun doute unique en France. On connaît à Paris d'autres grandes organisations qui auront relayé la puissance publique sur la question de la résorption des bidonvilles et des populations immigrées, mais aucune n'aura cumulé, derrière une unique direction, l'ensemble des dispositifs. Car l'ATOM, c'est aussi le CANA, l'ACPM, et la gestion des aires de stationnement tsiganes puisque la direction de l'ensemble de ces associations déclarées indépendamment sous la Loi de 1901 est confiée à Louis Belpeer.

Dans les trente années de son existence, l'ATOM restera un dispositif missionnaire, fortement marqué par la personnalisation et le népotisme de ses deux dirigeants. Elle bénéficie cependant de l'appui et du soutien inconditionnel d'une partie de la grande bourgeoisie chrétienne et non des moindres : Germaine Poinso-Chapuis, future ministre gaulliste de la Santé est de ceux-là. Par cet intermédiaire l'ATOM est placée sous la protection discrète des très puissants réseaux de l'action catholique, de l'Evêché aux Secrétariat Sociaux et à la JOC. Et par cette intermédiaire encore, elle entretient des rapports étroits avec les administrations publiques, régulières ou missionnaires, qui vont financer l'ATOM et la mandater de plus en plus solidement au fur et à mesure que monte en urgence la question des migrants algériens, entre la France et l'Algérie en guerre. L'ATOM va ainsi devenir quelque chose comme le bras séculier de la SONACOTRA et de LOGIREM, puis celui du FAS, lorsque s'étoffe et se développe leur politique immobilière et sociale.

⁵⁸ Plusieurs personnes se succéderont à la présidence de l'ADRM, sympathisants sinon membres du Parti Socialiste, dont Philippe SANMARCO.

La politique qui est menée alors⁵⁹, consiste à établir des points de contact, d'intervention et d'encadrement, tout au long de l'espace-temps urbain dans lequel circulent les migrants maghrébins : des points d'accueil et d'orientation sur le port et à la gare SNCF, des antennes dans les bidonvilles, les foyers et plus tard les cités de transit ou d'urgence, des centres de formation spécialisés. Cette association mène une triple action qui, de fait, plus que de mandat, lui est délégué par l'administration : fonction d'action éducative d'abord, lorsque la différence culturelle est pensée comme un déficit qu'il s'agit de combler.

Dans la plus pure tradition hygiéniste, les centres ATOM dispensent donc des cours de cuisine et de « soins ménagers », de puériculture ; ils font de l'alphabétisation et ce qui s'apparente à de l'éducation civique. Leur action s'adresse alors en priorité aux femmes et aux jeunes filles. Fonction de tri ensuite, qui se veut efficace dès le débarquement du postulant à la migration et se prolonge tout au long de son parcours dans la ville. On accompagne dans ses démarches administratives celui qui vient muni d'une promesse d'embauche, on dissuade celui qui vient simplement à la recherche d'un emploi, voire même on fait « l'accompagnement social » de ceux que la force publique a décidé d'expulser. Plus tard, dans les bidonvilles, on sélectionne les familles « méritantes » qui accèderont aux cités de transit et d'urgence, puis celles, plus rares encore, qui seront jugées dignes d'entrer en HLM ordinaires, comme on sélectionne ceux d'entre les enfants que l'on juge dignes de suivre une formation professionnelle. Fonction de pacification enfin, notamment pendant la guerre d'Algérie, où l'ATOM s'efforce de tenir une position de neutralité active entre le FLN et les militaristes français : où l'on tente de protéger la population contre l'enrôlement et les prélèvements financiers du FLN, sans pour autant dénoncer les activistes et sympathisants nationalistes. Position de neutralité que l'ATOM reprendra, lorsqu'il s'agira par exemple de « pacifier » les relations communautaires dans les cités, notamment entre gitans et maghrébins.

Tout au long de ces années, si le dispositif s'étoffe et constitue un lieu d'expérimentation autant que d'encadrement, marqué par cette intention ambiguë d'encadrement et d'émancipation, ce qui spécifie les acteurs qui y sont pris est bien leur extériorité à la société politique locale, au sens strict du terme : hors de l'appareil et de la machine politique defferiste. Les appuis de l'association sont des notables nationaux plutôt que locaux, les administrations sont l'émanation directe de l'Etat, et localement, c'est tout le réseau des

⁵⁹ Emile TEMIME, *Histoire des migrations à Marseille, T3 et 4*. Edisud, 1990.

grandes bourgeoisies catholiques qui soutient le mouvement et l'affranchit de tout compromis avec les réseaux clientélistes de l'appareil defferiste. On sait d'ailleurs, à l'occasion, faire jouer des relations puissantes pour gagner la protection de tel ou tel conseiller municipal, membre de la mouvance centriste avec qui l'appareil defferiste a fait alliance, et qui saura se faire le défenseur de la cause sans compromission directe avec les hommes du pouvoir local. Après la guerre enfin, l'ATOM recevra l'appui de ces techniciens revenus d'Algérie après la décolonisation, certains passés par le plan de Constantine et autres expériences de règlement pacifique du conflit.

La coordination

Jusqu'à la fin des grands chantiers de construction de la ZUP n°1 et des autres cités de grands ensembles au début des années 70, l'ATOM et les autres opérateurs de ce qui deviendra le dispositif d'animation socioculturelle travaillent ensembles, malgré leurs divergences, en une seule instance : le CLARB (Comité Local d'Action pour la Résorption des Bidonvilles), créé dans les années 60 et issu du CAL (Comité d'Action Logement). Ce comité est lié au Secrétariat Social et va mener les études sur la restructuration des grands ensembles dans les années 60 et 70. Le CAL est un des lieux où s'élabore très tôt une critique des grands ensembles jugés « concentrationnaires » avec en particulier une « table ronde des grands ensembles » tenue à Marseille dans les années 60 à laquelle participent des architectes, des fonctionnaires parmi lesquels de nombreux décolonisés, des religieux, et des militants du Secrétariat Social, de l'ATOM, des chrétiens jocistes du mouvement des Squatters, des Castors de la Rose, du Merlan, de Servièrre, des bénévoles de la CIMADE, des œuvres protestantes ou catholiques, ainsi que des communistes. De ces débats sortira par exemple le projet de la cité de la Maurelette dont on sait le rôle d'utopie exemplaire qu'elle a joué sur Marseille⁶⁰.

En parallèle de ces débats sur la résorption de l'habitat insalubre et l'aménagement des grands ensembles, certains membres de ce comité sont déjà sur des outils d'animation socioculturelle, mettant en place et gérant des centres d'animation et autres mètres carrés sociaux.

⁶⁰ CERFISE, *Le temps, les acteurs et les figures de l'aménagement à Marseille*. Comptes rendus des séminaires, 1989.

L'instrumentation de l'aménagement des grands ensembles est en route, permettant à ces militants du logement de devenir les premiers professionnels de l'animation des équipements socioculturels, et s'harmonisera avec la politique municipale déléguée aux fédérations d'éducation populaire.

2. Le dispositif d'animation socioculturelle

En moins de vingt ans, c'est un véritable maillage des quartiers qui s'est réalisé faisant de Marseille la ville comptant le plus d'équipements socioculturels par habitants.

153 équipements socioculturels accueillant tous publics (enfants et adultes), dont :

- . 27 faisant l'objet d'une convention de gestion entre la municipalité et des associations (principalement fédérations d'éducation populaire) : Maisons Pour Tous (MPT), Maison des Jeunes et de la Culture (MJC), Maisons des Jeunes, centres sociaux
- . 50 centres sociaux agréés par la Fédération des Centres Sociaux de Provence et la CAF
- . 76 équipements municipaux (Maisons de Quartier, Centres d'Animation de Quartier (CAQ) ou de Loisirs (CAL), Unités d'Animation Sociale (UAS), ...

183 centres de loisirs sans hébergement (CLSH) accueillant des enfants et des jeunes de 4 à 16 ans dont :

- . 47 équipements privés
- . 65 faisant l'objet d'une convention
- . 71 centres municipaux

Au total, ce sont 336 structures d'animation qui accueillent les marseillais autour d'activités sociales, culturelles et de loisirs, auxquelles il faudrait ajouter bien entendu les centaines de petites associations, faisant ou pas l'objet d'un financement public, et qui participent des mêmes objectifs. Ces structures restent assez inégalement réparties, plus nombreuses dans les quartiers périphériques le plus souvent de gestion associative, et moins dans le centre ville avec plus souvent une gestion municipale.

Pour les centres de loisirs :

Arrt	Pop de 4-15 ans	Nb de CLSH	Enf./CLSH
1	3392	5	678
2	3448	6	575
3	5455	7	779
4	3581	8	446
5	2729	8	341
6	3492	7	499
7	3086	11	280
8	9295	15	620
9	7962	8	995
10	6889	8	861
11	7634	11	694
12	6378	16	399
13	11135	24	463
14	7737	19	407
15	10887	24	454
16	2068	6	345

Sur l'ensemble de la ville, on compte en moyenne un centre de loisirs pour 552 enfants. Les arrondissements étant en deçà de cette moyenne sont en particulier les quartiers nord dont la proportion d'enfants dépasse les taux moyens de la ville.

Pour les seuls équipements socioculturels, la répartition par arrondissement se décline comme suit :

Arrt	pop. Tot. (1990)	Nb d'équipements	Hab/Eqpt
1	35504	2	17752
2	26804	5	5361
3	42334	5	8466
4	44989	6	7498
5	40221	4	10055
6	39220	5	7844
7	36639	9	4071
8	78829	9	8759
9	70820	10	7082
10	50063	6	8344
11	51152	9	5683
12	55840	11	5076
13	78755	22	3579
14	56944	19	2997
15	74489	25	2979
16	17246	6	2874

La moyenne sur l'ensemble de la ville compte un équipement pour 5228 habitants. Il est notable de souligner que les 4 arrondissements bien en deçà de ce taux moyen (les 13, 14, 15 et 16èmes) sont les « quartiers nord » qui rassemblent l'essentiel de la concentration d'habitat social de la ville⁶¹, alors même que dans les années 70, « là-bas, les plus petites choses de la vie municipale étaient absentes : pas de cantonnier, des équipements collectifs mais pas ou peu d'animateurs, pas de véritables mairies, peu de réponses des élus aux interrogations de la

⁶¹ Pour donner une idée de comparaison, le quartier du Mirail à Toulouse, quartier de près de 52.000 habitants, à forte proportion d'habitat social, compte deux équipements socioculturels, 1 pour 26.000 habitants, soit 10 fois moins d'équipements qu'à Marseille.

population »⁶². Deux éléments au moins se sont conjugués pour faire des quartiers nord de Marseille, les cités comprenant la plus forte densité d'équipements socioculturels : d'une part, la permanence d'une présence militante issue des luttes pour le logement qui passera « naturellement » de la résorption de l'habitat insalubre à l'aménagement des grands ensembles. D'autre part, la poursuite de l'urbanisation sur le plan national et local qui, via les directives de mètres carrés sociaux, ou des initiatives locales, se chargera de l'aménagement global (qui va de la voirie à l'école) des nouveaux sites urbains.

Mais tout cela ne se fera pas sans difficultés, ni de toute évidence.

Un militant chrétien qui siégeait au CAL :

« En 1963, on avait fait une intervention auprès de tous les élus municipaux, tous les architectes, pour apporter quelques propositions, pour ne pas construire sans prévoir une vie sociale, un environnement intéressant. On nous a dit, ça va coûter trop cher, et ça n'a pas été possible de mettre en place les équipements en même temps que la construction.

Pourtant, les gens qui venaient vivre là, même les rapatriés d'Afrique du Nord, n'avaient pas de pratique de vie urbaine, ils étaient perdus dans les cités. Ceux qui venaient des bidonvilles étaient perdus aussi, et nous proposons d'aider ces gens à acquérir une pratique de vie urbaine. C'est toute cette éducation, cette formation, et cette animation qui nous a été refusée d'une manière catégorique parce que ça coûterait trop cher ! »

Un urbaniste de l'époque :

« Le développement des villes, ce n'est pas du tout laissé au hasard, c'est même peut être ce qui est inquiétant. Ça a été pensé en des termes scientifiques, la planification ségrégative de l'espace, en comptant les hectares de zones à urbaniser, les hectares de zones industrielles, etc. On comptait des nombres d'habitants mais on n'a jamais imaginé qualitativement ce que seraient les habitants.

On pourrait dire que l'urbanisation des grands ensembles n'a pas marché parce que le développement humain ne s'est pas passé comme le développement numérique qu'on avait injecté dans le mécanisme ; mais ce n'est même pas ça. Ça n'a pas marché parce qu'on n'avait pas une logique de création d'un ensemble urbain. »

⁶² Bernard MOREL, Philippe SANMARCO, *Marseille, l'endroit du décor*, 1985.

Un militant :

« Ca ne s'est pas équipé tout de suite parce que ceux qui venaient dans ces logements étaient heureux. Ils arrivaient de logements où il n'y avait pas d'eau, pas d'électricité, etc. Je me souviens de jeunes qui quittaient une réunion juste pour le plaisir d'aller prendre une douche, ils étaient heureux. C'est après que les difficultés sont venues et c'est là où la logique n'a pas joué. Les gens se réunissaient dans les cours, dans le pré, il n'y avait pas de lieu de rencontre, rien pour faciliter la vie sociale. Les premières associations se sont constituées vers 64-65 et pendant les 5 premières années, l'action sociale a fait de la récupération. Il s'agissait d'obtenir la fin des constructions et demander des équipements pour que les gens puissent mieux vivre. »

Fruit de négociations plus ou moins alimentées de stratégies électoralistes, le programme d'équipements socioculturels sera finalement réalisé en une dizaine d'années. Au milieu des années 70, la majorité des équipements sont en place, selon des fonctionnements très diversifiés. Une première logique affirmée est celle des centres sociaux, s'appuyant sur les ressources locales - à savoir des associations d'habitants - pour organiser ses conseils d'administration. On sait cependant les écarts considérables qu'il y aura souvent entre la volonté de participation habitante des centres sociaux hérités des premières maisons sociales, et la réalité de la composition de ses membres. Deuxième logique, celle des équipements municipaux et d'une partie des équipements faisant l'objet d'une convention de gestion. Là, une organisation centralisée (la mairie, la délégation régionale de telle fédération), coordonne la gestion financière et humaine. Enfin, un peu à part de ces deux « modèles », la MJC de Marseille instaure une forme de « république des jeunes » : un conseil d'administration est composé de personnes issues de la famille militante, et s'adjoit d'un conseil de maison dirigé par les jeunes ; le système à première vue un peu complexe, tient autour de la personnalité du directeur qui fédère et se porte garant. Personnalisation d'un fonctionnement dont ne sont d'ailleurs pas exempts les autres équipements, tant le fonctionnement d'une structure participe de la personnalité de ses dirigeants.

Reste que cette mise en place volontariste d'une politique d'animation socioculturelle nous renvoie au discours récurrent, depuis la construction des cités jusqu'à l'actuel DSU, sur la carence en équipements, y compris socioculturels. Chacun y allant de sa surenchère, le déficit en murs semble être le point d'encrage des revendications. Urbanistes et militants chrétiens

racontent une époque (le début des années 70) dans la ZUP n°1 « où il n'y avait rien, aucun endroit pour se réunir »⁶³ ; on sait pourtant que déjà 4 équipements fonctionnaient dans le quartier. Chaque campagne électorale de la période Defferre a fait l'objet de promesses sur le thème du « toujours davantage », comme si le bâti avait fonction de résoudre les problèmes notamment de délinquance. Les directeurs d'équipements (des années 70 à aujourd'hui) nous parlent systématiquement de la saturation des locaux ; les usagers potentiels reviennent sur le manque de lieux ; le DSU renvoie ses responsabilités à la puissance publique sur le même thème. Mais en même temps, on se fait fort de préciser la sous-utilisation de l'équipement du voisin, ou des autres quartiers, toujours mieux lotis en aménagements, toujours plus chéris par les pouvoirs locaux ou par le DSU. Ainsi, puisque la réalité marseillaise de l'aménagement des cités en équipements sociaux et socioculturels dépasse largement le fantasme de la carence, on peut affirmer que la dite carence participe davantage de la rhétorique que du diagnostic. Dès lors, il nous faut prendre au sérieux le rôle de nos interlocuteurs comme producteurs du discours sur la défaveur qui imprègne les cités et ses habitants, persiste et s'amplifie d'insécurité et de mauvais présages pour les générations futures, tout en s'accompagnant de statistiques positives sur la participation et les effets de l'action.

3. Mobilité sociale et dualité professionnelle

Les premiers professionnels de l'animation socioculturelle se font leur place. Ils sont, pour la plupart, issus des mondes militants : les uns viennent des organisations de lutte pour la résorption des bidonvilles, les autres des Fédérations d'Education Populaire. Avant de devenir des animateurs professionnels, ils gagnaient leur vie en exerçant un métier, souvent comme ouvrier, parfois petit employé : qui métallurgiste, qui céramiste, qui employé administratif dans la fonction publique. Tous, en tous cas, entretiennent une grande familiarité avec les mondes ouvriers pour en être eux mêmes issus, leurs pères et mères aussi. Ils ont un engagement syndical (CGT, CFDT ou CFTC) et parfois dans un parti politique (PS ou PC).

⁶³ CERFISE, *Le temps, les acteurs et les figures de l'aménagement à Marseille*. Comptes rendus des séminaires, 1989.

Ceux qui viennent de la « filière » éducation populaire ont découvert l'animation au cours de leurs activités de loisirs dans les clubs de jeunes, sportifs ou culturels. Participant à une activité spécifique, ils acquièrent une technique d'animation, et deviennent, lorsque l'occasion se présente, animateurs de la dite activité. Pour certains, ce « passage à l'acte » bénévole va s'accompagner de stages de formation. Les années 60, c'est aussi l'époque où se met en place le DECEP (Diplôme d'Etat de Conseiller de l'Education Populaire), et où le nouveau Ministère de la Jeunesse et des Sports démarre des premiers stages de formation d'animateurs, notamment à l'INJEP, sur une ou plusieurs techniques spécifiques. Ainsi, lorsque se présente l'opportunité d'un poste d'animateur permanent, il leur est le plus normalement attribué, parce qu'ils sont déjà fortement impliqués (comme élus et comme animateurs) dans les structures d'animation où ils seront amenés à intervenir professionnellement. Et lorsque se présenteront ces premiers appels à candidature pour des postes d'animateurs, il n'y aura finalement pas tant de concurrence, car parmi tous ceux qui exercent des fonctions de représentation et des activités bénévoles au sein des associations d'éducation populaire, peu prendront le risque de laisser tomber leur emploi pour un nouveau métier dont à l'époque, on ignore tout. Cela n'empêche pas les postulants d'avoir des visées de carrière, il est vrai un peu approximatives ; mais ils sont avant tout en charge d'une mission d'éducation permanente, héritée des idéaux de Condorcet, et qui utilise le loisir éducatif comme un outil d'émancipation.

Ceux qui sont issus du militantisme social chrétien arrivent sur le terrain professionnel avec d'autres ambitions. Ils oeuvrent depuis longtemps déjà à l'aménagement des grands ensembles et accompagnent les ouvriers dans leur vie quotidienne de travail et de vie familiale. Animer les équipements socioculturels naissant est pour eux une simple continuité de leurs ambitions militantes, avec par surcroît le fait qu'ils en seront souvent les opérateurs, via l'ALFA (Association pour les Loisirs Familiaux et l'Animation des grands ensembles) et la Fédération des Centres Sociaux.

Les pionniers

Aux uns comme aux autres, ce qu'offre surtout cette perspective d'emploi dans l'animation c'est d'une part la possibilité d'exercer un métier plaisant, voire divertissant, qui s'accomplit

dans l'autonomie du couple « président de l'association - directeur de la structure », d'autre part d'accéder aux fonctions notabiliaires que confère la proximité au politique sans « perdre son âme » puisqu'ils perpétuent le face à face avec le monde ouvrier⁶⁴. Car l'animation est un petit monde où se conjuguent la réussite et la morale.

La réussite est professionnelle. Fils d'ouvriers, ouvriers eux-mêmes, ces premiers animateurs brûlent les étapes de la mobilité professionnelle en accédant à des fonctions certes souvent peu lucratives, mais hautement responsabilisantes. Dans les grilles des métiers et catégories socio-professionnelles, ils sont placés dans les couches moyennes, entre les instituteurs et les professions intermédiaires du social et de la santé, mais la réalité des missions qui leurs sont confiées est toute autre. Dans les structures qu'ils dirigent, ils gèrent des budgets parfois conséquents, recrutent et gèrent du personnel, élaborent et réalisent des projets, et sont directement tenus pour responsables de l'ensemble du fonctionnement de l'équipement. Autant dire qu'ils exercent, du point de vue des tâches, des responsabilités et du temps de travail, des fonctions de chef d'entreprise. Ce faisant, ils se trouvent en face à face avec l' élu et l'institutionnel avec qui ils négocient les financements et les agréments et font dès lors partie de ce petit cercle de privilégiés qui dînent à la table du maire et du préfet, accompagnent le Ministre en visite dans la cité et siègent dans les commissions locales et nationales à titre d'experts. Une manière de cumuler les compétences techniques et les fonctions de représentation, c'est à dire d'acquérir une notoriété qui dépasse le cercle des collaborateurs.

Ce qui les tient dans des parcours souvent qualifiés de banals car relevant d'une mobilité moyenne, c'est tout le paradoxe entre la manière dont on les regarde, et celle dont ils se pensent : ils ont des responsabilités, un rythme professionnel, et développent des configurations relationnelles qui sont celles d'entrepreneurs, alors même que leur rôle social et professionnel n'est toujours analysé que par analogie ou comparaison aux professions sociales et éducatives.

⁶⁴ On lira, dans un rapport des MJC datant des années 60, le projet de « rapprocher les différents éléments de la jeunesse, le jeune ouvrier du jeune intellectuel, le jeune paysan du jeune ouvrier. » ; et, à la même époque à la fédération Léo Lagrange, la volonté que « le mineur et l'artisan, la maçon et l'employé, l'instituteur et le paysan, sentent peu à peu plus profonde, au delà de la diversité des techniques, l'unité du travail humain ». Documents personnels.

La morale, c'est celle de la « promotion collective », et c'est une valeur que nous retrouverons chez chacun de nos interlocuteurs, accompagné d'une forme d'honorabilité vis à vis de ses pairs, « la grandeur ne dépendant que du nombre de personnes qui accordent leur crédit »⁶⁵. Cela consiste à réussir sa vie en favorisant la réussite des autres, et à indexer sa propre réussite sur celle des autres. Le « collectif » en soi n'a que peu d'existence charnelle, il est un idéal partagé qui tient du désir d'être ensemble, et un impératif sans lequel la mobilité n'est pas possible. Autrement dit, il n'y aurait pas de réussite individuelle possible par le « canal » militant, ou si elle est possible, on y perdrait la face ; ce qui revient au même puisqu'ici, la réussite est indexée sur la reconnaissance, qu'un des professionnels de l'animation synthétise en ces termes :

« Je vais essayer de trouver une formule : on ne peut réussir, d'après moi, que si l'on est à la fois respecté et estimé. Dans l'animation, il y a un tas de types estimables, des braves types, mais qui n'ont jamais fait preuve de l'autorité nécessaire dans un milieu à culture gauchisante où de temps en temps il faut savoir taper sur la table. Donc tous ces gens estimables n'ont jamais su trancher pour se faire respecter. Toute une partie de cadres de l'animation ont disparu parce qu'ils n'ont pas eu cette culture de la responsabilité. Et à l'inverse on en a d'autres qui n'ont fait preuve que d'autorité, c'est-à-dire qui se sont comportés en petits chefs mais n'ont pas su gagner l'estime, en payant de leur personne, en faisant preuve d'équité, en essayant de donner des signes que les individus existent en dehors de leur position hiérarchique. »

Ces premiers responsables d'équipements s'appuient sur une large participation bénévole composant les conseils d'administrations⁶⁶ mais aussi une part des animateurs d'activités de loisirs et sociales. Dans les quartiers d'habitat social ou les quartiers où les « populations défavorisées » sont davantage représentées, l'animation socioculturelle d'un équipement est souvent complétée d'un service sanitaire et social assuré par des éducateurs de jeunes enfants, puéricultrice, conseillère en économie sociale et familiale, éducateur spécialisé. Ces professionnels mandatés assurent les permanences de soins de la petite enfance, éventuellement une garderie, un service de conseil, voire de planning familial. Tout ce personnel des équipements socioculturels entretient des relations avec le tissu associatif du

⁶⁵ Luc BOLTANSKI, Laurent THEVENOT, *Les économies de la grandeur*. PUF, 1987.

⁶⁶ obligatoirement, puisque la loi de 1901 stipule que les administrateurs des associations ne peuvent en être salariés.

quartier, le plus souvent sur des prêts de locaux, et les habitants ne se trouvent pas être seulement usagers des services proposés, mais aussi membres des conseils d'administration. Ce rapport aux usagers qui participe plus ou moins - selon les structures - du partage de pouvoir que tiennent à entretenir les permanents des associations produira souvent des débats passionnés, voire très conflictuels, entre les salariés et les institutions. Les grandes fédérations d'éducation populaire jouissaient, en particulier à Marseille, d'une forte reconnaissance des autorités, allant jusqu'à la délégation de gestion « sans conditions ». Elles bénéficiaient donc d'une légitimité institutionnelle, qui ne fut pas toujours du goût des premiers salariés qui eux, héritaient d'un long passif militant acquis dans les luttes contre la puissance publique. La faible représentation réelle des habitants des quartiers issus de l'immigration par exemple dans les conseils d'administration ou dans les effectifs salariés fut l'objet de crises internes parfois puissantes. Par réaction à des positions politiques qu'ils jugent trop mitigées au sein des équipements, trop consensuelles, une génération d'animateurs post-68 émergera et se positionnera en critique institutionnelle forte, remettant en cause tant le travail social traditionnel que l'institutionnalisation des associations. C'est au sein de cette « deuxième génération » d'animateurs et d'éducateurs que l'on retrouve la plupart de ceux qui favoriseront l'accès de jeunes des cités issus de l'immigration aux métiers de l'animation.

La génération Beur

La fin des années 70 voit donc émerger ceux qui composeront l'essentiel de la troisième génération d'animateurs, qui cohabitera avec les deux premières⁶⁷. Peu d'activités spécifiques sont encore proposées pour les adolescents dans les équipements socioculturels. De plus, ces jeunes sont susceptibles d'y croiser leurs mères ou leurs petits frères alors même que ce qu'ils cherchent d'abord, en dehors de l'école, c'est de pouvoir se rencontrer entre eux, entre garçons et filles, ce qui n'est pas toujours au goût des parents. C'est donc plutôt autour des activités de petites associations de loisir ou de soutien scolaire, ou encore dans les clubs de prévention qu'ils font leurs premières expériences collectives, puis d'animation dans les centres de loisirs et les colonies de vacances organisés par les fédérations d'animation.

⁶⁷ Rappelons en effet que le « métier » d'animateur est extrêmement récent. Les premiers professionnels arrivant dans les années 60, ils sont encore en place pour la plupart lorsqu'émerge cette « troisième » génération 15 à 20 ans plus tard.

Parallèlement, beaucoup d'entre eux fréquentent des associations locales où l'on milite contre le racisme. Car c'est tout un réseau associatif qui est présent dans les cités, des chrétiens aux gauchistes, où les jeunes se retrouvent et se construisent une identité politique.

Farid : «A Bassens⁶⁸, il y avait tout un tas de gens avec qui on pouvait faire des choses. Une militante catho avait monté une bibliothèque, et on s'est joué d'une concurrence farouche avec deux autres jeunes de la cité (dont l'un est aujourd'hui directeur d'un équipement socioculturel, et l'autre responsable d'une association d'aide à la création d'entreprises) à celui qui s'en occuperait. ATD Quart Monde était là avec nos mères, il y avait des cours d'arabe qui étaient donnés par des anciens du FLN. Les communistes aussi avaient un local, on y allait surtout pour voir des filles, boire un coup, piquer des livres. En même temps, ça nous permettait de fréquenter d'autres cités, parce qu'il y avait des réunions, pour la fête du Secours Populaire. Là, on a rencontré des gens du Mouvement Non Violent, des Amis de la Terre, de Jeunes Sans Frontières. On allait en ville dans leur local, on était partout »

Leïla : «Je suis rentrée dans les assos à Busserine⁶⁹, j'ai commencé à être animatrice à 16-17 ans. Quand j'ai passé mon BAFA, j'étais encore au lycée ; parce qu'il y avait des éducateurs qui avaient repéré des lycéens, des étudiants, ils nous avaient fait passer le BAFA gratuitement. C'était par le club de prévention ; au début on s'y retrouvait pour faire les devoirs. On discutait beaucoup, et ça nous permettait de sortir un peu parce qu'avec les parents, c'était pas évident du tout. Mais là, il y avait des éducateurs, et les frères et sœurs alors ça passait. On a monté une association de jeunes non déclarée, déjà quand j'avais 16-17 ans. Alors il y avait ces éducateurs, il y avait aussi les adultes du centre social, mais c'est plus tard qu'on a eu des contacts avec eux, quand on a fait de l'animation. Et surtout, il y avait les communistes. Ils avaient un local et c'est avec eux qu'on s'est fait une culture politique. »

Dans chaque cité, ils sont une poignée de jeunes, souvent dont les parents ont immigré d'Algérie, et qui fréquentent les associations. Ils ont entre 15 et 20 ans au début des années 80, lorsque se mettent en place les premières « expérimentations » des stages d'insertion et autres

⁶⁸ Cité des quartiers nord de Marseille

⁶⁹ Autre cité des quartiers nord

formations pour des jeunes « issus du milieu ». On est en pleine effervescence du pré-DSU, et ces jeunes sont au coeur de la mouvance associative dont ils ont appris les rouages, et par surcroît, ils veulent s'en sortir. Ils passent le BAFA, financés par les équipements qui les emploient ensuite sur des vacations. Avec quelques militants qui voient en eux la relève, ils accèdent à des postes moins précaires, ou montent leur propre association. Deux filières -entre autres- s'avéreront particulièrement productives ; l'une émane du projet DEFA 300, l'autre d'une formation à l'animation dans le cadre des stages d'insertion du projet Schwartz.

Le DEFA 300

Mis en place à l'initiative du Ministère de la Solidarité en 1982, l'objectif de cette formation était de « faire accéder 300 jeunes adultes définis comme étant issus de milieux défavorisés, au Diplôme d'Etat aux Fonctions d'Animateur⁷⁰, diplôme reconnu de travail social »⁷¹. Cette formation se met en place rapidement dans de nombreuses villes françaises, s'appuyant sur les administrations du Ministère et des écoles de travail social ou des associations pour réaliser les contenus de formation. Un peu plus d'une vingtaine de jeunes y accéderont à Marseille.

Daniel Carrière, Délégué du FAS à l'époque : « Arrivant à Marseille, j'ai fait connaissance d'autres acteurs associatifs, et à cette période, j'ai été impressionné par le peu de choses qu'il fallait faire pour faire éclore une réalité d'action socio-éducative et socioculturelle, et un intérêt certains de gens pour faire des choses qui sortent du train-train, car beaucoup se targuaient de la tradition sociale marseillaise, mais je sentais que des gens avaient envie de se dépasser. Déjà, le choc de la décolonisation n'avait pas été aussi porteur de création, d'innovation, de militance associative qu'on voulait bien le dire. Par un réseau, on a réussi à enclencher un certain nombre de choses qui sortaient un peu de l'ordinaire. J'ai gardé toujours un oeil sur les problèmes de l'immigration, car il y avait peu de gens à l'époque qui voulaient bien s'en occuper. Il y avait un peu Alain Fourest mais on se comptait sur les doigts d'une main ; et en face, on avait l'ATOM et

⁷⁰ Le DEFA est un diplôme de niveau II, créé en 1974 et délivré sous la tutelle du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Une sélection d'entrée est nécessaire comprenant un écrit de culture générale, et un entretien de motivation.

⁷¹ *L'opération DEFA 300, ses problématiques et ses enjeux*. Actes de la table ronde des 3 et 4 février 1986 à Lyon, ARIESE.

toutes les fédérations d'éducation populaire avec un mode de fonctionnement qui n'était plus déjà à l'époque du domaine de la stratégie de développement. Survient un événement que je voudrais souligner, à l'ADRAFOM, ça devait être en 1978. Le bureau, le conseil d'administration étaient assez engagés et ils tranchaient avec les conseils d'administration de l'époque dans le monde associatif. A force de réfléchir, on a été quelques uns à se dire : « Et si pour changer un peu les choses, on se donnait comme objectif qu'il y ait dans la ville de Marseille, au moins un, voire deux animateurs socioculturels par arrondissement, issus du quartier ? ». C'était culotté, en fait, c'était un pari. Quand je suis arrivé dans cette région, il n'y avait pas plus de dix personnes d'origine immigrée qui avaient des responsabilités d'animateur sur toute la région ; pas plus de dix. Aucun d'entre eux n'était en charge d'un équipement. Aujourd'hui, on peut estimer sans trop de risques de se tromper qu'ils sont au nombre de 300-400 en responsabilité d'équipements sur l'ensemble de la région. Alors que s'est-il passé ? Nous avons décidé avec l'ADRAFOM de lancer cette opération. Nous avons mis du temps ; et elle n'a abouti qu'en 82 lorsque a été lancée avec un appui ministériel la formation DEFA 300. Il se trouve que sur Marseille, comme ceux qui avaient lancé l'idée c'était l'ADRAFOM, le DEFA à Marseille a été mené par l'ADRAFOM, piloté par la DRASS et la DRJS. C'était un objectif très volontariste pour faire passer quelque chose qui ensuite, confronté à l'épreuve des faits, à l'épreuve des cursus de formation, n'a pas toujours donné les résultats qu'on espérait. »

C'est dans le réseau associatif qui lutte contre les exclusions et le racisme que l'ADRAFOM va recruter ces « jeunes issus de milieux défavorisés ». Mais le critère de position sociale n'est finalement que peu pris en compte, car si la plupart des jeunes qui participeront à cette formation ont grandi dans les cités des quartiers nord et dans des conditions de grande précarité financière, ils ne sont pas forcément culturellement défavorisés et l'on y retrouvera quand même les bacheliers de l'époque ; leurs parents sont ouvriers, parfois illettrés, mais les pères ont milité avec le FLN, puis à la CGT ou au PC, et les mères ont croisé les dispositifs d'alphabétisation et de planning familial ; eux-mêmes sont recrutés sur la base de leur reconnaissance dans le monde associatif. Il faut en effet rappeler un élément essentiel de l'action sociale à l'attention des immigrés : alors que le travail social traditionnel vise le plus souvent à favoriser la civilisation et le développement par une intervention volontariste

auprès des enfants, le travail qui sera réalisé auprès des familles immigrées tiendra la femme, l'épouse et la mère comme vecteur principal de l'intégration. C'est sur elles que porteront de l'après guerre aux années 70 l'essentiel des dispositifs sociaux, et la femme maghrébine fut, plus que tout autre, la cible et la cliente privilégiée du travail social faisant d'elles, par le travail de double langage, les premières médiatrices. Pour leurs fils et leurs filles, ces jeunes qui accéderont aux métiers de l'animation, elles auront été probablement autant mobilisatrices que les militants sociaux qui les auront initiés à l'action. Au final pour les jeunes, la différence au recrutement se jouera sur un critère de discrimination positive à savoir leur appartenance à un groupe minoritaire (dans le cas présent, il ne s'agit pas seulement d'une minorité quantitative, mais surtout d'un groupe socialement faible, car trop peu représenté) ayant fait l'objet d'une discrimination, c'est à dire ayant été « oubliés » dans le processus de professionnalisation des militants.

Un des participants au DEFA 300 :

« Comment on est arrivés à là ? Alors, je vais te dire, il y a deux versions : la version officielle, c'est qu'il y a des gens, on va dire militants, qui ont pensé qu'on serait la nouvelle génération des professionnels du travail social, et que les jeunes des quartiers seraient le remède au déficit de l'action sociale traditionnelle. Ils sont venus nous chercher, parce qu'on bricolait un peu dans les associations, pour nous faire accéder à un diplôme reconnu.

Ma version, celle de l'intérieur, c'est qu'on était déjà sur les terrains, en plein dedans. On était partout, on revendiquait fort une place dans ces machines qu'on connaissait bien, depuis tout petits. On était partout, dans les réseaux gauchos, dans les associations de quartiers, dans les centres sociaux. Et bien sûr, quand ils ont monté ce DEFA, on l'a su avant tout le monde et on s'est mis bien en face de la case départ. Ils n'ont pas eu à chercher longtemps, les jeunes issus du milieu, nous on savait que ce serait nous ou personne, on était prêts pour ça, on s'y préparait, peut être sans trop le savoir, depuis des années. »

La discrimination positive qui a joué en faveur des jeunes issus de l'immigration et des cités aura finalement été un des grands marqueurs de la visibilité de ceux que l'on a nommé les « élites issues de l'immigration ». Ce faisant, on a dérogé au droit commun (par exemple en ce qui concerne les critères de sélection à l'entrée au DEFA), plaçant les bénéficiaires de cette procédure dans un impératif d'excellence. Aujourd'hui encore, on soupçonne les anciens

DEFA 300 qui osent s'en revendiquer, d'être un peu moins que les autres du point de vue des compétences, comme s'ils n'avaient pas tout à fait mérité leur place.

L'ASSUR

Dès la fin des années 70, un groupe de jeunes maghrébins de la cité Busserine démarre l'animation en montant une colonies de vacances pour « les petits frères », aidés par quelques travailleurs sociaux du club de prévention. En 1981, sur une logique correspondante à celle du DEFA 300, une poignée de militants montent dans le cadre des stages d'insertion lancés par Bertrand Schwartz avec le GRETA et le CEFREM (CEntre de Formation et de REcherche sur les Migrations), une formation d'animateurs en milieu scolaire. C'est à partir de cette dynamique de formation que suivent des jeunes issus des quartiers que démarre l'aventure de l'association ASSUR.

Alain Fourest, administrateur de l'association : « Il y avait en 80-81, les stages d'insertion, avec un groupe de jeunes de 17-18 ans qui faisait ce 1^{er} stage au GRETA quartier nord. Une des formatrices a rapidement compris les enjeux, elle est venue me voir en me disant : « à l'issue de ce stage, ces jeunes veulent bâtir un projet, et notamment faire une colo pour les enfants du quartier ». On les a réunis, on a discuté, et on les a aidé à monter leur projet, malgré l'hostilité permanente de toutes les institutions locales. Pour nous, il s'est agit de donner l'occasion à des jeunes d'être citoyen dans leur quartier, de servir, être utile et avoir des responsabilités sans attendre que ça tombe d'en haut et ils se sont battus en permanence pour se justifier, 2 fois plus que les autres. Il fallait qu'ils soient meilleurs que les autres, impeccables, aussi vis à vis des structures éducatives et sociales du quartier. Ca a duré 10 ans et ça a été cassé parce que ça ne rentrait plus dans les cadres du DSU. »

Leila, animatrice responsable de l'ASSUR : « On a démarré avec un stage de formation d'animateur en milieu scolaire monté par le GRETA avec le CEFREM. Nous, la bande, on se connaissait déjà avant, l'idée de monter une association est venue bien avant, quand on a monté les colos de quartier. On se voyait régulièrement dans l'appart d'une copine qui est maintenant à la mission locale

13-14. Quand on a fait ce stage, on a rencontré d'autres personnes des Flamants, de Busserine qui avaient fait le BAFA par d'autres réseaux. On s'est croisés. Alors dans ce stage on a continué à réfléchir, on a profité de ce lieu où il y avait des techniciens qui nous soutenaient. Le terme ASSUR c'est moi qui l'ai proposé, j'ai dit : « ce serait bien qu'on dise : oh, ASSURE ! », voilà. C'était toute une bande, la première association de jeunes du département qui s'est créée en Juillet 82. On était un peu leaders du stage et on ne savait pas où aller, on ne voulait pas continuer les études. Certains n'avaient qu'un CAP.

Mais quand même, l'action de jeunes, le groupe d'animateurs, tout le côté réflexion à la question sociale, un espèce de syndicat d'animateurs, c'était bien avant.

Donc le stage s'est fait à la maison des familles 13-14, c'était notre territoire c'est pour ça que le siège social ASSUR, est né là-bas aussi. Mais on n'avait pas de locaux associatifs. Il n'y en avait pas pour nous, mais pour l'association de locataires oui. C'était nouveau, il faut remettre dans le contexte.

Lorsqu'on a voulu monter l'ASSUR, quelques personnes nous ont aidé, comme Alain Fourest qui était chef de projet. Il versait 200 000 francs à la maison des familles comme on ne savait pas trop bien gérer, et au fur et à mesure, on demandait l'argent. On avait 20 ans, 18 ans, et quand on était face aux décideurs, on s'écrasait. Mais lui, il nous considérait comme quelqu'un, il nous respectait. Quand on allait demander des subventions, il entendait bien ce qu'on disait. Il disait : « bon, c'est quoi ton projet ? » Il nous demandait de faire un pré-projet comme aujourd'hui les chefs de projets. Et il nous faisait confiance.

A l'ASSUR, on avait 300 adhérents au moins, et entre 100 et 200 personnes qui travaillaient l'été, ça marchait bien. On faisait stade ouvert, on faisait la guinguette, on faisait des animations dans les centres sociaux, les associations de jeunes, les renforts dans les colos. Il faut voir le boulot, ça embauchait plein de jeunes. On formait un paquet de jeunes grâce à ASSUR. C'était pas mal, puis c'était nous-mêmes. On était jeunes, il ne faut pas l'oublier. Est-ce que beaucoup de jeunes sont capables de faire ça aujourd'hui ? Je ne sais pas.

Toujours est-il que tout ça s'est arrêté quand le DSU s'est mis en place avec la chef de projet. Elle refusait de nous financer et nous avait dit : « faites des CES ». On lui a dit : « tu nous as vu dans les yeux toi ? nous, des CES ? Tu peux crever. On est contre les CES ». Tous les dispositifs, on était contre, SIVP, TUC, on avait tout rejeté. Même quand on a fait le DEFA, on a refusé de faire le DEFA 300 qu'ils avaient monté sur Marseille. On a dit c'est un truc ghetto, on ne veut pas.

Avec Fourest, on avait dit « ça va pas non ? nous là-dedans ? jamais de la vie, on est comme tout le monde ». Il y avait quand même un minimum. »

Hakim, un autre responsable : « Au départ, on avait juste envie de se regrouper entre animateurs du quartier, car chacun faisait un peu son truc dans son coin, et créer nos emplois. Au début, on a pris une zone géographique : les 13 et 14èmes arrondissements, parce qu'il se trouve que le gros noyau était de là. Mais on n'a jamais interdit aux autres de rentrer, d'ailleurs il y a eu des animateurs d'autres quartiers. Puis, on a eu des objectifs : d'abord, l'animation cantine. Ça n'existait pas, on l'a inventé. Ensuite, l'animation autonome, ce qui voulait dire créer nous-mêmes des colonies, des camps. La formation des adhérents et l'animation sur prestations de service. 5 objectifs.

C'était juste avant le DSQ. On commençait déjà à être partenaires, c'était la période de réhabilitation, avec le dispositif HVS. Parce qu'on regroupait les jeunes, et du coup, on touchait aussi les parents, et parce qu'on a été suivis par des gens bien, très vite, on s'est retrouvés être des notables, autour d'une table à la préfecture pour discuter des problèmes du quartier.

Même pour la régie de quartier, ASSUR était présente dans les discussions avant que la régie se mette en place, avec les chercheurs du CERFISE, la ville, le logeur. C'est vrai qu'on est un peu devenus les grands frères, un peu « l'élite ». Avec un peu de recul, je pense qu'ASSUR était un outil pour l'action sociale. Mais peu de gens ont voulu y croire.

Ensuite, est arrivée la logique DSQ, et on a compris qu'avec cette logique, on pouvait bénéficier de subventions pour la formation. C'est la seule subvention qu'on a eu. Cette subvention passait par le FAS, via le canal état, ville. Sinon, on a toujours fait de la prestation de service. Tout l'argent venait de là.

On a eu une grosse enveloppe sur la formation, ça tournait chaque année autour de 100.000F et ça a permis de mettre en place 2 sortes de formation : une pour les salariés, des spécialisations en fonction des activités choisies, et une formation tronc commun pour l'ensemble des adhérents.

ASSUR a donné envie à des gens qui y sont passés, de faire des choses, et beaucoup d'associations se sont créées, même si elles ne doivent pas toutes quelque chose à ASSUR. En même temps, ce sont les mêmes qui disent que c'est dommage qu'ASSUR se soit cassé la gueule. Mais après 10 ans de travail acharné, où l'on a beaucoup donné, on a estimé qu'on devait être reconnus, y compris par des salaires décents. Et là, on nous a envoyé balader, on ne nous a

pas accordé les moyens de nous payer pour le travail que l'on faisait. De notre côté, on était épuisés, on a tout arrêté. »

L'ASSUR, le DEFA 300, ont été dans ces années 80, des machines à fabriquer des professionnels de l'animation. Elles n'ont pas été les seules : des associations de quartiers, des associations d'immigrés d'ampleur nationale, et des institutions telles le FAS ou l'Education Nationale via le CEFISEM, auront également largement participé à ce mouvement de promotion des jeunes issus de l'immigration et des cités⁷².

Daniel Carriere : « je crois que les véritables greffes, étaient celles issues soit de gens qui se positionnaient de façon volontariste, parce que ayant déjà milité, soit de gens qui étaient à la recherche d'une position sociale ou d'un emploi et je pourrais mettre dans cette catégorie ces DEFAsiens. Et puis, vous avez eu une autre catégorie qui était des jeunes n'en pouvant plus de voir que les élus et les citoyens ne faisaient pas leur boulot, et qui se sont interposés... Il y a parfois confusion entre les deux dernières catégories. Par exemple, il s'est passé un phénomène tout à fait intéressant dans une cité où ce sont des étudiants ayant déjà un certain niveau en physique ou en mathématiques qui ont constitué une association pour répondre à un besoin social de leur cité. Les étudiants, qu'ils viennent ou pas du pays d'ailleurs c'est pas important, c'est la situation d'étudiant qui qualifie. Ceux qui ont été probablement des militants issus du quartier et puis une génération plus professionnelle, plus portée par portée par les parcours professionnels.

Comment s'est fait le rapport avec le reste du monde associatif ? Il faut bien dire que ça s'est très mal passé. J'en prendrais pour preuve que nous avons, sur les 500 associations de la région, une centaine d'associations nées de l'immigration. C'était pas mal, on était la région de France où il y en avait le plus... Nous avons donc essayé par voie de convention, de contrat d'objectif, de faire évoluer le reste du monde associatif avec des succès vraiment très très limités. Même en utilisant l'arme redoutable du financement, on n'y est pas arrivé car il y avait des réticences du genre : « ils n'ont pas la même pratique associative que nous... Ils ne sont pas forcément des facteurs de paix sociale... ». Et puis, il y a eu je pense

⁷² Voir à ce propos les nombreux travaux de recherche sur les ANI (Association Née de l'Immigration), et en particulier sur Marseille :

Sonia FAYMAN, Micheline KEIL, rapport au FAS 1992.

Malika CHAFFI, ADFIC, 1989.

le sentiment de dépossession. J'ai eu le sentiment qu'à donner trop de reconnaissance à ces nouveaux venus, on risquait d'y perdre y compris sur le plan financier. Comme politiquement, il n'y a jamais eu de gens qui les ont tellement soutenus. Ils disaient après : « ça c'est une affaire du FAS ». C'était très caractéristique, on a très souvent été attaqué ici à cause de ça. »

Pourquoi avoir privilégié la filière d'animation socioculturelle ?

Plusieurs éléments se conjuguent et qui participent du contexte politique des années 80, de la manière dont fonctionne le dispositif d'animation en soi, et en confrontation avec l'action sociale et socio-éducative, et des personnes qui ont oeuvré à ce mouvement, ainsi que celles qui en ont bénéficié.

Des cités sans histoire ?

On a beaucoup dit et écrit sur ces cités laissées à l'abandon, et sur l'inexistence politique de ses habitants. Ce faisant, on a également beaucoup commenté l'apparition publique et politique de l'immigration et des habitants des cités précisément dans les années 80, l'effervescence associative et la mobilisation institutionnelle qui s'en suivirent.

C'est oublier que ces mêmes cités qui révélaient tous les stigmates de la défaveur urbanistique, sociale, économique et culturelle, étaient aussi, et depuis leur création, des lieux d'expérimentation de la performance militante. De très nombreuses associations y faisaient l'expérience tant de leur capacité à « aller au charbon », que de leur idéal du vivre ensemble et de la promotion collective. Partout dans les cités, y compris (et peut être surtout) dans celles qui étaient réputées les plus difficiles, des chrétiens, des communistes, des travailleurs sociaux, s'employaient à donner une forme militante au face à face avec les gens du peuple avec parfois les supports des plus fantaisistes aux plus pragmatiques. Le recensement très inexhaustif que nous avons réalisé des actions militantes dans les cités marseillaises en donne une idée :

Le Secours Catholique, le Secours Populaire, ATD Quart Monde, mais aussi parfois des Comités d'Intérêt de Quartier assuraient de la distribution alimentaire, et parfois une aide financière.

On trouvait un suivi médical via les camions sanitaires itinérants de l'ATOM et de la CIMADE.

L'alphabétisation, l'aide en économie sociale et familiale, le planning familial pouvait être assurés tant au sein des équipements socioculturels (notamment les centres sociaux) par des professionnels, que par des bénévoles dans les associations, voire de manière indépendante comme on l'a vu dans certaines cités où l'instituteur venait dans les familles le soir aider aux devoirs, ou l'infirmière qui s'employait à informer ses voisines sur la contraception.

Les communistes étaient aussi très présents auprès des populations des cités dont ils étaient eux-mêmes souvent habitants et eurent une importante influence dans notamment trois domaines : en forçant à la représentation des habitants, et en particulier des immigrés, dans les conseils d'administration des structures sociales ; en jouant des réseaux politiques d'élus locaux et de représentants des offices HLM pour faire obtenir des logements ou éviter des expulsions ; en permettant aux plus jeunes - via les activités politiques et festives - de sortir de leur cité, de rencontrer d'autres gens.

Soulignons aussi le rôle essentiel que jouèrent certains religieux, notamment les prêtres ouvriers de la Mission de France, les Jésuites du collège de Provence et quelques autres religieux « gauchisants » un peu marginaux dans l'église. On se souvient du Père Loew, du Père Galocher ou du Père Lesme qui arpentèrent les bidonvilles, puis les cités, cohabitant avec les ouvriers et soutenant les familles dans une lutte pour l'accession à la dignité d'habitant, de travailleur, et de chef de famille. On se souvient aussi de religieuses dominicaines qui introduisirent avec fracas les revendications syndicales au sein de l'ATOM. Mais aussi, depuis l'après guerre et encore aujourd'hui, les professeurs du collège Jésuite de Marseille, font oeuvre de patronage dans les cités avec leurs jeunes élèves. Ces adolescents qui viennent aider au soutien scolaire, faire du catéchisme ou simplement organiser des parties de football dans les cités le mercredi passent davantage inaperçus que les adultes. Ils participent pourtant au grand mouvement de fraternisation avec les plus défavorisés que préconisent certains membres de l'église catholique. Et nombreux sont aujourd'hui les anciens du Collège de Provence qui oeuvrent encore dans le militantisme social pendant leur temps libre.

Enfin, il faut rappeler toutes les initiatives plus ou moins individuelles de bonnes volontés : ceux qui montèrent des activités de loisirs, une bibliothèque, voire une épicerie ; et tous ceux qui se portèrent caution de jeunes mineurs ou d'étrangers pour aider à la création d'associations. C'est ainsi que l'on trouve depuis bien avant la modification de la loi de 1901

en 1981, plusieurs associations composées essentiellement de jeunes mineurs ou d'étrangers dont on peut dire aujourd'hui - il y a prescription - que les membres du bureau, français et majeurs, étaient uniquement des prête-noms issus de ces mondes militants. Une autre combine consistait à se déclarer de nationalité française, en comptant sur la complaisance des fonctionnaires préfectoraux qui ne demandaient pas à voir les cartes d'identité.

Quant aux équipements socioculturels, ils se trouvent paradoxalement déjà (c'est à dire dès leur implantation) à profiler des formes de dualité professionnelle ; car si les jeunes des cités qui pourtant fréquentent ces équipements, et ceux qui vont les aider qui en sont souvent des interlocuteurs, ne s'appuient pas sur ces structures pour promouvoir la nouvelle génération d'animateurs, c'est aussi parce que les professionnels des équipements socioculturels fonctionnaient toujours sur la logique du bénévolat qui les avaient portés à des postes professionnels de longues années plus tard. Pour bien d'entre eux - et cela fonde aujourd'hui le discours sur la crise du militantisme - il n'y a de militantisme que bénévole. C'est oublier que bien des habitants des cités, et davantage encore ces jeunes arrivés à l'âge adulte en pleine crise économique et avec peu de bagage scolaire, sont aussi une des positions de sortie de crise économique extrêmement volontaristes. De fait, dans un contexte où les parcours de mobilité socioprofessionnels semblent régresser, peu d'espaces offrent des possibilités de pouvoir modifier ce qui est souvent vécu comme une destinée discriminante. On sait que le commerce est l'un de ces espaces⁷³, et l'on doit prendre au sérieux l'hypothèse selon laquelle l'animation socioculturelle en serait un autre, que cet espace soit ensuite vécu comme une voie royale donnant accès à une participation publique, ou comme une voie de garage dans l'attente d'un véritable emploi⁷⁴.

Souplesse du dispositif

L'animation socioculturelle est en effet de ces lieux où les postures sont plus ouvertes, laissées souvent à discrétion des acteurs. Ici, point de pré-requis de diplôme ni de mandat pour passer à l'acte. Il suffit de s'autoriser de soi-même : la fameuse « capacité à aller au charbon » sur laquelle l'on a d'ailleurs indexé le déficit de l'action sociale traditionnelle. Les espaces

⁷³ Voir les travaux de Alain TARRIUS, et de Michel PERALDI.

⁷⁴ Vincent GEISSER *Ethnicité et politique dans la France des années 90*. Thèse de sciences politiques, Université de Aix, 1995.

dans lesquels se réalisent les actions socioculturelles sont multiples et variées, s’immisçant dans les failles de l’action sociale et socio-éducative. A tel point que l’on a aujourd’hui des difficultés à préciser les missions spécifiques des « centres culturels », « centres socioculturels », « maisons des jeunes », « maisons de quartier », « clubs d’animation » et autres structures « à vocation d’accueil de public, de diffusion culturelle et de loisirs » ou encore d’insertion, auxquels on doit ajouter l’ensemble des groupes qui font « réseau » en menant des actions culturelles dans les quartiers, sans pour autant avoir d’existence juridique. Quant aux animateurs, leur position participe de la multiplicité de leur cadre d’intervention : on s’aperçoit rapidement qu’à des structures et des fonctionnements a priori identiques, correspondent des statuts et des rôles fort différents. C’est l’une des particularités du « métier » que la difficulté que l’on a à qualifier de professionnels ceux qui exercent lucrativement des activités socioculturelles. La multiplicité des missions des animateurs, qui justifie l’absence relative de statut de la profession s’explique aussi par l’extrême diversité des situations juridiques. Ces professions peuvent en effet s’exercer sous le régime de la fonction publique d’état ou locale, dans le service public par voie contractuelle, ou encore dans un cadre privé, le plus souvent associatif. Cette illustration en termes de métiers renvoie à cette caractéristique de l’animation que l’on nomme en interne le « principe de liberté » qui permet aux agents socioculturels de jouir d’une large autonomie quant aux outils de travail et à l’organisation de leurs fonctions. Exerçant leurs activités dans un entre-deux statutaire, ils ne sont soumis ni à la déontologie ou au secret professionnel des autres travailleurs sociaux mandatés, ni aux nécessités financières des artistes. Ainsi, l’absence de modèle professionnel dans l’animation place les acteurs face à une grande variété de possibilités d’entrée et d’exercice de la profession. C’est ce qui en fait la diversité, la complexité, mais aussi qui alimente les querelles entre générations qui pourtant participent des mêmes filiations. Aujourd’hui, un animateur formé dans une fédération d’éducation populaire peut souvent travailler dans une autre, voire dans une collectivité locale, comble de la trahison. Et cela fait l’effet d’une aberration pour les premiers professionnels qui ne voyaient la professionnalisation que comme une continuité plausible à l’engagement militant. C’est aussi ce qui fait que l’on reproche aux nouveaux arrivants d’être sans mémoire ni conscience politique, alors même qu’on les reconnaît comme leaders d’une ethnicité qui s’est rendue visible pendant les grands mouvements Beurs, replaçant les questions d’intégration et d’immigration au cœur des débats politiques.

Avoir un travail, gagner de l'argent

Il y a, dans le monde associatif en général, et dans l'animation socioculturelle en particulier, un dilemme récurrent qui tend à opposer bénévolat et salariat, militant et professionnel, légitimité et reconnaissance, performance (« qui semble ne devoir qu'au charisme et à la force de conviction »⁷⁵) et compétence (les « carrières militantes se font souvent d'abord au culot, puis lorsque l'opinion aura reconnu la capacité de tel ou tel à « aller au charbon » là où d'autres, notamment mandatés, n'auront pas su ou pas pu, on admettra une certaine compétence qui peut parfois aboutir à un mandat signifié par un poste salarié). Un certain nombre d'analyses par surcroît accréditent cette thèse, formulant la professionnalisation d'une activité qui ne fut longtemps que bénévole comme une anomie, ayant provoqué une crise tant fonctionnelle que morale⁷⁶. D'une part donc, la professionnalisation d'anciens militants bénévoles, puis l'arrivée d'animateurs formés et diplômés à l'animation dans les écoles et autres instituts d'éducation populaire, aurait introduit dans le monde de l'animation des gens ayant acquis des compétences ailleurs qu'à l'école de la lutte politique, des gens sans mémoire, et qui tendraient à s'apparenter dans leurs pratiques aux professionnels de l'action sociale. D'autre part, la fonction salariale serait entachante, comme s'il devenait possible d'acheter des convictions, par surcroît sur le dos des pauvres et des plus démunis.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons à l'économie de l'animation socioculturelle, à savoir - avec les questions les plus triviales - combien ça coûte, combien ça rapporte, et à qui⁷⁷ avant de revenir sur la question du rapport entre la morale et l'argent.

⁷⁵ Miche PERALDI, Le cycle du fusible. In *Anales de la Recherche Urbaine*, n° 68-69, 1995.

⁷⁶ Jacques ION, *Le travail social à l'épreuve du territoire*. Ed. Privat, 1990.

Jean François GILLET, *Animation et animateurs*. L'Harmattan, 1996.

Henri THERY, "L'animation dans la société d'aujourd'hui", in *Esprit*, 1972.

⁷⁷ Ce travail sur l'économie de l'action socioculturelle à Marseille est réalisé à partir d'éléments financiers réels qui nous ont été confiés, à savoir :

- les budgets et bilans financiers des équipements
- les principales sources de financement : municipalité, CAF, DSU, FAS
- les organigrammes du personnel, précisant la masse salariale détaillée par poste
- les statistiques des emplois aidés
- des études financières réalisées en interne par la municipalité ou les fédérations d'éducation populaire

Sur l'ensemble de la ville de Marseille, on peut distinguer trois grands types d'équipements socioculturels : les centres sociaux, majoritairement financés par la CAF ; les équipements faisant l'objet d'une convention de gestion, financés en majorité par la municipalité, la CAF, et selon les projets développés, la Direction de la Jeunesse et des Sports, le DSU, le FAS, etc. ; enfin les équipements municipaux qui bénéficient du même type de financement que les équipements en gestion, mais d'un coût salarial qui peut être plus important que les autres équipements car indexé sur les grilles de la fonction publique.

Le coût de fonctionnement d'un équipement socioculturel à un autre varie pourtant assez peu, au prorata bien entendu du nombre de salariés et d'activités. Les plus larges variations que l'on peu identifier tiennent davantage aux frais d'investissement, notamment lorsqu'il y a intervention sur le bâti. Les normes en vigueur nécessaires à l'obtention d'un agrément des commissions de sécurité afin d'accueillir du public sont de plus en plus strictes, et obligent les propriétaires à des aménagements et réhabilitations des locaux fréquents et coûteux, en particulier dès lors qu'on accueille des mineurs, ce qui est le cas de tous les équipements socioculturels. Cependant, les associations et fédérations d'animation ne sont jamais elles mêmes propriétaires des locaux qu'elles occupent pour leurs activités, ces derniers étant le plus souvent mis à disposition, et parfois loués soit par la municipalité, soit par les offices d'HLM avec des conventions d'utilisation. Pour autant, la gestion des murs fait l'objet d'âpres négociations entre les propriétaires et les gestionnaires : une intervention de mise en conformité d'un équipement peut être jugée trop coûteuse par le propriétaire, qui préférera orienter son financement sur une autre structure plutôt que de rénover une structure existante. C'est notamment l'objet ces derniers temps d'une vive controverse entre certaines fédérations d'éducation populaire et la municipalité de Marseille - laquelle profite aussi de l'occasion (passage à droite oblige) pour tenter de réduire le monopole des fédérations d'animation sur la gestion des équipements - qui semble s'orienter vers de nouveaux partenaires ou gérer directement les équipements plutôt que de financer à grands frais des équipements qui, après près de trente ans de fonctionnement, auraient bien besoin d'un coup de neuf ou de locaux supplémentaires. Quoi qu'il en soit, ces questions se négocient sur un terrain politique plutôt que financier, car quel que soit le partenaires gestionnaire, le coût de l'investissement est sensiblement identique.

Cependant, nous n'avons pas eu accès à ces données pour la totalité des équipements et des centres de loisirs. Les chiffres qui sont ici livrés font donc l'objet d'un rapport entre les données réelles (sur un peu plus de la moitié des structures) et la totalité des structures.

Hormis donc les questions financières liés à l'investissement, le coût de fonctionnement d'un équipement socioculturel est extrêmement faible au regard de l'activité et de l'emploi qu'il génère. Par exemple pour un centre social de « taille » moyenne qui propose un service médico-social pour la petite enfance ou une crèche, et un service d'animation de centre de loisirs sans hébergement et d'accueil de jeunes, on peut estimer le coût de fonctionnement à environ (et en moyenne) 2.000 francs par an et par adhérent. Il faut cependant noter l'écart, parfois considérable, qu'il peut y avoir entre le nombre d'adhérents et le nombre d'usagers. Est adhérente, toute personne qui acquiert la carte d'adhésion de l'association, moyennant une somme forfaitaire annuelle qui varie de 50 à 100 francs par an. C'est le cas en général des enfants qui participent aux activités de centre de loisirs (même si l'on accorde la gratuité à certaines familles) ou inscrit à la crèche, des membres du conseil d'administration et de l'ensemble des bénévoles de l'association, des usagers réguliers d'un service ou d'une activité. Cependant, il faut savoir qu'un nombre important « d'habitants » sont usagers de l'équipement sans être recensés comme adhérents, comme par exemple des usagers ponctuels, des jeunes qui utilisent des locaux dans l'équipement pour une activité culturelle (répétition, manifestation) ou pour juste passer le temps entre copains lorsqu'il fait trop froid pour être à l'extérieur, d'une association ou d'un groupe qui viendra exceptionnellement organiser une activité.

L'emploi⁷⁸

La part salariale est la plus importante du budget d'un équipement, et ne représente pourtant qu'un coût de 30.000 à 80.000 francs par an et par temps plein travaillé⁷⁹. Pourtant, un poste à temps plein, sans ancienneté :

de directeur d'équipement niveau DEFA, coûte environ 150.000 francs annuels TCC

d'auxiliaire puéricultrice environ 130.000 francs

d'animateur, environ 90.000 francs

⁷⁸ Les calculs ont été réalisés à partir des données précises de 42 équipements de gestion associative et tous les salariés municipaux répartis sur l'ensemble du territoire municipal, puis rapportées à l'ensemble des structures, soient 153. Nous avons ensuite réalisé un travail plus précis sur les quartiers nord, 13, 14, 15, et 16èmes arrondissements.

⁷⁹ Calcul réalisé en divisant le coût salarial annuel total par le nombre d'heures travaillées, tous postes et tous statuts confondus.

d'administratif (secrétariat, comptabilité, accueil) environ 100.000 francs
de personne de service ou d'entretien 80.000 francs

Cependant, plus de 6.000 personnes sont salariées des équipements socioculturels, tous postes et toutes activités confondues. On y inclue : l'équipe de direction, les animateurs, les professionnels du social et de la santé (puéricultrice, auxiliaires, conseillères en économie familiale et sociale, éducateurs spécialisés), le personnel administratif (secrétariat, accueil, comptabilité), le personnel de service et d'entretien. La répartition peut être très variée selon la « taille » et le nombre d'activités et de services proposés par les équipements, d'une douzaine de personnes, jusqu'à près de 150.

Chaque équipement emploi au moins :

- un directeur, salarié à temps plein sur un contrat à durée indéterminée (CDI), diplômé de niveau DEFA. Il est très exceptionnel que les directeurs émargent sur des contrats aidés (ou alors ils sont en cours de formation DEFA ou BEATEP) ou à temps partiel, et qu'ils ne soient pas diplômés DEFA ou niveau équivalent (sauf dans certains équipements municipaux où la grille de la fonction publique n'avait pas indexé la filière animation. C'est chose faite à Marseille depuis l'année dernière, et les directeurs qui n'étaient pas diplômés sont désormais en cours de formation).
- une secrétaire (qui, si elle est seule, assure aussi les fonctions d'accueil et de comptabilité), le plus souvent salariée à temps plein et en CDI.
- un second agent administratif, le plus souvent à temps partiel, mi-temps ou 3/4, en CDI.
- Un à deux animateurs à temps plein, en CDI.
- Un à deux animateurs à temps partiel en CDI.
- les autres animateurs sont soit vacataires sur des temps partiels inférieurs à un mi-temps, soit en contrats aidés (CES, CEC, CEV)
- Du personnel de service et d'entretien, très rarement à temps plein et en CDI, le plus souvent à temps partiel, moins d'un mi-temps, ou en contrat aidé (CES, CEC)
- lorsqu'il y a un service sanitaire et social, on emploie un puéricultrice ou auxiliaire à temps plein en CDI, plus du personnel de santé ou éducatif à temps partiel, souvent moins d'un mi-temps. Très rares sont les contrats aidés dans ce domaine.

Pour les équipements importants, on trouvera en plus du personnel minimum présenté ci-dessus :

- un directeur adjoint, soit à temps partiel en CDI, soit en contrat aidé (plutôt contrat de qualification, ou contrat de formation)
- Tous autres personnels en quantité plus importante, mais le plus souvent en vacations sur moins d'un mi-temps, ou en contrat aidé. Le nombre de temps plein en CDI n'est donc pas proportionnel au nombre de salariés d'une structure.

Ainsi, on peut évaluer la répartition des contrats précaires (soit contrats aidés CES, CEV, CEC, contrats de qualification, qui représentent un fixe annuel sur la base d'un temps partiel mais n'autorisent pas à travailler par ailleurs, soit en vacation sur moins d'un mi-temps) comme suit :

- 22% des directeurs (les précaires concernant le plus souvent les adjoints de direction sur du temps partiel)
- 62% du personnel sanitaire et social (fort peu de contrats aidés, mais beaucoup de vacations à temps partiel)
- 71% du personnel de service et d'entretien (beaucoup de contrats CES et CEC, et quelques temps très partiels puisque de 2 à 10 heures par semaine)
- 94% des animateurs. Parmi ces animateurs en emploi précaire, 83% d'entre eux exercent moins d'un mi-temps. Ce sont tous les vacataires qui interviennent sur les centres de loisirs et les centres de vacances, donc seulement les mercredi et vacances scolaires. Les 17% restants sont pour la plupart en contrat CES.

On pourrait imaginer que les emplois précaires touchent majoritairement les équipements en gestion associative dont les crédits dépendent des financeurs institutionnels et municipaux, et pourraient donc être soumis à de moindres investissements. Pourtant, sur les 1809 employés de la ville de Marseille en 1997, seulement 450 personnes émargent sur des contrats à temps plein et à durée indéterminée soit 24,8 % des emplois. Les 75,2 % restant sont des contrats de vacataires, essentiellement employés pour les colonies de vacances, les centres de loisirs et les animations cantine.

Quant aux seuls quartiers nord, à majorité d'habitat social, l'animation socioculturelle représente plus de 3500 emplois⁸⁰, soit 4 % de la population active, et près de 25 % des professions intermédiaires (en ne comptant que les directeurs, animateurs et professions éducatives et de la santé). Autant dire qu'il ne s'agit pas d'un détail, et d'autant s'il l'on tient compte du fait que les emplois d'animateurs, qui représentent 74 % des emplois des structures socioculturelles, sont essentiellement occupés par des jeunes de 17 à 25 ans. Une vraie filière professionnelle donc, et une véritable économie pour des cités que l'on sait désertées par les possibilités de ressources légales et formelles, et par le « pacte salarial ». Mais aussi une économie de la pauvreté où les ressources ne suffisent pas aux besoins et qui s'accompagne souvent d'aides sociales et/ou d'économies du commerce informel.

En même temps, le dispositif d'animation socioculturelle présente de véritables formes duales de mobilité professionnelle. Le modèle évolutionniste de la mobilité professionnelle pouvait présenter ce dispositif, ouvert et facile d'accès, comme un lieu du passage, du mouvement, de la transition vers des postures de mobilité sociale ascendantes qui devaient se confirmer avec l'acquisition de compétences, voire de diplômes, et d'emplois équivalents. C'est en tous cas sur ce modèle que se sont indexées les carrières démarrées dans les années 60 et 70, où tous étaient tirés vers un même devenir, avec des positions différenciées selon l'acquisition ou pas de diplômes.

Or, la configuration actuelle des métiers et des emplois fait que ce mouvement semble arrêté et l'on voit s'installer un système qui produit une véritable dualisation où l'on a d'un côté les « nantis », qui tiennent les emplois et les statuts, et d'un autre les « précaires » qui se voient exclus des logiques statutaires institutionnelles. Précarité relative cependant, car si un CES ou quelques heures travaillées dans un centre social ne suffisent à l'économie d'une famille, l'emploi dans l'animation socioculturelle confère un statut social. Dans la cité, celui ou celle qui occupe une place d'animateur dans l'équipement se trouve en posture de notabilité, avec la possibilité de jouer, pour lui même ou pour ses pairs, un rôle d'intermédiaire entre l'habitant et le logeur, l'utilisateur de l'équipement et ses administrateurs, de traduction entre le dispositif d'action sociale et ce qui est dit comme leur « communauté ». Il en va de même des

⁸⁰ en incluant les équipements socioculturels et les centres de loisirs.

postes d'administrateur, pourtant bénévoles, des associations. L'effet pervers, c'est celui qui stabilise des individus dans ces positions de précarité, souvent au titre même d'un militantisme pur, donc peu ou pas rémunéré. C'est probablement le cas par exemple de ces postes de « femmes-relais », de « médiateurs » et « médiatrices », véritable main d'oeuvre gratuite. Ces missions, qui leurs sont confiées par l'Université du Citoyen, les écoles ou les équipements socioculturels, consistent à traduire les demandes sociales, à faire l'intermédiaire entre les familles et les représentants institutionnels.

Souvent, ces fonctions sont assurées par ces mêmes mères maghrébines qui avaient expérimenté l'action sociale dans les années 60 et 70 au travers des cours d'alphabétisation et autres activités socio-éducatives, leur permettant de se maintenir dans des places notabiliaires, voire médiatiques dans la cité, et sont cumulées avec un CES dans une association locale. Ce sont alors elles qui portent la réussite de la famille, et médiatisent la discrimination positive des cités. D'autres, celles qui auront refusé le sous-emploi que leurs proposent les institutions, se voient relégués à quelques heures salariées de travail domestique au mieux, et à indexer leur réussite sur celles de leurs fils. Parfois, elles montent leur propre association, de type familial. Quand aux pères, on les voit exclus de ces schémas de réussite notabiliaire, et souvent aussi exclus du pacte salarial. Leur reste à se retrouver entre hommes, et dans la dignité relative d'un local que leur auront aménagé leurs épouses et leurs filles.

Aux jeunes donc de porter les espoirs d'une hypothétique réussite. Dans les équipements socioculturels, ils prennent la place de leur mère, assurant une « présence des habitants » indispensable au discours de légitimation du projet militant. Ils y trouvent pour leur part une petite source de revenus, et une légitimité politique à occuper des postes qui, malgré leur précarité, sont fort recherchés et font l'objet de concurrences farouches entre les jeunes eux mêmes, voire entre les familles.

Quant à ceux, jeunes issus du « milieu » qui ont émergé dans les années 80 et occupent aujourd'hui des postes de direction d'équipements, ils se trouvent également - et paradoxalement - toujours relégués à des secondes places. On aurait envie de les classer dans les nantis, salariés sur des statuts institutionnels, mais on ne peut qu'admettre que l'utopie militante qui les a porté là a partiellement échoué. En fait « d'élites », on s'est contenté de leur reconnaître un statut et de les intégrer dans le grand pacte salarial, dans un métier « sur mesure » où ils se trouvent en face à face avec leurs pairs, leurs compétences sous-exploités

mais leur performance (la fameuse capacité à aller au charbon là le l'action sociale se trouve inopérante) sur-utilisée, les mettant parfois dans des positions de clientélisme inextricables. Force est de reconnaître, à l'instar de ceux qui les ont aidés, militants et institutionnels, et d'eux mêmes, que l'utopie militante post-coloniale qui voyait en ces jeunes issus de l'immigration et des cités une nouvelle génération d'opprimés offrant l'opportunité de « réussir avec les fils ce que l'on avait raté avec les pères » a produit ses propres limites. Car les réticences à produire là des parcours de mobilité socio-professionnelle ascendants sont venus essentiellement de l'intérieur, et pas seulement d'un contexte économique difficile, selon des représentations semblables à celles que l'on voit émerger dans le monde politique où à l'image du danger symbolisé par l'élus ouvrier du PC s'est opposé celle de l'élus Beur PS⁸¹. Et c'est tout le monde militant déjà en place qui a travaillé - peut être malgré lui - à se distancier de ces nouveaux venus qui ont massivement investi le dispositif d'animation socioculturelle, « affaiblissant la veine locale associative » déjà en place⁸². Rappelons que dans les années 80, l'ASSUR à elle seule embauchait et formait près de 300 jeunes des cités chaque année, produisant là de quoi renouveler - en quantité et en qualité - l'ensemble d'un dispositif que leurs prédécesseurs avaient mis des années de lutte à constituer. Les gestionnaires d'équipements furent partagés entre la fierté de cette réussite à laquelle ils avaient en partie contribué, ne serait-ce que dans le face à face qu'ils avaient entretenu avec les classes populaires, et la crainte de voir l'animation devenir un métier politiquement désincarné. Le DSU, une fois institutionnalisé, eut tôt fait dans les quartiers nord de casser cette logique « autonomiste » d'associations montées et gérées par des jeunes des cités, qui refusaient de jouer le jeu de la précarité de l'emploi en persistant à se penser sur des statuts en voie de réalisation. L'argument des agents du DSU fut alors - et reste encore - la neutralité politique au service du bien commun ; autrement dit, de « mettre leur force de conviction au service de l'absence de conviction »⁸³, ce qui bien sûr allait totalement à l'encontre du style de comportement adopté par les jeunes animateurs. Reste que ces jeunes des années 80 qui ont intégré des postes de direction dans l'animation, approchant aujourd'hui la quarantaine, se trouvent face à l'incapacité de l'institution à les intégrer sur des statuts méritants, au titre

⁸¹ Vincent GEISSER *Ethnicité et politique dans la France des années 90*. Thèse de sciences politiques, Université de Aix, 1995.

⁸² Jacques ION, « Cité, cités et droit de cité, urbanisation périphérique des groupes sociaux en France (1955-1985) », in *Espaces et Sociétés*, n° 51, 1987.

⁸³ Miche PERALDI, Le cycle du fusible. In *Anales de la Recherche Urbaine*, n° 68-69, 1995.

affiché de leur manque de diplômes⁸⁴, alors même que la plupart des chefs de projet du DSU marseillais par exemple sont les mêmes en place depuis 1990. Certains de ces animateurs d'ailleurs préparent ou ont passé des DESS pour postuler « à armes égales », alors même qu'ils se savent déjà largement compétents de par leur longue expérience de terrain, et cette disposition à intégrer la valorisation par les diplômes tient lieu aussi, notamment auprès de leurs pairs et des « petits frères », de statut de méritants plutôt que de parvenus.

Pour cette génération de jeunes issus des cités, et pour la nouvelle qui a fait ses débuts à leurs côtés plusieurs logiques se côtoient, produisant des économies différentielles ou combinées :

- une économie de la « razzia » dont on dira que c'est la logique des « petits » qui prennent là où il y a à prendre : un CES, quelques heures de vacances, une reconnaissance dans un équipement, et la possibilité à plus ou moins long terme d'intégrer des postes moins précaires, selon s'il l'on sera reconnu plus ou moins méritant.
 - une économie de la « rente », qui consiste acquérir de pair diplôme (BEATEP ou DEFA) et salaire, et à rentabiliser dans la durée. Elle permet à des jeunes d'intégrer des postes de direction ou d'adjoint notamment à la Fédération des Centres Sociaux, mais à condition de ne pas exercer dans son quartier d'origine.
 - une économie de la « compétence », où chacun vise à réduire l'écart entre le statut qu'il occupe et « ce qu'il vaut ». Cette économie là produit souvent des rancoeurs proportionnelles à l'écart entre la place qu'on occupe et celle que l'on mérite. Ecart de salaire d'une part, puisque l'ancienneté reconnue est celle relative au poste occupé, alors même que ceux qui ont démarré à 17 ans dans les associations se trouvent lorsqu'ils intègrent un poste avec une ancienneté effective dans la fonction de plusieurs années. Ecart de statut d'autre part, qui les oblige à se présenter sur-diplômés à des postes dont ils possèdent les savoir-faire acquis sur le terrain.
 - une économie de l'entreprise, logique entrepreneuriale qui pousse beaucoup de jeunes animateurs-militants à monter leur propres associations, s'y salarier et y salarier « la famille ».
- Cette logique a ses filières :

. la filière du social, qui perpétue le travail entrepris dans les équipements socioculturels. On y retrouve les associations qui font dans l'alphabétisation, le soutien

⁸⁴ Au sein du vaste dispositif DSU marseillais par exemple, une seule de ces personnes a été intégrée sur un poste d'agent de développement. Aucun d'entre eux n'occupe des fonctions de chef de projet, ou d'autres postes à responsabilité dans les institutions ; et ce n'est pourtant pas faute de postuler.

scolaire, l'accompagnement de publics « ciblés » (les femmes, les jeunes), et l'animation. C'est probablement la filière la plus précaire, parce qu'elle émerge sur les mêmes crédits que les grandes fédérations d'éducation populaire, sans forcément avoir les mêmes entrées.

. une filière culturelle où l'on trouve une grande partie des jeunes qui tentent de combiner des carrières artistiques et un engagement politique. C'est le cas de bien des groupes de rap marseillais des quartiers nord qui cumulent par exemple un premier album et quelques concerts, avec un mandat du juge pour enfants afin de suivre dans leur cité les « petits frères » au titre du modèle de sortie de crise qu'ils représentent.

. une filière du service, probablement la moins précaire. C'est la logique des régies de quartier, et d'associations que montent ces anciens animateurs pour gérer de la formation (la part « insertion » du RMI par exemple), du logement, ou de l'aide à la création d'entreprise.

Quel bilan faire de ce dispositif professionnel et militant qu'est l'animation socioculturelle ? D'un côté, on observe une machine incroyablement productive, qui en moins de 40 ans a réinterprété le champ des actions sociale, éducative et culturelle pour inventer un domaine professionnel qui tente de fusionner les différentes dimensions de l'intervention publique sur l'individu et la famille. On se trouve face à un nouveau champ professionnel, un peu politique, un peu technique, mais ni partisan ni expert ; un peu social, un peu éducatif, un peu culturel, mais qui laisse à l'individu le libre accès sans pré-requis d'ayant-droit ni nécessité de construire un discours de la plainte. Bref, un champ qui réinvente la place de l'usager et le rôle de l'opérateur ; le premier est désormais traité comme un client, le second propose une relecture de la notion de service public.

On peut ainsi interpréter le dispositif d'animation socioculturelle comme une ouverture du marché de l'emploi social. En même temps, cette interprétation doit aborder la multiplicité et la complexité du dispositif. Il est multiple parce qu'il s'est constitué comme une superposition de générations et de systèmes d'action différenciés ; et complexe parce que ces générations successives - de par la jeunesse du dispositif même - se côtoient et cohabitent encore. Enfin, c'est un dispositif qui travaille tant à sa production qu'à sa destruction : il génère des milliers d'emplois dans les sites, les couches sociales et les classes d'âge les plus sévèrement touchés par le chômage, mais des emplois en majorité précaires ce qui d'une part ne permet pas de l'intégrer à un semblant de pacte salarial, d'autre part ne favorise pas la qualification et la professionnalisation des employés qui n'y font souvent que des passages éclair. Et si les

économies qui participent de ce dispositif restent fragiles, cette fragilité est aussi un miroir de l'ensemble des politiques de la ville dont les procédures et la dérive technico-administrative auront, ces dernières années, cassé avec cynismes les idéaux auxquels pourtant elles travaillaient. Ainsi, bien des associations nées dans l'effervescence des années 80 et du début du DSQ se seront épuisées à force de financements sur projets ne permettant pas d'assurer la pérennité du fonctionnement - donc, des salaires -, et les idéaux qui visaient à casser les logiques de l'exclusion (notamment de l'emploi) des habitants des cités ont fini par céder face à l'institutionnalisation des agents en place.

Face à la dérive des politiques de la ville et l'idéal de la promotion collective gratuite et politiquement impliquée, les formes d'initiatives entrepreneuriales que nous avons décrites proposent probablement un retournement de l'utopie militante. Et ces nouveaux acteurs du militantisme social combinent des réussites économiques et notabiliaires avec une implication militante souvent très « pure », ne serait-ce que parce qu'ils ne se sentent que fort peu redevables de leur réussite. On les dit rebelles, ils sont plutôt affranchis. En créant leur propre emploi dans leur propre structure, ils se donnent la possibilité de se démarquer de bien des logiques militantes de leurs prédécesseurs : la dette sociale, la complicité politique, la connivence des pairs. Ce faisant, ils sont probablement en passe de réinventer les modèles de réussite du militantisme social, tout en faisant perdurer les idéaux d'implication politique et le face à face avec le peuple.

« Fraterniser, c'est pas seulement sentimental, c'est plutôt au sens ancien du terme : ton frère est celui qui a le même idéal que toi. Les anarchistes s'appelaient « frère », puis Marx a écrit « je ne veux pas être de la famille de n'importe qui ». La fraternité, c'est dans le sens de ce type de camaraderie. Ce sont des camarades, c'est aussi ça « la bande à Constant », on a cheminé ensemble vers le même idéal. Bien sûr, on veut tous gagner notre croûte, mais il n'y a pas besoin de s'enrichir. Et puis, la tolérance a des limites. » **Constant**

ETRE MILITANT ⁸⁵

Le militantisme social qui oeuvre aujourd'hui dans l'animation socioculturelle est construit comme un dispositif politique, qui fabrique et fait circuler de la morale ; et comme un dispositif professionnel (au sens du métier) avec ses codes et ses usages d'entrée et de sortie, évolutifs, ses grilles de fonctions et de salaires. C'est aussi un monde, au sens relationnel du terme, où la dimension existentielle des acteurs est déterminante des positions sociales et de l'évolution du dispositif. Ainsi, il semble impossible de décrire les dimensions historique et généalogique du militantisme social sans en aborder les histoires humaines tant il y a proximité entre les fonctions et ceux qui les occupent. Aussi, il nous faut prendre au sérieux cette étonnante propension qu'ont nos interlocuteurs à puiser leur légitimité dans ce qu'ils sont davantage que dans ce qu'ils font. Car parmi tous ceux que nous avons rencontrés, aucun ne puise sa légitimité à agir dans le droit commun, le mandat ou la compétence et tous revendiquent l'urgence sociale et leur capacité à « aller au charbon » là où d'autres dispositifs s'avèrent inopérants. Qui sont alors les militants ? Qui sont ces gens à qui on n'a finalement rien demandé et qui pourtant s'immiscent dans la vie des cités et de ses habitants ?

Souvent, ils entretiennent une grande familiarité avec les mondes populaires qu'elle participe d'une véritable origine ou d'une sorte de manipulation des filiations : ils ont eux mêmes

grandi dans les cités d'urgence ou les quartiers d'habitat social, ou bien ce sont leurs parents ; ils sont fils d'ouvrier, d'immigrés, de militants politiques ou syndicaux ; ils ont fait leurs premières colonies de vacances avec des enfants des cités. Parfois, ils nomment comme hasards ce qui les a menés à se confronter aux classes populaires, mais on découvre au détour d'une remarque, d'un passage de vie, que les décisions de s'engager avec d'autres que l'on croit fortuites participent en fait d'une longue maturation éthique. Et ils admettent volontiers qu'ils sont des héritiers.

Louis, responsable d'une fédération d'animation : « Je suis né à Alger de père suisse et d'une mère française dont la famille est d'origine espagnole. Et j'ai vécu tout le temps dans les quartiers populaires d'Alger, pendant la guerre d'Algérie. Donc j'avais dans un premier temps une cohabitation facile en tant que enfant avec des enfants d'origine arabe, y compris à l'école, même si de fait il y avait une différenciation sociale, économique et culturelle qui s'exerçait déjà.

A cette période là, très majoritairement, les milieux dont j'étais issu étaient amenés à subir l'idéologie dominante qui s'est traduit en fin de parcours par l'OAS. J'ai pris conscience en tant que spectateur des événements, de l'écart entre les valeurs que l'école, le lycée inculquaient, valeurs de fraternité, liberté, égalité, enfin les valeurs dites de la république française ou même des valeurs plus religieuses judéo-chrétiennes, et la réalité de ce que provoquait l'extrême-droite en Algérie, l'OAS, et de voir des gens se faire tuer simplement pour la couleur de leur peau, devant moi. Ma prise de conscience, elle a eu lieu dans des mouvements d'éducation populaire qui étaient du scoutisme à l'époque et les valeurs auxquelles je me référais qui étaient en contradiction avec la réalité.... enfin je n'arrive pas à bien analyser pourquoi mais disons que mes parents, moi même et puis ma soeur, on a décidé de rester à Alger, de ne pas partir au moment de l'indépendance. C'était un moment très fort, j'avais 18 ans au moment de l'indépendance d'Algérie et j'étais un des rares pied-noir, parce qu'on nous appelait pied-noir à l'époque, à avoir participé, à avoir assisté seul, tout seul, aux fêtes de l'indépendance. Pendant trois jours, Alger était en fête de l'indépendance avec tout ce qu'il y avait eu comme rumeurs comme quoi ça allait être sanglant, un massacre, etc. J'ai vécu ces trois jours de fête de l'indépendance à Alger, de libération du peuple algérien, c'était une fête

⁸⁵ Cette troisième partie livre des extraits des récits de nos interlocuteurs, sans commentaires superflus. C'est à la fois une illustration des généalogies dont participe le monde militant par des témoignages, et une manière

populaire, folle, délirante. J'ai juste passé le BAC à ce moment là et je commençais mes études en Algérie. J'étais un des premiers à avoir le diplôme, le BAC, écrit en arabe. »

Sonia, présidente de l'association d'animation de sa cité : « Mon père est algérien et ma mère française. Gamine, j'ai été vraiment victime du racisme. On me traitait de fille de bicot. Avec mon frère, on ne pouvait même pas jouer dans la cité ; les immeubles étaient habités par des douaniers, des pieds noirs. Le racisme, ça me rendait vraiment agressive, à 7-8 ans, je fracassais les minots qui m'insultaient. Alors, mon père m'enfermait pour pas faire d'histoires avec les voisins. J'ai grandi avec cette haine. A 14 ans, je suis rentrée dans les Pionniers, puis aux Jeunesses Communistes. A 18 ans, j'étais au PC, ensuite j'ai été secrétaire de cellule. »

Marco, aujourd'hui éducateur dans les quartiers Nord : « Mon père, il était à la CGT, comme tout le monde sur le chantier naval. Mais il ne militait pas, c'était un suiveur. Mes frères et sœurs étaient tous aux Jeunesses Communistes. Par contre ma mère, elle a été de tous les combats. Une acharnée, militante au PC, à la cellule.

Tu vois, 3 générations : la première, les hommes sont au chantier, les femmes militent ; la seconde, tous à l'école. Chez moi, on s'est acharné pour que ma génération réussisse à l'école. Troisième génération, celle de 68 : on conteste l'école, les femmes sont au MLF. Alors la première génération, celle de ma mère, il fallait voir la détermination de ces femmes ! Et à la maison, c'était un berceau de culture méditerranéenne. Des espagnols, et puis, avec les mariages, des grecs, des italiens, des turcs. Et il y avait toujours un monde fou, les oncles, les tantes, certains avaient mon âge. Une immense famille, avec une culture patriarcale. Ma mère, elle ressemble exactement aux femmes algériennes d'aujourd'hui. Je suis né dans un collectif de tantes, d'oncles, de cousins, un milieu très latin, très affectif, sensuel, on se touchait tout le temps, les fêtes, ça n'arrêtait pas. Encore maintenant, 2 ou 3 fois par an on se retrouve à au moins une soixantaine de cousins, et pourtant, tout le monde s'est replié sur la famille nucléaire. »

Leïla : « mon père avait une très bonne culture générale mais il n'est pas allé à l'école. Il ne savait pas bien écrire et lire le français mais il était très cultivé. Il descendait d'une famille où il y a eu une grande culture, et sur le plan politique

une bonne réflexion, il était plutôt communiste de mentalité et vachement conscient de ses conditions de vie. Ma mère, une femme très ouverte, très intelligente donc moi, politiquement, j'apprenais beaucoup. Et je me rappelle des copains de l'association de jeunes, leurs parents, leurs mères étaient pas spécialement instruites mais souvent c'était des matrones, tu vois, il y avait quand même quelque chose... des personnalités fortes. »

Constant, responsable d'un équipement socioculturel, aujourd'hui retraité : « La prise de conscience des gens de ma génération, c'est la guerre d'Algérie. On se disait : « comment des gens normaux, comme nous, peuvent se compromettre dans la guerre, voire les tortures et les ratonnades, qu'ils soient volontaires ou engagés ? Il faut les éduquer pour qu'on n'aille plus tirer sur nos voisins ». Pour nous, c'était un apprentissage civique nécessaire qui devait aller au delà de l'école.

Moi, il y a surtout deux choses qui m'ont marquées : voir mon père emprunter de l'argent pour qu'on puisse bouffer. Et puis, l'injustice de la peine de mort. Quand j'étais petit, en 44, l'instituteur nous emmenait jouer au foot sur un terrain vague. Il y avait là un poteau d'exécution où étaient fusillés ceux qui n'avaient pas servi la patrie, les collabos, à la libération. Ça a été ma rencontre avec la mort ces exécutions publiques, puis pendant la guerre d'Algérie. La peine de mort, je trouve ça injuste. »

On voit se dessiner les contours de deux types de généalogies, pas forcément antagoniques d'ailleurs : ceux qui sont fils de l'histoire, et ceux qui sont fils de leur mère. Autrement dit, il y a dans les fils généalogiques qui trament l'héritage militant, d'une part ce que l'on tient d'une longue tradition morale qui ancre la démocratie autour de la confrontation entre des mondes sociaux supposés vivre côte à côte, d'autre part ce qui participe de filiations directes. On connaît à peu près bien le premier type d'héritage, car c'est celui qui fonde le discours militant notamment ces dernières années autour des notions de citoyenneté et de lien social ; mais on a peut être sous estimé la part des filiations familiales (au sens symbolique mais aussi au sens strict du terme). On les retrouve pourtant dans les milieux communistes, où souvent les femmes jouaient un rôle déterminant au Parti en général, et lors des grandes grèves en particulier, menant les propagandes pendant que leurs hommes occupaient le chantier ; on le retrouve aussi chez cette génération que l'on a appelée « Beur » qui émerge sur la scène

publique dans les années 80. On sait aujourd'hui qu'ils n'étaient pas seulement sur des logiques de carrières personnelles, mais aussi sur des logiques militantes. D'où sortent-ils ? Pas seulement du giron familial, et pas seulement de l'appareil scolaire. Ce sont les fils de ceux, ou plutôt de celles, qui ont été prises dans les logiques alphabétisation, qui sont passées par le planning familial, davantage que des fils des centres sociaux, de l'animation, de l'éducation populaire.

On sait aussi qu'il y a des lieux, des moments, des espaces familiaux, amicaux ou professionnels fondateurs de l'engagement militant. Dans les propos que nous rapportent les personnes que nous avons rencontrées, on retrouve le poids des événements historiques qui auront marqué une génération, ou un courant idéologique. Certains, issus des mouvements d'éducation populaire vont chercher leurs références dans le Front Populaire ou les engagements dans la Résistance au cours de la seconde guerre mondiale. Selon leur âge, leur engagement personnel date de ces moments, ou d'autres plus récents tels que les événements de 1968 ou encore l'effervescence gauchiste du début des années 80. D'autres, plus proches des idéaux communistes puisent leurs convictions dans la Résistance aussi, les luttes antiracistes et antifascistes des années 70 et 80, leurs engagements dans la lutte contre les exclusions auprès des immigrés. D'autres enfin, font davantage référence aux principes chrétiens avec moins d'ancrages historiques et davantage de continuité dans le devoir de charité et d'hospitalité.

Quant aux moments fondateurs de bien des certitudes convictionnelles, la guerre d'Algérie reste le principal point d'ancrage, qu'on l'ait vécue ou pas. Pour la plupart de ceux que nous avons rencontré, jeunes et vieux, arabes et blancs, la référence à la guerre d'Algérie et ses conséquences est presque systématique. Il faut dire que Marseille aura vu partir et revenir, émigrer et immigrer tous ceux qui auront vécu la colonisation et son achèvement. A Marseille arrivèrent dans le seul mois de juillet 1962, plus de 2 millions de migrants d'Algérie, de Marseille partirent les « valises » du FLN, et dans les bidonvilles de Marseille, très occupés par des migrants d'Algérie, la guerre se jouait de 1958 à 1962, entre ceux qui soutenaient les fellagas ou ceux qui soutenaient les français, entre les Algériens et les français de souche ou tous autres étrangers, entre les catholiques qui venaient là oeuvrer dans l'action sanitaire et sociale et les musulmans.

Farid était enfant dans la cité de Bassens et se souvient « des bombes posées dans la cité et des hommes de la milice de surveillance postés sur les toits des immeubles ». Les dirigeants de l'ATOM se rappellent également les tensions dans les bidonvilles.

Mr Belpeer : « Ca a été une période extrêmement difficile parce que nous étions pris entre deux feux, d'une part la France et d'autre part notre clientèle qui nous faisait une totale confiance, clientèle algérienne et qui était divisée en deux parties : une partie active, notre copain Del Karid et une partie qui subissait passivement la contrainte des militants du FLN. Il fallait naviguer entre ces deux parties d'une part et d'autre part, se tenir à carreaux vis à vis des autorités françaises. C'était très difficile. Et ma femme était condamnée à mort, car pendant de longues années, elle a menti. Elle ne vous le dit pas mais moi je le dis, tant pis, il faut que vous sachiez tout. Elle a dit à sa clientèle féminine algérienne ou tunisienne ou marocaine, « je suis votre soeur, je suis comme vous, moi aussi mon mari me battait, moi aussi, etc, et je suis des vôtres ». Bon, ça a marché jusqu'au moment où il y a eu la guerre d'Algérie et où les troupes se sont dit « mais elle est des nôtres. Donc, elle doit collaborer avec nous ». Ils lui ont envoyé une magnifique lettre en disant « ton mari c'est un français, il s'occupe des français c'est son affaire mais toi, tu es notre soeur et tu es obligée d'être avec nous ». Alors comme elle n'a pas marché, ils lui ont dit, « on va te faire ton affaire ». Et il a fallu qu'elle aille se planquer à Paris quelques mois...

Mme Belpeer : un mois. Je me suis cachée un mois. Et puis, je n'ai plus voulu, je me suis dit qu'est-ce que je fais ici moi ? Alors je suis revenue.

Mr : avant qu'elle ne revienne, j'ai réuni les chefs de famille... c'était pas des enfants de coeur, et je leur ai dit « ma femme est partie, vous ne la voyez plus, je vous ai dit qu'elle était malade, elle n'est pas malade, elle se planque parce que vous l'avez condamnée ». Alors, ça a soulevé un taulé, c'était une séance épique. Vous vous doutez, vous voyez ce que ça peut donner. J'avais demandé à un de mes collaborateurs de m'assister, c'est-à-dire d'être auprès de moi et d'observer ce qui se passait sans rien dire. Et je lui dis, « je te préviens, il y a une chose qui sera importante ; avant la réunion sur la table, on mettra des cigarettes et on mettra des bouteilles d'orangeade. S'ils ne boivent pas, c'est mauvais signe, s'ils ne fument pas, c'est mauvais signe mais s'ils boivent et s'ils fument, on peut y aller c'est bon c'est qu'ils font confiance ». Il y avait des petites choses comme ça, c'était important qu'ils nous fassent confiance. Alors cette séance s'est bien

passée, ils ont dit, « il faut qu'elle revienne, on veut qu'elle revienne ». Alors, j'ai tout de suite prévenu ma femme, j'ai téléphoné. Ma femme est revenue, et avec le FLN... Elle allait voir ses monitrices et ses familles. Mais elle était partout accompagnée de deux types qui avaient le pistolet à la ceinture pour la protéger. J'ai dû leur dire, « écoutez vous êtes bien gentils, mais vous allez nous foutre en taule. C'est les français qui vont nous foutre en taule maintenant si on se fait protéger par le FLN ». Vous voyez, c'était très difficile de naviguer. »

Il y a ceux qui l'ont vécue à Marseille, et ceux qui l'ont faite, jeunes appelés du contingent partis pour une « opération de pacification ». Certains disent aujourd'hui « nous avions 20 ans, et ils ont fait de nous des complices de crimes contre l'humanité » ; Constant en dit, sans autre commentaire : « ca te casse la baraque ».

Zina est fille et épouse d'anciens engagés dans les troupes françaises, harki dira t-on. A ses enfants aujourd'hui adultes, elle raconte parfois les massacres, cette nuit où son premier fils fût frappé par les fellagas pour tenter de lui faire dire où se cachait le père, la fuite clandestine vers Marseille sans savoir si elle y retrouverait son mari, « les douaniers français qui te volent la carte d'identité à l'arrivée à Marseille. Alors tu n'es plus rien, ni français, ni algérien. ».

Et il y a ceux que l'on trouve encore à la tête d'associations d'aide et de soutien aux maghrébins, ou d'échanges avec les pays du Maghreb, comme **Matthieu** :

« Je ne suis pas marseillais d'origine même si je le suis de coeur... j'aime beaucoup cette ville. J'ai d'abord été prof en Algérie pendant 14 ans dans un lycée situé en milieu très populaire. C'était un engagement personnel, aussitôt après l'indépendance parce que pendant mes études j'ai rencontré beaucoup d'Algériens pendant la guerre d'Algérie et il y avait une solidarité militante. Quand l'indépendance est arrivée il m'a semblé tout à fait important de pouvoir y aller et de participer à ce qu'on pensait être un projet formidable pour la deuxième partie du XXème siècle puisque tout semblait possible dans cette Algérie nouvelle. J'y ai passé 14 ans que je n'aurais sans doute pas pu vivre avec la même intensité en France. (...) »

J'ai failli demander la nationalité algérienne et je l'aurais fait je pense, mais mon projet de mariage avec une amie algérienne ne s'est pas fait parce qu'elle a eu peur, elle sentait les choses. Elle a eu peur en particulier pour les enfants en pensant qu'il leur serait bien difficile d'être des enfants algériens mixtes. Elle était proviseur d'un lycée et elle sentait un peu mieux que moi puisqu'elle avait affaire pour différentes raisons à des mouvements qui traversaient le lycée, elle

pensait que ça serait bien difficile. Donc j'ai voulu partir à ce moment là et on m'a proposé de devenir formateur à l'école normale de Marseille après un stage d'une année à Paris, à l'ENS de St Cloud. Je suis donc venu à Marseille faire la formation des professeurs du secondaire qui avaient beaucoup d'enfants étrangers dans leurs classes, c'était ça le point de départ. »

Sur d'autres logiques, bien des anciens cadres coloniaux, militaires, fonctionnaires des administrations ou de l'urbanisme, sont venus dans les cités remettre en route les grands chantiers de paix sociale qui avaient échoués dans les colonies. On les trouve, nombreux, dans les conseils d'administration d'associations d'alphabétisation ou de soutien scolaire, dans les mouvements de gestion et d'animation des grands ensembles, mais aussi bien sûr dans les administrations préfectorales et ministérielles.

Daniel Carrière, ex délégué régional du FAS : « Il y a eu un formidable hiatus entre les enfants, les petits-enfants des ménages immigrés qui ont vécu une période de lutte. Lutte d'abord très souvent dans leur pays ou à cause de leur pays, et un contexte de lutte très différent en France. Je crois que l'on n'a pas assez mesuré quelque chose qui s'est produit et qui nous échappe un peu. Je reste convaincu qu'il y a un bon formidable entre l'enfance et la militance et que selon si la militance est quelque chose d'affichée par les parents, de vécue dans la vie quotidienne familiale ou que c'est caché volontairement ou involontairement, vont se transmettre des pratiques de militant ou non. Et je crois, pour avoir observé cela, que beaucoup de jeunes aujourd'hui qui sont nos interlocuteurs de 30-40 ans, n'ont connu qu'une toute petite partie de ce qu'a représenté pour leurs parents la guerre d'Algérie parce que leurs parents n'avaient pas le droit d'en parler. Ils ne pouvaient pas en parler. Ils n'ont pu tirer le meilleur de leurs parents sur le sujet. La clandestinité, la réserve n'ont pas permis la transmission de la pratique militante. Je pense qu'il y a un lien très fort entre militance et génération qu'on ne mesurera jamais assez. »

Pourtant, pour les uns comme pour les autres, si la guerre d'Algérie vient fonder bien des remords ou des rancœurs, c'est plutôt en termes de résistance qu'on y fait aujourd'hui référence, comme s'il fallait d'une part redonner sa juste part à la mémoire, à toutes les mémoires - que bien des enfants d'Algériens auront apprises d'abord auprès des militants

sociaux qui arpentaient leur quartier, avant d’oser les évoquer en famille - , d’autre part essayer de rattraper auprès les fils, ou auprès les petits frères, les manquements de la génération précédente.

La dette et le don

C’est en partie sur cette question du retour colonial que se fonde la thématique de la dette sociale et du don de soi, très présente dans le discours et les pratiques militantes. Mais en partie seulement, car on n’y voit pas de sentiment de culpabilité, l’engagement militant étant plutôt déterminé et bienfaisant. C’est plutôt l’urgence sociale et le déficit de l’action publique qui légitiment l’action militante. Une urgence sociale qui pourtant ne participe d’aucun diagnostic, mais juste le sentiment qu’il faut être là, et que l’on ne « le » fait pas, personne ne le fera. Evaluation floue donc, flottante même, que celle du déficit et de la défaveur des cités et de ses habitants. Les habitants des cités sont ils plus pauvres que les autres ? Peut être, mais pas tous, et pas tous le temps, car on sait qu’il existe des économies de la pauvreté, de nombreux commerces informels (licites ou illicites) qui, même si elles sont épisodiques, complètent les revenus salariaux et sociaux de nombreuses familles. Sont ils plus touchés par le chômage ? Oui, il y a davantage de chômeurs qui habitent les cités ; mais le chômage ne touche pas particulièrement les habitants des cités. Il touche les jeunes, les métiers ouvriers qui sont davantage représentés dans les populations qui accèdent à l’habitat social, ce qui est bien différent⁸⁶. Sont ils moins citoyens que d’autres pour qu’on leur réclame, à grands renforts de projets de développement social, d’être toujours plus et mieux « participants » à la vie citoyenne ? Ils entretiennent pourtant des relations de voisinage plus intenses que bien d’autres, ils consomment, ils votent, et sont confronté, souvent dans la participation, à une vie associative qui est parfois plus effervescente - ou du moins autant - que dans d’autres quartiers des agglomérations urbaines.

Lucien : « Le projet militant qui se dégage, c’est un projet de défense des droits acquis et droits à mener, voilà un projet qui me plaît, là les jeunes ont quelque chose à se mettre sous la dent pour foncer. Alors quand je vois des jeunes qui

réfléchissent et qui agissent, je me dis « on a milité pendant des années et on n'a pas milité pour rien ». Je te parle un peu de 1936 parce que ce sont des événements liés au mouvement ouvrier du quartier et au mouvement ouvrier du pays : la grève en 36, pendant un mois d'occupation d'usine, la revendication qui était celle des travailleurs, de lutter contre les 200 familles les plus riches sur le plan national et qui tenaient l'économie, qui étaient patronnes de la Banque de France. On demandait la nationalisation de la Banque de France, ça a été accepté, la revendication a été accordée, on a nationalisé la Banque de France à ce moment-là. Quelques dizaines d'années après, sous le gouvernement Balladur, on a dénationalisé sans que personne ne dise rien... je ne sais pas ce qu'on devient, personne ne réagit, il n'y en a qu'un qui a réagi c'est Chevènement. On a lutté pour obtenir ces avantages là, la sécurité sociale, les conventions collectives, les semaines de congés payés, on a lutté, on a milité, on a été licencié. J'ai pas été licencié parce que j'étais un délinquant, j'ai été licencié parce que je demandais des augmentations de salaire, je demandais l'amélioration des conditions de vie. Alors quand on obtient ça à coups d'actions et que du jour au lendemain on vous supprime les avantages acquis, nous qui sommes des militants, et des militants anciens, ça nous fait mal. Des gens autour de moi disent « et bien ils se démerderont les jeunes, c'est leur problème ». Ca me fait peine de les voir réagir comme ça, car moi aussi je suis prêt à descendre dans la rue avec les jeunes pour les aider. »

Marco : « Je voudrais ne pas rater l'occasion de faire passer quelque chose aux jeunes que je côtoie. Le meilleur service à leur rendre, c'est de leur faire comprendre qu'il doivent s'approprier notre histoire populaire, sans renier la leur. Des fois, quand je les vois qui font les beaux, et qui réclament, je leur dis « mais qui tu es toi pour réclamer ? Quand tu rentres chez toi, il y a de l'eau qui coule de la douche, quand tu vas au théâtre, tu payes pas, au ciné, tu as des tarifs, tu fais du sport, tu vas à l'école, tu prend le bus.. 1936, ça te dis quelque chose ? » et le type me dit « quoi, j'étais pas né en 36 ! » Celui là, je lui dis : « Quand tu te sera approprié cette histoire là, celle de 36, celle de 44, celle de 68, pas celle des livres mais l'histoire populaire, l'histoire de ceux qui sont les tiens, alors tu seras fort, tu pourras tenir tête à qui tu veux. Si tu veux, je te l'apprend ».

⁸⁶ Samuel BORDREUIL, « Les gens des cités n'ont rien d'exceptionnel », In *Ces quartiers dont on parle*. Ed de l'Aube, 1997.

C'est ça le contenu de la militance aujourd'hui. Moi, je suis rentré au PC en 62, je me fadaï les réunions de cellule avec les staliniens. Et les réunions de cellule, ça consistait à lire à haute voix le programme commun, pour ceux qui ne savaient pas lire. Je me suis fait avoir par le formalisme de la militance. Pourtant, j'étais un bon. J'ai vendu des centaines de programmes communs dans la rue ; les mecs, je ne les lâchais pas tant que j'avais pas vendu mon truc. On m'aurait dit : « tu mets une bombe à l'Elysée », je l'aurais fait, sans bavure.

Le travail social, c'est pareil. Jusqu'à quand va-t-on demander aux voisins de faire l'action sociale ? Le voisin a un savoir que nous n'avons pas, et on doit partager ça, mais quand on me parle de déficit de la citoyenneté dans les quartiers, alors là je rigole. Pour moi, militer, c'est partager des savoir complémentaires : le savoir des livres, mais aussi celui de tes parents, la mobilité, ta condition, ton statut, même d'exclu. Pour faire un collectif, il faut d'abord faire un bilan des savoir de chacun, partager tout cela. »

Jérôme, responsable d'une association d'aide aux tsiganes : « je suis arrivé dans ce bidonville avec, si j'ose dire, la spontanéité de mes 18 ans, c'était en 1968. Et je me souviendrai toujours, c'était en été, après ces événements de mai, il y avait une dizaine de vieux assis sur des chaises qui avaient des cadres en bambou, qui avaient les pieds dans l'eau d'une fontaine qui coulait et de l'autre côté le bidonville, une médina avec des enfants qui jouaient. Je me suis assis avec ces vieux, sans autre façon que celle de m'asseoir, puis on a commencé à discuter. Je crois que cette rencontre avec ces gitans de Campagne-Fenouil, gitans andalous, m'a tout à fait convenue. J'ai rencontré là des gens d'une grande dignité, des gens qui m'appelaient de ma part de l'estime et du respect, de ce qu'ils étaient en tant qu'individus, de leur trajectoire, de leur histoire, de ce qu'ils avaient pu vivre. Ils avaient une envergure, une façon d'être, des relations à l'argent, à l'histoire, que je ne trouvais pas chez mes contemporains, à être un peu hors des normes et intéressés par tout ce qui peut être extraordinaire. Et bien les tziganes, sans pour autant être extraordinaires, avaient une vie peu ordinaire qui les rendait différents des autres mais avec à mon avis beaucoup plus de qualités que les défauts qu'on leur prêtait systématiquement. Et je me suis rendu compte que c'était aussi une minorité qui non seulement subissait les à priori, des images, mythes, extrêmement péjoratifs, et que si ils avaient des capacités et des qualités humaines, ils étaient sur un plan socioculturel, socio-économique, habitat et social, en situation de précarité. C'est comme si des gens pauvres auraient pu

passer pour incultes alors que de fait la culture, l'intelligence, ils l'avaient mais n'avaient peut-être pas les moyens de le prôner avec des éléments extérieurs tels que un métier, un habitat, qui pouvaient leur permettre d'être considérés. »

Françoise, travaille aujourd'hui sur les questions tsiganes pour le Conseil de l'Europe : « J'ai commencé à travailler pour l'ATOM le 16 janvier 1967, on m'a envoyé à la Paternelle. Pendant 6 mois j'ai fait un peu tous les centres, et puis j'ai choisi Bassens. Bassens, je trouvais que c'était la situation punitive la plus effroyable que j'aie connue. Ca a été fait pour vider le bidonville de Saint Barthélémy. 22 bâtiments de 20 logements de 36 m² chacun. Les loyers étaient de 14.000 f. par mois, alors que le SMIC était à 350.000f.. dans chaque famille, il y avait en moyenne 5 ou 6 enfants, en plus des parents, plus 5 à 7 personnes qui arrivaient juste pour la nuit. En 70 on a fait une campagne de vaccination contre le choléra et il nous a fallu pour cela recenser les gens : on en a compté 40.000.

Bassens, c'était comme un lieu de mort, maudit. Un univers concentrationnaire, sans rires ni cris. Tout était en béton, les murs, les sols, l'usine Culmann d'un côté, la voie ferrée de l'autre. les femmes ne sortaient de là que pour accoucher. J'y ai fait mon chemin de Damas en 1 heure. »

En 36 de l'ère chrétienne, Saul de Tarse (qui prendra plus tard, évangélisant Chypre, le nom grec de Paul) est connu à Jérusalem pour ses persécutions à l'égard des chrétiens, mandaté par les prêtres juifs. Il propose d'aller à Damas y chercher les adeptes chrétiens, et les ramener enchaînés à Jérusalem. Sur le chemin de Damas, Saul entend le Fils de Dieu qui l'interroge sur ses persécutions et le rend aveugle. Ses compagnons conduisent Saul à Damas où il reste 3 jours sans boire ni manger. Le Seigneur précise : « Moi même, je lui montrerai tout ce qu'il faudra souffrir pour mon nom » puis lui envoie l'un de ses disciples qui lui rend la vue. Saul est baptisé et se met à prêcher Jésus auprès des Juifs et des païens. Sa mission d'Apôtre des païens sera officiellement reconnue au concile apostolique de Jérusalem auquel il participe en l'an 49.

A l'image de la conversion de Saint Paul, les parcours militants participent de souffrance et de révélation, comme un cheminement initiatique où la souffrance s'impose à la reconnaissance ;

avoir souffert pour revendiquer le droit d'agir ici est un leitmotiv du discours militant, comme si le fait même d'habiter aujourd'hui les quartiers d'habitat social était en soi une souffrance à laquelle il faut se mesurer. Le chemin de Damas, dont se revendiquent les militants sociaux, est probablement pour eux un élément fondateur de légitimité. Il justifie à la fois la proximité avec les gens du peuple, l'urgence sociale, et la compétence empirique acquise de longue lutte ou de longue expérience personnelle. Et il familiarise l'engagement militant avec l'idéal chrétien, quelles que soient d'ailleurs les convictions que l'on revendique. Bien des mouvements d'animation socioculturelle sont des filiations de mouvements chrétiens, plus ou moins revendiquées, et qui transparaissent plus ou moins dans les projets éducatifs d'aujourd'hui : c'est le cas de l'UFCV, des MJC, de l'ALFA, des Centres Sociaux, de Peuple et Culture, de Culture et Liberté, des mouvements de scoutisme, etc. Mais d'autres, à l'engagement laïque très volontariste, ne développent pas moins des valeurs héritées d'une culture dominante chrétienne qui marque notre société, ce qui d'ailleurs ne présente pas forcément un antagonisme fort, comme le précise Patricia Ramon⁸⁷ : « Ainsi, dans les notions, qu'elles s'appellent ouverture ou partage, on peut voir la naissance d'un modèle qui est celui d'une conception chrétienne de la laïcité, que l'on retrouve dans le modèle communautaire, (...), un modèle de gauche non déchristianisé. Les origines du rapport entre le courant de démocratie chrétienne et le lien communautaire remontent à 1880, pour Emile Durkheim, « De la division du travail social », où il fallait à l'époque reformer du lien social à partir de la chrétienté, idée qui sera à l'origine de la création de la Société des Nations. »

Luc, urbanisme et militant à la Ligue des Droits de l'homme : « J'ai souvent des traces : par exemple pour revenir à l'histoire sociale en animation, quand on était gamin dans ce collège de Provence, les bons pères Jésuites avaient des méthodes relativement originales à l'époque, puisque au lieu de nous faire de la catéchèse et des choses comme ça, on allait, nous jeunes de 14-15 ans, dans les quartiers de Marseille, le Jeudi après-midi ou le Jeudi matin, dans les bidonvilles de Busserine; Font vert etc, je ne me souviens plus très bien dans quelles conditions et on jouaient au football avec les gamins.

C'était la BA du jour, pour la bourgeoisie marseillaise des quartiers sud c'étaient des expériences assez révolutionnaires. On allait également travailler avec les premiers prêtres Ouvriers, le Père Loew. J'ai toujours le souvenir de cette église

⁸⁷ Patricia RAMON, *Autour d'une mémoire*, Rapport de recherche, MJC, 1996.

avec le père Loew qui faisaient des parpaings, il vivait comme ça. J'ai ça dans la mémoire, le trajet en vélo solex pour aller dans les quartiers nord, on allait jouer avec les gamins. L'année suivante on était à l'Estaque, on faisait théoriquement de la catéchèse, une dame nous accueillait dans sa baraque dans les collines, et l'essentiel de mon temps s'écoulait à courir après les gamins dans la colline les ramener, pour passer 5 minutes avec eux.

Q : C'était une mission d'évangélisation qu'on vous donnait ?

Non en vérité, ce n'était pas ça, les Jésuites, ils n'en avaient rien à foutre. L'objectif c'était de nous montrer à nous petits bourgeois vivant dans les quartiers sud, ce que cela signifiait le milieu ouvrier, le milieu populaire et les gamins dans les bidonvilles de Marseille.

Je dirais qu'une partie de ma carrière ou parcours professionnel a dépendu de ça. On oublie pas, quant à 14-15 ans on vous emmène dans ces endroits là, avec des responsabilités quand même. Je me souviens, mon père avait reproché aux Jésuites à cette époque là de m'avoir donné des idées de gauche. »

Pierre, professeur au Collège Jésuite de Provence : « Tu sais, on le fait encore, et il me semble d'ailleurs que ça pose davantage de problèmes aux familles de nos élèves qu'à l'époque. Les parents ont peur, rien que l'idée que leur petit passent leur mercredi dans ces cités mal famées, avec des petits voyous. Alors, de temps en temps, je fais un peu le forcing et j'emmène une ou deux mamans avec moi à la Savine. (...) L'objectif, c'est que nos élèves, quel que soit le milieu dont ils proviennent, aient une connaissance de la vie sociale qui ne soit pas partielle. On s'insère dans les équipements et les associations qui travaillent dans les cités, nos élèves participent à des activités avec d'autres jeunes de leur âge, ils apprennent à se connaître, et souvent à s'apprécier. Parfois, ils aident au soutien scolaire, parfois ils font de la catéchèse. L'essentiel, c'est que ceux que nous préparons à devenir des élites - et je précise que ceci n'est pas notre projet mais celui de leur famille - aient conscience que leur vie sociale n'est ni la seule, ni forcément la bonne. Et beaucoup des anciens élèves que je revois ont de véritables engagements sociaux aujourd'hui dans le monde associatif, dans les ONG, dans la lutte pour les droits de l'homme. Parfois en parallèle de leur carrière professionnelle, mais certains ont aussi abandonné ou aménagé une carrière pour s'engager pleinement auprès des plus démunis. »

Gilbert, prêtre ouvrier dans les quartiers nord : « Aujourd'hui, on aborde les choses très différemment que ne le faisaient les prêtres ouvriers dans les années d'après guerre. D'abord, le rapport de l'église aux autres institutions a évolué : après guerre, l'église pensait signifier la société, elle était majoritaire, incontournable, elle n'avait donc pas à expliquer sa présence. Aujourd'hui, quand je dis que je suis prêtre, les gens me répondent : ah ouais, moi je fais du yoga c'est sympa aussi.

L'autre différence, c'est la militance. Dans les années 50, les militants avaient un projet de société, changer le monde, avec la conviction que les gens avaient un poids sur l'histoire. Aujourd'hui on milite dans une présence et un accompagnement vers un avenir incertain. Globalement, la vie sociale et les quartiers se dégradent, le climat social aussi, on ne peut pas dire aux gens : « demain ce sera mieux », mais essayer de rendre la vie possible et heureuse sans passer par les destins collectifs. Ma place n'est pas d'impulser des choses sur un mode qui va disparaître. Je préfère être attentif à l'avancée de chacun, être disponible à ce qui est vital sur le moment pour les gens.

Il y a deux mouvements dans l'église : le premier, ce sont les gens qui viennent à l'église, ce sont tous les sacrements, du baptême à l'enterrement. Le second, c'est l'église qui se rend chez les gens dans sa structure même. C'est ce que fait la Mission de France et elle privilégie les lieux de précarité ou de pauvreté et les lieux d'athéisme. C'est ainsi qu'il y a des prêtres ouvriers dans les cités mais aussi au CNRS qui est un haut lieu de l'athéisme. J'ai un ami qui est chercheur au CNRS, prêtre ouvrier.

Avant les prêtres ouvriers, la mission de l'église consistait à faire des chrétiens nos frères, rechristianiser la base prolétarienne de la société. Moi, je prend l'humanité telle qu'elle est. Je suis là pour témoigner de la manière dont je vis ma foi, mais ni pour persuader, ni pour attirer. Je suis dans une église minoritaire qui ne prétend pas être la meilleure. Ce point de vue contemporain de l'église catholique est très largement hérité des prêtres ouvriers qui ont beaucoup milité avec les athées, notamment au parti communiste. Et on se rendait compte que des athées pouvaient aussi être des gens respectables, et donc qu'on avait pas forcément la vérité.

Q : c'est sur ce point que les prêtres ouvriers se sont fait casser avant le concile de 1963 ?

C'est plus compliqué que ça. Il y a une différence entre être avec des communistes, et le devenir. Toute la question d'avant le concile, c'était de savoir si l'athéisme est constitutif du communisme. Dans ce cas, un prêtre ne pouvait pas être communiste, même s'il pouvait être avec les communistes. »

Vincent, ancien animateur : « J'ai commencé avec des trucs informels : j'allais dans la rue, sur le terrain de foot, et on bavardait, on jouait au foot avec les jeunes qui traînaient. J'ai eu envie de monter un tournoi de foot inter-quartiers, ça a commencé comme ça. Et quand on a commencé à me voir en train de faire du foot avec les jeunes, depuis leur fenêtre, les gens me disaient de monter, les parents, pour savoir ce que faisait là avec leurs enfants. C'est comme ça que j'ai commencé à rencontrer des gens dans la cité. Ils me demandaient qui j'étais, pourquoi je faisais ça. Là, je me suis rendu compte qu'il y avait un besoin de dire les choses, de s'organiser autour de quelque chose. Le centre social est venu après, mais c'est vrai que toutes les cités avaient leur équipement, sauf les Flamants. Sur ce, la difficulté est venue très rapidement, parce qu'il y avait une association de défense des locataires très forte, très marquée par les blancs. Des gens du quartier, mais pas d'arabes. Ou alors très ponctuellement, pour s'arranger le coup ou faire plaisir. Donc, ces gens m'ont dit que ce serait bien que j'aie dans leur structure, parce qu'ils voulaient monter un club de jeunes. C'est vrai que comme j'étais sur le terrain, sans structure, ça pouvait sembler intéressant. Mais j'ai dit non, parce que ça ne représentait l'ensemble des gens de la cité. Mais ça nous a quand même donné l'idée d'un centre social.

On a créé une association, avant que le centre social existe : il y avait Zina, des gens qui étaient repérés à l'époque comme des gauchistes comme Faella, Mme R., un homme arabe, l'infirmière, un prêtre ouvrier, et quelques jeunes. Ça faisait un conseil d'administration en marge. Nous, on ne représentait rien politiquement, alors qu'à l'amicale des locataires, il y avait des gens de l'OPAC. Ils étaient reconnus.

Q : Alors, d'entrée, le conflit ?

C'est ça. On le cherchait pas, mais on l'a trouvé d'entrée. Mais il faut savoir ce qu'on veut : soit on joue la carte de l'apaisement, et on se met le plus souvent du côté du plus fort, moi, je ne voulais pas me mettre du côté du plus faible, parce

que ça fait un peu curé, mais me mettre du côté où il me semblait qu'il y avait le plus de besoins. Et le besoin n'était pas du côté des 4 ou 5 familles qui manipulaient l'amicale des locataires, mais du côté des familles arabes qui n'avaient pas de lieu pour se réunir, pas d'activités pour les enfants. Comme dans les années 70 où on s'était mobilisés pour avoir une école qui n'existait pas aux Flamants, dans les années 80, on voulait un équipement. Comme une façon d'accéder à la citoyenneté, à égalité avec les autres.

Comme on n'avait pas d'argent, tout était bénévole, volontaire. Pour les assurances, on s'appuyait sur la structure juridique de la Busserine. La 2ème année, les gens en ont eu marre et ont décidé de faire le forcing à l'OPAC. Zina et quelques jeunes sont allés voir le directeur de l'OPAC qui a joué un rôle décisif dans la création du centre social des Flamants. Il a vu là des jeunes décidés qui lui disaient : on veut un centre social, et on veut Vincent comme animateur de ce centre social.

A l'époque aussi, avant 81, les étrangers ne pouvaient pas faire partie des associations. Nous, on avait triché. On avait mis des gens censés être de nationalité française. Ils ne l'étaient pas, mais comme la préfecture ne leur avait jamais demandé leur carte d'identité... »

Farid, aujourd'hui responsable d'une association d'insertion : « Mes parents ont quitté Bassens quand j'avais 17 ans, en 76, j'ai pas voulu partir. Je suis resté tout seul dans leur appart, je cherchais des petits boulots, j'aidais les vieux dans les cimetières, et par un copain, j'ai fait les premiers centres de loisirs comme assistant animateur. Après, j'ai passé le BAFA, et je m'occupais d'un club d'ados dans la cité tous les soirs.

Le plus simple pour avoir de l'argent, ça aurait été de dealer ; d'autant que comme je ne payais pas le loyer, j'ai été expulsé en 77 et je me suis mis à squatter chez des copains à droite à gauche. Je préférais faire des colos, traîner avec les gauchos, ça me faisait connaître plein de monde. »

Rechercher en tout militant le chrétien qui sommeille serait aller au delà des convictions de nos interlocuteurs, et abuser des modèles d'interprétation que nous proposent les sciences humaines. Il n'en reste pas moins que certaines formes de l'éthique chrétienne traversent et perdurent dans les modalités contemporaines de l'engagement militant social.

Ainsi, le paradoxe du "don" dont participe l'action militante tient à l'objet de l'échange : ici, alors que parfois les objets même de première nécessité viennent à manquer, on ne donne ni biens ni matière, on donne de soi. L'objet du don est de ces objets sacrés qui circulent sans s'échanger : du savoir, des valeurs, du politique. Participant à la vie associative, ou à des actions collectives, l'usager entre dans un monde de moralité où ce qui lui est proposé en modèle, c'est une manière de vivre ensembles qu'il faut réinventer à chaque étape de la vie d'un quartier. Et là où le monde associatif se distingue de l'action socio-éducative mandatée, c'est qu'on peut aussi y interchanger les rôles : on peut y être simple consommateur, mais aussi usager, élu ou animateur. Ce faisant, on y est un individu citoyen au sens antique du terme, à savoir avec la possibilité, par l'appartenance au territoire, de jouir du droit de cité qui participe des fonctions de représentation, de l'apprentissage, de la négociation, de l'exercice du pouvoir que confère notamment la notabilité. Car le milieu militant ici à l'œuvre, est un monde de « clercs »⁸⁸ où la question sociale se traite, sous couvert de formes techniques ou politiques, à partir d'une logique de perpétuation du terrain d'aventures. Ainsi, malgré les ruptures et les concurrences mises en avant par les acteurs de l'action sociale sur le thème de la technicité, la compétence, le mandat ou la professionnalisation, on s'aperçoit que personne - ni les agents du DSU, ni les travailleurs sociaux, ni les animateurs socioculturels, ni les militants associatifs - ne se pose la question de sa légitimité. Aucun de ces acteurs que nous avons rencontrés ne revendique sa position et son droit à agir, sur un principe de savoir-faire ; et il en est de même des objets visés par les associations ou des noms que l'on donne aux objectifs sociaux visés. Le don de soi, c'est une manière de transmettre ses convictions, et d'accéder à la légitimité parce que ce que l'on défend est de l'ordre du bien commun qui fait consensus. Consensus qui ne semble pas - ou si rarement - être remis en cause dans le quartier alors que pourtant la question du développement social met en confrontation des individus ou des groupes aux intérêts et aux convictions divergents. Dans les discours, seules les convictions et l'urgence sociale mobilisent les acteurs, et cette idée récurrente selon laquelle ils se sentiraient investis d'une dette publique au titre de leur propre promotion sociale acquise sur ces mêmes terrains. C'est ainsi qu'il existe une sorte d'impératif de mobilité sociale par la promotion collective qui trame les parcours militants, parce qu'on ne peut indexer sa propre réussite que sur celle

⁸⁸Jacques ION, « La fin des petits clercs », in DONZELOT (dir), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Esprit, 1995.

des autres, et inversement, en travaillant à la réussite des plus démunis, les militants travaillent à leur propre mobilité.

La promotion collective

Fouad et **Mous** ont créé leur association à la cité Busserine : « Ca a commencé au début des années 80, quand le DSU s'est mis en place. Ici, ça a toujours été un site phare pour toutes ces opérations. Donc, il y a eu plein de fric qui est tombé, surtout pour les jeunes, et nous, on a bénéficié de toutes ces opérations : on a fait des sorties, des camps, des activités, etc. Ca a commencé avec la mort de Laouari. Nous, on était trop petits pour ces trucs là, pour les marches, pour SOS Racisme, mais on a quand même bénéficié de tous ces trucs au niveau de l'animation. On faisait des milliers de choses, tout le temps. Au début, on faisait tout cela avec des éduc, des AS. Puis, il y a eu des types qui ont été un peu nos grands frères. L'un d'eux a monté l'association des Jeunes de Picon (AJP), il avait fini par créer son poste, puis le bureau a plus été d'accord avec sa façon de travailler, et l'association a fermé. On a fait des trucs supers : des sorties à la neige, des virées, des fêtes... Il y avait aussi des éduc du conseil général : ils avaient monté des ateliers, on bricolait les vélos, on faisait des trucs en bois... Après, on a été animateurs (Fouad avait 15 ans, Mous 17) dans le quartier pour les Guides de France. La section qui s'occupait des quartiers en difficulté s'appelait « les unités soleil ». On est parti en colo en Savoie avec 12 enfants de Picon. Là bas, il y avait près de 300 enfants de partout, et les animateurs, c'était n'importe quoi : il y en avait qui frappaient les petits. Nous, on s'éclatait avec nos petits de Marseille et du coup, tous les petits sont venus avec nous. Ca a été super : on jouait tout le temps, on faisait la fête, c'était les vacances. On a eu l'affection de tous, c'était le délire.

Après, on a fait les animations cantine avec ASSUR, et la colo de quartier qui se faisait avec les enfants, les parents et les jeunes du quartier. Par exemple on partait avec des petits du quartier qui ne pouvaient aller ailleurs, nous on était animateurs, la mère de Fouad était infirmière, la grand mère d'un autre s'occupait de la bouffe, etc. Ca marchait comme ça.

L'animation, on sait faire que ça. Après, quand la mairie a repris toutes ces idées qui venaient du terrain, nous, on a monté notre association, il y a 3 ans, en s'appuyant sur notre réseau d'amis. C'est l'agence de voyages des quartiers nord. Avant de démarrer, on a fait une analyse sur les besoins des gens sur le quartier. Voyager, c'est pour tout le monde, mais ici, les gens n'en ont pas les moyens. On

a donc décidé de monter une agence de voyages bon marché pour ceux qui n'ont pas d'argent, on est les spécialistes du tourisme des familles en difficulté. Mais pour monter une agence, il fallait 500.000 F. de cautionnement, que nous n'avions pas, évidemment. Alors, on a monté une association Loi 1901, de tourisme social. On travaille avec les structures socio-éducatives, les maisons de quartier, on fait de la prestation de service au centre social... »

Fouad est employé du centre social, en contrat consolidé, mis à disposition de son association qui leur reverse les 30% du salaire qui sont à charge de l'employeur ; Mous est au RMI, bénévole à l'association.

« Notre association nous sert de tremplin. Ca nous permet de connaître du monde, d'assurer l'affect avec les institutions. Sinon, on pourrait très bien se vendre ailleurs, on a les diplômes qu'il faut (Fouad a un BEATEP, passé avec le CLAM, Mous à un BTS). Mais on préfère rester ici, essayer de faire quelque chose pour le quartier. On fait un travail de grands frères parce que tous les autres ont disparu : la prison, le SIDA, la dope, tous morts. Alors, les jeunes du quartier, ils viennent nous voir pour tout et n'importe quoi : faire un CV, monter une affaire, se débrouiller pour faire un projet. Du coup, tout le monde croit qu'on fait de l'animation sociocul. »

Monir, travaille pour le Conseil Général : « La politique, je me suis intéressé très jeune. Le responsable de la fanfare était très impliqué politiquement, et à 13 ans, j'étais toujours avec lui, pendant les vacances, le soir, et c'est là où j'ai pris goût à la politique. Je suis rentré aux jeunesses socialistes, j'avais 13 ans à peine. Mes parents aussi étaient très militants. Mais eux, plutôt gaullistes. Pourquoi gaullistes ? Probablement parce que c'est De Gaulle qui a permis l'indépendance de l'Algérie, ils avaient pris des responsabilités dans des réseaux FLN par exemple. Mon père est resté en France, mais il a travaillé avec d'autres à structurer des réseaux dans le Sud Est. Du Gaullisme, ils sont passés à Mitterrand. En fait, ils ont plus suivi un parcours d'hommes que d'idées politiques.

Moi, j'ai appris la politique dans la rue, au contact des gens et en me confrontant à la réalité du terrain. Et puis, j'ai eu la chance de travailler avec des gens qui m'ont beaucoup appris. Tout en étant au conservatoire, je continuais à m'investir politiquement, dans la vie de mon village en montant des animations pour les jeunes, les 14-20 ans qui sont toujours un peu les laissés pour compte de

l'animation. J'ai monté des séjours à la neige, avec quelques copains on a monté un centre aéré parce que les mamans étaient embêtées, on a monté des expos, des soirées. C'était sans prétention mais on s'y plaisait et en même temps on avait l'impression d'apporter un peu aux gens du coin. C'était au milieu des années 70, dans une dynamique musicale où on avait monté une commission « jeunes » avec l'appui de conseillers municipaux. Ils nous débloquaient un peu de sous, et après on se débrouillait en aller taper un peu les commerçants. On arrivait à grapiller 1000 ou 1500 balles, et avec ça on était les rois du pétrole, on décrochait la lune. On montait des bals dans la salle des fêtes, des activités.

Après, le maire de mon village a été nommé conseiller régional en 1982 - à l'époque, ils n'étaient pas élus - il devient responsable de l'Agence Régionale pour le Développement de la Formation Professionnelle, l'AREDEF. Il me dit « voilà, je vais avoir des responsabilités importantes au sein de la région, j'aimerais que tu viennes avec moi sur Marseille ». Dans le même temps, il m'avait fait inscrire à l'INSTEP Léo Lagrange et je passais le DEFA, en 83. Il a pensé que c'était un bon début pour mettre le pied à l'étrier notamment en matière d'insertion des jeunes, et il avait raison parce que j'y ai beaucoup appris, en ESA, et en matière de gestion. J'allais en cours, j'ai passé les UF à jeunesse et sports, puis j'ai fait mon stage à cette mission régionale jeunes. J'avais beaucoup à apprendre, j'étais assistant d'études.(...)

Il m'a choisi à moi, parce que les autres personnes de son équipe n'étaient pas de ma génération. Je pense qu'il m'a choisi parce qu'il a dû penser que j'avais un potentiel à développer, le reste s'est joué en termes affectifs : il était mon prof de gym, sa compagne a été ma prof de français et m'a donné le goût de m'investir au niveau politique, ce sont des amis très proches, j'étais chez eux tous les week-end. C'est lui qui, politiquement m'a mis le pied à l'étrier, et depuis 25 ans, on ne s'est pas quitté, on a toujours été ensemble, aujourd'hui au Mouvement des Citoyens. Donc il a dû présumer que je pouvais faire quelque chose de ma vie. »

Bernard, responsable d'action culturelle : « A l'époque, j'avais laissé tomber les études de biochimie sur lesquelles je m'étais orienté par mégarde et je préparais le concours d'entrée à la rue Blanche, une école de photo, concours que j'ai glorieusement raté. Et donc, je faisais de la photo tout seul dans un labo au fond du jardin de chez mes parents. On s'est pointé avec un copain à la MJC Corderie, ce devait être en janvier 75, pour faire de la photo. On est arrivé au labo photo et il se trouve que comme on était des grandes gueules tous les deux, on a très

rapidement été impliqué dans la vie de la maison presque à tous les niveaux. Je crois que j'ai dû me retrouver au conseil d'administration, même pas au bout d'un an. Donc, ça a été une entrée dans le socio-éducatif. A côté de ça, il y avait toute une histoire de colonies de vacances, d'encadrement de centres aérés, qui faisait que j'avais une formation dans les centres de vacances et de loisirs. La MJC Corderie à l'époque, bien qu'étant une maison des jeunes, était un des rares centres qui se préoccupaient d'action culturelle sur Marseille. C'était une des rares, sinon la seule petite salle de spectacle relativement équipée qui permettait à des groupes de musique de jouer, des groupes de théâtre. Il y avait une programmation, un bal folk tous les mardis avec systématiquement plus de 100 personnes. Quand on parle d'il y a une vingtaine d'années à Marseille, cette MJC était un des rares lieux de foisonnement et de prolifération de jeunes artistes, d'expression, des expos.

Après avoir raté la rue Blanche, je me suis retrouvé à la fac pour faire des maths parce que c'était un de mes points forts, je me suis dit « autant utiliser là où tu n'as pas trop de boulot à fournir ». J'ai toujours été un peu fainéant. Arrive la fin de la fac, je suis en maîtrise de maths, le service militaire. Au retour du service militaire, l'alternative : soit enseigner les maths, soit faire autre chose. Les pistes que j'ai eues pour enseigner les maths, c'était dans le privé et ça ne me convenait pas vraiment. A ce moment là j'avais passé, pendant que j'étais à l'armée, la première sélection au cycle de formation DEFA. Donc, j'ai fait parti de la première promotion, en 80. »

Philippe, administrateur d'une association interculturelle : « Dans les années 70, les groupements antillais étaient de deux types : d'un côté il y avait le BUMIDOM, des anciens militaires sous protection du pouvoir. Tout ce qu'ils voulaient, c'était trouver du personnel de maison bon marché qui parlait français. Avec Françoise Ega, on s'est vite aperçu des abus. Mais les antillais du BUMIDOM, les sénégalais aussi, avaient un idéal colonial, ils se prévalaient de leur condition d'anciens combattants pour montrer leur côté vrai français. De l'autre il y avait les gauchos qui cherchaient à voir comment étaient considérés les antillais, pensaient que le colonialisme empêchait le développement. On demandait à l'état qui avait un désir d'acculturation des migrants, d'avoir une autre forme de considération. Les jeunes de cette association d'étudiants, Mme Ega et des gens comme moi ont dit non à cette réalité coloniale et on a monté l'Association Générale des Travailleurs Antillo-Guyannais. Mme Ega, c'était une

chrétienne, elle faisait le catéchisme aux enfants du quartier, et communiste. Elle fédérait les immigrés. On n'avait pas une conscience politique très forte, on faisait ça juste pour être différents de anciens, du côté folklorique toujours propre, du complexe d'infériorité.

Un truc qu'on a beaucoup fait, c'était auprès des jeunes garçons qui arrivaient à Marseille et qui mettaient les jeunes filles en difficulté. Alors, avec Mme Ega, on faisait cette éducation des jeunes gens en leur disant qu'on pouvait s'amuser, c'était pas du tout moral, mais qu'il ne fallait pas mettre les jeunes filles en difficulté parce qu'après c'est elles qui se trouvaient avec leur vie fichue en l'air. On avait des relations avec les services sociaux auxquels on orientait les filles mères, on organisait des fêtes et des sorties alors quand il manquait quelqu'un, on s'inquiétait, et c'est comme cela qu'on savait tout. »

Matthieu : « Je pensais qu'il y avait dans la réussite scolaire quelque chose d'essentiel mais aussi la découverte de son propre environnement pour pouvoir aussi aller vers l'autre et sortir, aller plus loin, ne serait-ce que sur le plan de la mobilité géographique mais aussi sur le plan d'une mobilité sociale. Faisant ce travail ou aidant à faire ce travail, l'objectif était aussi de permettre à ces gosses de sortir du bidonville, des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles ils étaient, mais à travers des valeurs de solidarité, je crois que le mot solidarité était extrêmement important dans ce qui se faisait à ce moment-là. Ca se faisait en dehors de l'école, mais l'école est un lieu formidable pour lancer des aventures comme celles-là parce que c'est un lieu de regroupement, c'est un lieu où on a du plaisir à se retrouver. Une des raisons pour lesquelles on aime aller au collège c'est parce que c'est l'endroit où on retrouve les copains et qu'il y a là quelque chose de tout à fait important pour lancer des activités autres. »

Lucien : « Je n'ai pas participé aux partis politiques, à des actions de parti politique, c'était pas mon job. Je n'étais pas accroché par la politique partisane. Tout ce qui intéressait la vie de quartier m'intéressait et j'y ai participé. Je ne me suis pas tellement investi dans les Comités d'intérêt de Quartier parce qu'il y avait suffisamment de monde qui s'en occupait et puis parce que j'étais d'avantage centré sur les problèmes d'éducation populaire. Moi ce me préoccupe c'était la promotion collective des gens autour de moi avec une pédagogie qui est celle de l'éducation populaire, qui part de l'action qui va à la formation pour ensuite, avec une réflexion, améliorer l'action. Voilà cette spirale qui associe

l'action, la formation, la réflexion et qui ne s'arrête pas. Et la formation permanente devrait aussi déboucher sur des problèmes très concrets d'action. Et c'est comme ça qu'un homme qui applique cette pédagogie d'éducation populaire c'est un homme cultivé parce qu'il a le souci de l'autre, le souci des gens. Qu'est-ce que je n'ai pas fait ? Il y a des tas de trucs qu'on n'a pas fait... mais ma vie a été remplie je crois. »

Réussir

Monir : « Vous savez, si vous êtes venu me voir dans l'idée de rencontrer un maghrébin qui a réussi, vous vous trompez. Je n'ai pas réussi, et je ne pense pas avoir réussi. Pour moi, réussir ça n'est pas avoir de l'argent, ça n'est pas être connu, ça n'est même pas avoir des diplômes. Réussir, c'est avoir donné et transmis à d'autres, se mettre au service des autres. Comme par exemple le chirurgien qui met son savoir au service de la santé et la vie des autres, l'instituteur qui y met du sien pour apprendre à lire et écrire même aux plus mauvais. De ce point de vue, je n'ai de toute évidence pas réussi. Peut être l'aurai je fait si j'avais continué dans la musique, mais ici, non vraiment, je n'ai pas réussi. »

Leïla : « Moi, honnêtement, ce que je sais c'est que je suis très mal payée et plus ça va, plus je me rend compte que je mérite mieux. J'ai pas vécu ce poste au DSU comme une promotion, je te dis la vérité. Pour moi c'était normal que je l'aie par rapport à mon parcours. A la rigueur j'aurais été chef de projet de suite, ça aurait été une promotion mais là, non. Parce que je suis encore à l'usine.

Quant à la notabilité dont certains me parlent, pour moi, ce n'est pas une satisfaction parce que c'est moi qui l'ai fait, je l'ai construit avec les autres parce qu'on a travaillé. Mais ça m'apporte rien. C'est pas ça qui a fait que j'ai eu mon poste. C'est pas ça qui a fait que j'ai eu 10.000 francs pour manger, et c'est une misère parce que je mériterais 15 à 20.000 avec ce que je fais, avec mon âge. C'est relatif, ça vaut une thèse, un diplômé. Je suis partout dans les journaux et tout le monde croit que je suis payée 15.000. C'est honteux, surtout que c'est une référence vis-à-vis des jeunes qui montent. Et puis même, je mérite d'être payée pour ce que je fais. Moi, je fais énormément de travail ; c'est pas que je me jette des fleurs mais c'est vrai, je parle d'ici. »

Philippe : « J'en avais assez de voir le colonialisme de ceux qui avaient migré en métropole vers ceux de leur famille qui étaient restés aux Antilles. Quand ils rentrent pour les vacances, ils font les fiers, ils disent qu'ils ont réussi. A Marseille encore, celui qui a travaillé toute sa vie, il peut s'acheter une petite maison, mais à Paris, même ça, ça n'est pas vrai. »

Tahar, photographe : « En 86, lorsque le CERFISE a lancé la réhabilitation sur le quartier, ils ont mis en place un atelier de photographie. Moi, je l'ai su par des copains, et je me suis présenté. C'est comme cela que j'ai commencé. Pendant un an, on a appris à travailler la photographie. L'idée était de montrer une autre image de ce que les gens croient des quartiers. J'ai voulu parler du respect des pères. Je suis parti en Algérie, j'ai photographié des femmes, puis des pères ici et là bas. »

Nous regardons les photos

« Tu vois, les hommes sont très différents ici et là bas. En Algérie, ils sont fiers et dignes. Ici, on ne sait plus qui ils sont. Tu y crois, toi, à l'intégration ? Moi, je crois que c'est bidon. Ils ont l'air de gens d'ici, et en fait, ils ne sont plus rien du tout. Ni d'ici, ni de là bas.

Q : Et toi, tu as plutôt l'air de quelqu'un d'ici...

Moi, je suis comme Dieu veut. »

Constant : « Cette insertion sociale revendicative, c'est dans le sens d'un progrès, pas dans le sens d'une promotion individuelle c'est-à-dire que l'ouvrier devienne contremaître, qu'il gagne plus de pognon que l'autre, mais un progrès social dans une insertion plus politique et un encouragement aux jeunes à améliorer leurs conditions de vie, y compris par la solidarité, par le syndicalisme, par la politique parce que la prise de conscience c'est l'engagement. C'est donc à partir du moment où tu t'engages, tu t'engages pour tout, tu t'engages pour ta famille, pour tes enfants, ta femme, la femme pour son mari, pour ses enfants, pour la société en général parce qu'ils apprennent la solidarité. Donc quand tu vois au bout d'un certain que ça a stagné, c'est que la mayonnaise n'a pas pris... je ne veux pas dire que ce soit de notre faute mais un système éducatif qui réussirait

pour moi, c'est un système éducatif qui permettrait une promotion sociale globale. »

La réussite par et pour le collectif dont nous parlent les militants constitue l'essentiel de la légitimité qui les autorise à passer à l'acte. Leur parcours personnel participe déjà d'une promotion sociale qui suppose des notabilités politiques dont il est rarement question dans d'autres mondes sociaux et professionnels : être connu dans son quartier, être l'interlocuteur des notables, et plus largement, participer à la gouvernance urbaine. L'argent est présent, mais comme seule valeur de reconnaissance, une manière de forcer le respect de ses pairs par sa compétence. Et si bien de nos interlocuteurs sont considérés comme d'honnêtes gens, c'est probablement parce qu'au delà de la rigueur avec laquelle ils gèrent les fonds publics qui leurs sont attribués, ils « considèrent l'indigence de leur salaire comme le résultat d'un choix qu'ils assument et qu'ils lient à la décision de placer la liberté et l'accomplissement de soi au dessus de l'argent »⁸⁹.

L'être militant, c'est à dire cette part existentielle de l'individu, est un être moral, capable de s'abstraire de ses intérêts propres pour s'entendre avec d'autres sur des biens extérieurs, communs ou universels. On pourrait dire que ces « biens » sont de deux ordres : comme pour l'homme de la Cour⁹⁰, le regard est un élément constitutif de sa légitimité ; le regard que les autres portent sur lui, bienveillant ou admiratif, de respect ou de crainte. Peu importe d'ailleurs, car il s'agit juste de ne plus être de ces individus anonymes que personne ne sollicite ; dès lors, sa valeur personnelle sera liée à l'estime que les autres lui portent. Le second élément, c'est la renommée, qui est valeur à la fois de (re)connaissance et d'honneur⁹¹. C'est tout cela qui fonde la légitimité militante : ils se revendiquent d'honnêtes gens, et des femmes et hommes d'honneur.

⁸⁹ Michèle LAMONT, *La morale et l'argent*. Ed Métailié, 1995.

⁹⁰ Norbert ELIAS, *La société de cour*. Calmann Levy, 1974.

⁹¹ Luc BOLTANSKI, Laurent THEVENOT, *Les économies de la grandeur*. PUF, 1987.

CONCLUSION

Au terme de ce travail de recherche, il nous apparaît que le dispositif d'animation socioculturelle constitue un champ de recherche dont bien des points restent encore à explorer, sur lesquels nous souhaiterions, pour conclure le présent travail, apporter quelques pistes de réflexion et questionnements.

C'est d'abord le retournement du regard que nous avons opéré qui préside à ces réflexions : regarder les cités comme des formes politiques où se jouent des tentatives de rendre la ville gouvernable, y interpellier ceux qui sont les acteurs du gouvernement urbain dans lequel se confrontent des procédures technico-administratives, de grands projets institutionnels, des logiques habitantes, des projets personnels et d'autres collectifs. Autant de bricolages susceptibles de rendre stable cette forme urbaine qu'est la cité. Le militantisme social est l'une de ces machines qui perpétuent l'existence des cités comme terrain d'aventure des utopies sociales, et le dispositif d'animation socioculturelle en constitue sa forme opérationnelle. Tout cela n'est pas nouveau. Mais la posture historique et le ton que nous avons employés, s'ils ne constituent qu'un micro-écart par rapport à la production sociologique sur les cités, n'en soulèvent pas moins une réalité complexe : celle du rapport des classes moyennes au militantisme social, celle du rapport du militant au peuple, à partir de trois grands registres de questions que nous avons cherché à élucider :

- La question de la cause sociale, celle de la misère du peuple et de son soulagement, en même temps que son hygiénisation,
- la question ouvrière, partagée, voire clivée, entre disciplinarité et encadrement d'une part, émancipation et révolution de l'autre,
- la question ethnique urbaine qui prend la forme et les ambiguïtés du rapport colonial.

C'est autour de ces trois grands registres de questions que s'est formaté le rapport à l'Autre en le dotant de cette instrumentalité politique qu'est l'efficiencia militante, et c'est au coeur de ce rapport au peuple, complexe et ambigu, que se produit - s'autoproduit - le monde des « petits

clercs »⁹². Paradoxe de leur contiguïté au peuple parce qu'en effet, ce qui se joue n'est pas seulement affaire d'altruisme mais aussi de réussite personnelle, ce qui se produit n'est pas seulement une position statutaire et professionnelle parmi d'autres dans le champ de l'action sociale et du développement mais aussi un milieu d'entrepreneurs, ce qui se négocie ne participe pas seulement d'un impératif de paix sociale mais aussi de processus de construction identitaire.

Parce que les militants mordent sur le monde politique sans faire partie des élites du pouvoir, parce que lorsqu'ils sont animateurs on les identifie aux travailleurs sociaux sans qu'ils en aient la légitimité institutionnelle, parce qu'ils travaillent à leur promotion sociale sans pouvoir se reproduire comme les possédants, on ne les regarde jamais que par petits bouts d'identités fractionnées. Pourtant, si le dispositif d'animation socioculturelle est un complexe (au sens d'éléments qu'on ne peut séparer) de carrières personnelles et de gestion sociale, ou encore de promotion et de contrôle social ; c'est aussi un lieu où les militants travaillent à la régulation de rapports inégalitaires et où ils se construisent comme groupe social.

⁹² Jacques ION, "La fin des petits clercs", in DONZELOT (dir), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Esprit, 1995.

ABREVIATIONS

ACPM : Association de formation pour la Coopération et la Promotion Méditerranéenne

ADDAP : Association Départementale de Développement de l'Action de Prévention

ADRIAM : Association pour le Développement des Relations Intercommunautaires de Marseille

AGAM : AGence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise

AIL : Amis de l'Instruction Laïque

ALFA : Association pour les Loisirs Familiaux et l'Animation des grands ensembles

AMPIL : Association Méditerranéenne pour l'Insertion par le Logement

APRETEL : Association de Prévention par le Travail, l'Education et le Loisir

AREAT : Association Régionale d'Etudes et d'Action auprès des Tziganes

ATOM : Association d'Aide aux Travailleurs d'Outremer

CAL : Comité d'Action Logement

CCO : Centre de Culture Ouvrière

CDC : Caisse des Dépôts et Consignations

CEFISEM : Centre de Formation et d'Information pour la Scolarisation des Enfants de Migrants

CEFREM : Centre de Formation de Recherche sur les Echanges Méditerranéens

CEMEA : Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active

CIMADE : Comité InterMouvement Auprès Des Evacués

CIQ : Comité d'Intérêt de Quartier

CLARB : Comité de Liaison pour la Résorption des Bidonvilles

CLN : Comité de Libération Nationale

CSF : Confédération Syndicale des Familles

INFAC : Institut National de Formation des animateurs de Collectivités

JOC : Jeunesse Ouvrière Chrétienne

MDEM : Mission pour le Développement des Echanges Méditerranéens

MJC : Maison des Jeunes et de la Culture

MLN : Mouvement de Libération Nationale

MLO : Mouvement de Libération Ouvrière

MLP : Mouvement de Libération du Peuple

MPF : Mouvement Populaire des Familles

OMC : Office Municipal de la Culture

OMJ : Office Municipal de la Jeunesse

PSU : Parti Socialiste Unifié

UFCV : Union Française des Centres de Vacances

UGS : Union de la Gauche Socialiste

UNEF : Union Nationale des Etudiants de France

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ALTHABE et Alii, *Urbanisation et enjeux quotidiens*. L'Harmattan, 1993.

ATTARD MARANINCHI, *Le Panier, village corse à Marseille*. Ed Autrement, 1997.

Christian BACHMANN, Nicole LEGUENNEC, *Violences urbaines : ascension et chute des classes moyennes à travers cinquante ans de politique de la ville*. Albin Michel, 1996.

Elisabeth BAUTHIER, *Travailler en banlieue*. L'Harmattan, 1995.

Alain BERTHO, *La crise du politique : du désarroi militant à la politique de la ville*. L'Harmattan, 1996.

Danielle BLEITRACH, Jean LOJKINE, Ernest OARY, Roland DELACROIX, Christian MAHIEU, *Classe ouvrière et social démocratie : Lille et Marseille*. Ed Sociales, 1981.

Luc BOLTANSKI, Laurent THEVENOT, *Les économies de la grandeur*. PUF, 1987.

Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*. Fayard, 1985.

Jocelyne CESARI, *Etre musulman en France*. Karthala - IREMAM, 1994.

Michel CHAUVIERE, *Les chantiers de la paix sociale*, Textes réunis par Yves COHEN et Remi BAUDOUÏ, ENS ed., 1995.

Michel CHAUVIERE, Bruno DURIEZ, *La bataille des squatters et l'invention du droit au logement, 1945-4955*. Cahiers du GRMF, 1992.

Pierre Henri CHOMBARD DE LAWE, *Famille et habitation*. CNRS, 1967.

Collectif, *En marge de la ville, au coeur de la société : ces quartiers dont on parle*. Ed de l'Aube, 1997.

Edouard DOLLEAS, *Histoire du mouvement ouvrier*. Armand Colin, 1947.

Jacques DONZELOT, Philippe ESTEBE, *L'état animateur. Essai sur la politique de la ville*. Esprit, 1994.

François DUBET, Didier LAPEYRONNIE, *Les quartiers d'exil*. Seuil, 1992.

Robert DURAND, *Histoire des centres sociaux*. Ed Syros, 1996.

Jean Paul FLAMAND, *Loger le peuple*. La Découverte, 1989.

Alain FOUREST, *Chronique de la ville ordinaire*. Ed de l'Aube, 1995.

Jean François GILLET, *Animation et animateurs*. L'Harmattan, 1996.

Jean Loup GOURDON, Evelyne PERRIN, Alain TARRIUS, (dir), *Ville, espace et Valeurs*. Plan Urbain, L'Harmattan, 1995.

Yves GRAFMEYER, *Sociologie urbaine*. Nathan, coll 128, 1994.

Roger-Henri GUERRAND, *Les origines du logement social en France*. Ed Ouvrières, 1967.

Jacques ION, *Le travail social à l'épreuve du territoire*. Ed. Privat, 1990.
La fin des militants ? Ed de l'Atelier, 1997.

Jean Claude KAUFFMANN, *La vie HLM. Usages et conflits*. Ed Ouvrières, 1983.

Michèle LAMONT, *La morale et l'argent*. Ed Métailié, 1995.

Edouard LIMBOS, *L'animateur socioculturel*. Ed Fleurus, 1971.

Jacques LOEW, *En mission prolétarienne*. Seuil, 1961.

Bernard LORY, *La politique d'action sociale*. Privat, 1975.

Georges MARION, *Gaston Defferre*. Ed Albin Michel, 1989.

MASSEY et DENTON, *American apartheid*. Ed Descartes, 1995.

Alain MEDAM, *Blues Marseille*. Ed Jeanne Laffitte, 1995.

Séverin MONTARELLO, *Et pourquoi pas moi ?*. 1993.

Philippe POUTIGNAT, Jocelyne STREIFF-FEINART, *Théorie de l'ethnicité*. PUF, 1995.

Bernard ROUDET dir, *Des jeunes et des associations*. L'Harmattan, 1996.

Patricia RAMON, *Autour d'une mémoire*. MJC, 1997.

Marie Antoinette RUPP, *Quarante années d'action sociale en France, 1946-1986*. Privat, 1986.

Anselm STRAUSS, *La trame de la négociation*. L'Harmattan, 1992.

Emile TEMIME, *Histoire des migrations à Marseille, T3 et 4*. Edisud, 1990.

Robert VERHEUGE, *Gérer l'utopie. L'action culturelle dans la cité*. Edisud, 1988.

Sara VIDAL, *Les échos de la Busserine. Support papier*. Comité Mam' Ega, 1996.

Alain VILBROD, *Devenir éducateur, une affaire de famille*. L'Harmattan, 1995.

RAPPORTS DE RECHERCHE

ANI, « Les associations nées de l'immigration dans la politique régionale d'intégration », Rencontres, 1992.

ARIESE, *L'opération DEFA 300, ses problématiques et ses enjeux*. Actes de la table ronde, ARIESE, 1986.

Ahmed BOUBEKER, Alain BATTEGAY, *Parcours et mouvances associatives : entre affirmation d'un droit de cité et gestions politiques*. ARIESE, rapport au FAS, 1996.

« Cultures urbaines, expérience des quartiers et travail de conviction : la construction des mondes de banlieue », rapport intermédiaire au FAS, 1997.

Marie Adeline BONHOMME, *Monographie : Marseille ZUP n°1*. Rapport de stage INFAC, 1978.

CERFISE, *Le temps, les acteurs et les figures de l'aménagement à Marseille*. Comptes rendus des séminaires, 1989.

Pascal CHANTELAT, Michel FODIMBI, Jean CAMY, *Sociabilités sportives et formes de citoyenneté des jeunes dans les zones DSU*. Rapport au Plan Urbain, 1994.

Jean Marie DELARUE, *Banlieues en difficulté : la relégation*. Rapport au Ministre d'Etat, Ministre de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, 1991.

Véronique DERDERIAN, Philippe LANGEVIN, *Culture et quartiers*, Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranée, 1995.

Hubert DUBEDOUT, *Ensemble, refaire la ville*. Rapport au Premier Ministre, La Documentation Française, 1983.

Pascal DURET, *Les grands frères*. Rapport à la MIRE, 1995.

Evaluation de la préformation en travail social de 400 stagiaires de quartiers en difficulté. AER, 1992.

Sonia FAYMAN, *Le devenir d'associations créées dans les années 1980 par des jeunes issus de l'immigration.* FAS-ACT, 1997.

Vincent GEISSER *Ethnicité et politique dans la France des années 90.* Thèse de sciences politiques, Université de Aix, 1995.

Anne GOLUB, *Le traitement social des questions migratoires, le FAS, exception française née de l'exception algérienne.* Contribution au colloque de Rennes, sept 1997.

Mme GOUIN, *Evolution de l'esprit social en France de 1850 à 1950.* Direction du bureau d'information et d'orientation sociales, 1960.

Jacques ION, *Le militantisme en question. Enquêtes sur l'évolution des formes de groupements intervenant dans l'espace public.* CRESAL, 1992.

Rapport du groupe technique présidé par Philippe NASSE, *Exclus et exclusions, connaître les populations, comprendre les processus.* Documentation Française, 1993.

Jean Paul PAYET, *De mémoire d'espaces. La fondation des espaces publics dans un grand ensemble HLM et ses effets sur la structuration de la vie sociale.* Rapport au Plan Urbain, 1987.

Michel PINCON, *Cohabiter, groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM.* Plan Construction, 1982.

Eugène QUET, *Les origines, le développement des mouvements de jeunesse français et leurs attitudes devant les problèmes économiques, politiques, sociaux, de 1830 à 1914.* Mémoire pour le diplôme de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, direction Pierre BOURDIEU, 1973.

ARTICLES ET REVUES

Daniel BEHAR, Philippe ESTEBE, « Le chef de projet et le sous-préfet à la ville : entre norme et projet », in *Espaces et Sociétés* n° 84-85, 1996.

BIDOU-ZACHARIASEN, « La prise en compte de « l'effet de territoire » dans l'analyse des quartiers urbains ». *Revue Française de Sociologie*, vol 38, 1997.

Sophie BODY-GENDROT, « L'émergence des élites dans les quartiers défavorisés », in *Elites et médiations dans le monde interculturel*, Presses Universitaires de Paris la Sorbonne n° 7, 1995.

Malika CHAFFI, « Les associations issues de l'immigration depuis la loi d'octobre 1981 », Agence pour le Développement de Formation, d'Information et de Coordination, 1989.

JP. CHAMBOREDON, M. LEMAIRE, « Proximité spatiale et distance sociale », in *Revue Française de Sociologie*, XI, 1970.

Chantal DECKMYN, « Le centre de ressources de Frais Vallon : projet urbain et amélioration du service public à Marseille », in ARU n° 68-69, 1995.

François DUBET, « Qui vit dans les grands ensembles de banlieue », *Courrier du CNRS*, n° 82, mai 1996.

Jamila DOUIS-WEYDERT, « Militance et responsabilités », in *Projet* n° 251, 1997.

Michel FOUCAULT, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Dits et écrits* tome 2, Gallimard 1994.

« Pour une chronique de la mémoire ouvrière », *ibid.*

« L'intellectuel sert à rassembler les idées mais son savoir est partiel par rapport au savoir de l'ouvrier », *ibid.*

« Premières discussions, premiers balbutiements : la ville est-elle une force productive ou d'antiproduction ? », *ibid.*

« La gouvernamentalité », in *Dits et écrits* tome 3, Gallimard, 1994.

Dominique FOURNIE, Mickaele MOLINARI, « Sport et animation socioculturelle. Du parcours de formation au marché de l'emploi », in *CEREQ bref* n° 127, 1997.

Louis GRUEL, « Conjurer l'exclusion. Rhétorique et identité revendiquée dans les habitats socialement disqualifiés », in *Revue française de Sociologie*, XXVI, 1985.

Jacques ION, « De la formation du citoyen à l'injonction à être soi : l'évolution des référents dans le champ de l'action socio-culturelle » in *Espaces et Sociétés*, n° 38-39, 1981.

« Cité, cités et droit de cité, urbanisation périphérique des groupes sociaux en France (1955-1985) », in *Espaces et Sociétés*, n° 51, 1987.

« La fin des petits clercs », in DONZELOT (dir), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Esprit, 1995.

Geneviève KOUBI, « Démocratie locale et pluralisme socioculturel », in *Sciences de la Société* n° 31, 1994.

Hubert LAFONT, « Les temps des jeunes », in *Temps Libre* n° 2, 1981.

Claude LANGLOIS, « Le catholicisme dans la ville », *courrier du CNRS* n° 82, 1995.

Françoise LORCERIE, « De la citoyenneté comme mode d'innovation dans la politique de la ville : l'expérience de l'Université du Citoyen à Marseille », in *ARU* n° 68-69, 1995.

Michel MARIE, « La guerre, la colonie, la ville et les sciences sociales », in *Sociologie du Travail* n°2, 1995.

André MICOUD, « Montchovet et la question de l'exemplarité », in *Espaces et Sociétés*, n° 51, 1987.

Murielle MONROSE, « Les professions sociales et socio-éducatives au 1er janvier 1994 », in *SESI* n° 87, 1997.

Jacques PALARD, « Rapports sociaux, stratégie politique et vie associative », in *Sociologie du Travail*, n° 3, 1981.

Michel PERALDI, « La cité militante. La production de l'espace public dans les grands ensembles », in *Espaces et Sociétés*, n° 84-85, 1996.

« Le cycle du fusible, jalon pour une histoire sociale du DSU », in *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 68-69, 1995.

« Ingénieurs et militants », in l'envers des métiers, dossier TTS, n° 15-16, 1991.

« Des grands ensembles aux quartiers », *Courrier du CNRS*, 1994.

Jean François RICHOU, « Apprendre à combattre : l'engagement dans la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. (1927-1987) », in *Le mouvement social*, Michelle PERROT dir, ed de l'atelier, 1994.

René RIZZARDO, « Identités et politiques culturelles », in *Identités, cultures et territoire*, Jean Pierre SAEZ (dir), Ed Desclée de Brouwer, 1995.

Laurence ROULLEAU-BERGER, « Cultures et friches à Marseille », in *ARU* n° 70, 1996.

Mohamed SALHAB, « Aspects sociaux des médiations interculturelles », in *Hommes et Migrations*, n° 1164, 1993.

Alain TARRIUS, Michel PERALDI, « Marseille et ses étrangers », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol 11, n°1, 1995.

Henri THERY, « L'animation dans la société d'aujourd'hui », in *Esprit*, 1972.

Hervé VIEILLARD BARON, « Le travail social dans les « quartiers sensibles » : crise et mutations récentes », in *Espaces et Sociétés* n° 84-85, 1996.

Philippe WARIN, « Les HLM : impossible participation des habitants », in *Sociologie du Travail* n° 2, 95.

Catherine WIHTOL de WENDEN, « Naissance d'une Beurgoisie », in *Migrations et Sociétés*, Vol 2, n° 28, 1990.

AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES

MJC CORDERIE, Compte rendu d'assemblée générale, 1989.

Compte rendu d'assemblée générale 1985.

Centre Culturel Mirabeau, Compte rendu d'activité, 1994.

Gilbert CECCALDI, « Action culturelle et champ social », travail personnel, 1991-1995

« DSU / CULTURE, orientation fonctionnement, problématique », 1994

« L'animation culturelle des quartiers », mairie de Marseille, 1996.

« Coordination culturelle Marseille 13-14 », bilan 91, perspectives 92.

Périgée, magazine bimestriel de la Fédération des Centres Sociaux de Provence-Alpes Côte d'Azur.

Ouvertures, la revue des Centres Sociaux

Fédération Nationale des Centres Sociaux, Rapport d'orientation 1996.

Ville de Marseille, « La Charte de la Jeunesse », 1978.

« Regard sur 35 ans d'action du mouvement Léo Lagrange dans les Bouches du Rhône et en région PACA », Conseil général des Bouches du Rhône.

Fédération Nationale Léo Lagrange, Congrès National, Marseille 1996.

Alain DUFAU, « Au nom de l'urgence ». Document audio-visuel, Carnet de Ville, 1993.

Mission pour le Développement des Echanges Méditerranéens, missions et projets.

« Mémoires, identités et territoire », Forum Marseille 1995.

ADRIIM, rapport d'activités 1995.

« L'aide aux travailleurs migrants dans la région marseillaise », ATOM, Hommes et Migrations, 1968.

« Les gens du voyage, le maire et la loi », AREAT, 1995.

LOU PITCHOUN, journal de Saint Mauront.

FIL CONDUCTEUR, le journal de la cité Busserine, Comité Mam' Ega.

QUARTIERS NORD, revue Femmes informations, 1988.

EURO-MAGHREB, revue semestrielle du Comité de Liaison d'Associations en Méditerranée